

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie
Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Marc Goloviznine,
Rémy Janneau, Frank La Brasca, Michel Lefebvre, Jean-Jacques Marie, Roger Revuz.

Publié par Le Cercle des *Cahiers du mouvement ouvrier*
c/o Jean-Jacques Marie - Bâtiment Les Charmes
36, rue de Picpus - 75012 Paris.
Adresse mail : jj.marie@club-internet.fr
Imprimerie PELLEGRINO :
Parc de Viry - 7, rue de Ris - 91170 Viry-Châtillon

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 116 à 144 pages)

Prix du numéro : **10 euros** (+ 1,50 euro de port)

Abonnement annuel (quatre numéros) :

- France : **35 euros** ;

- Etranger : Europe : **38 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **45 euros**.

Abonnement de soutien : **50€** euros et plus

Nom, prénom : _____

Adresse : _____

Courriel : _____

Chèques à l'ordre des *Cahiers du Mouvement Ouvrier*

A renvoyer à Hélène Stern, 18 rue Ferrus - 75 014 Paris

Les Cahiers du mouvement ouvrier ont besoin de l'opinion de leurs lecteurs !

Ecrivez-nous à : jjmarie@club-internet.fr

Ça y est, le site des CMO est ouvert !

Pour vous connecter : cahiersdumouvementouvrier.org

Ce site, que nous ouvrons vingt ans après la parution du n° 1 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, met en ligne tous les numéros d'avril 1998 à l'année 2012, tous les sommaires jusqu'au n° 72, un tableau classant plus de 1 200 articles par thèmes...

Ce site sera progressivement enrichi (chaque année, quatre numéros de plus en ligne, les vidéos de conférences...) et son accessibilité améliorée.

Erratum

Rémy Janneau, l'auteur de l'article « *États-Unis 1918-1920 - Lutte des classes et "peur des rouges"* » dans le numéro 78 nous signale :

Page 73, note 6 : *IWW ne signifie pas International Workers of the World, mais Industrial Workers of the World.*

Sommaire

des Cahiers du mouvement ouvrier n° 79

Spécial « Révolution allemande »

- Invitation à la conférence des CMO samedi 20 octobre. _____ p. 4
- Présentation du numéro 79 _____ p. 5
- Chronologie d'août 1914 à fin 1919 _____ p. 8
- Exposé de **Pierre Broué** sur la révolution allemande
fait lors d'un cercle d'études marxistes en 1968 (première partie, 1918-1919) _____ p. 11

Documents sur la révolution allemande

- **Rosa Luxemburg**, « *L'Assemblée nationale* » _____ p. 29
- **Rosa Luxemburg**, « *L'Achéron s'est mis en mouvement* » _____ p. 32
- **Rosa Luxemburg**, « *Les masses sont-elles mûres ?* » _____ p. 35
- **Rosa Luxemburg**, « *L'Assemblée nationale ou le gouvernement des conseils* » _____ p. 38
- **Rosa Luxemburg**, « *L'ordre règne sur Berlin* » _____ p. 41
- **Léon Trotsky**, « *Une révolution qui traîne en longueur* » _____ p. 45
- Deux extraits du livre d'**Oskar Hippe** *Et notre drapeau est rouge.*
Du Spartakusbund à la IV^e Internationale _____ p. 48

200^e anniversaire de la naissance de Karl Marx

- Exposé de Gérard Bloch fait en 1985 sur l'actualité de Karl Marx _____ p. 56

Il y a cinquante ans : 1968, l'invasion de la Tchécoslovaquie par les chars du pacte de Varsovie

- Qui était Anatoli Martchenko ? _____ p. 73
- Extraits de *Mon témoignage, les camps en URSS après Staline*,
d'**Anatoli Martchenko** _____ p. 74

3 septembre 1938 : la IV^e Internationale était proclamée

- Présentation par **Jean-Jacques Marie** de la conférence de fondation
de la IV^e Internationale _____ p. 81
- Extraits de la revue *Quatrième Internationale* de septembre-octobre 1938
rendant compte de la conférence de fondation _____ p. 86
- Extraits du *Cahier Léon Trotsky* n°1 :
les débats (en anglais et en français) lors de ce congrès de fondation _____ p. 88
- Un extrait du Programme de transition adopté à la conférence de proclamation
de la IV^e Internationale en 1938 sur « *les pays arriérés et le programme
des revendications transitoires* » _____ p. 93
- Un extrait du tome 21 des *Œuvres* de Trotsky, avec un échange
C.L.R. James-Trotsky sur la situation internationale en 1938-1939
et sur la construction des organisations trotskystes _____ p. 98

Études

- La grève générale du 30 novembre 1938 en France, par **Roger Revuz** _____ p. 103
- **Pierre Brocheux** : « *1917, quand l'espoir des peuples se leva à l'Est* »,
exposé fait lors d'une conférence à Bruxelles _____ p. 110

Notes de lecture

- « *Un livre qui a trompé le monde* » *L'Archipel du Goulag* de Soljenitsyne
disséqué et démystifié _____ p. 116

- *Faire front. Les journées ouvrières des 9 et 12 février 1934*, de Marc Bernard,
par **Pierre Mordut** _____ p. 117
- Deux lucarnes sur la Russie de Poutine : *Les hommes du Kremlin. Dans le cercle
de Vladimir Poutine*, de Mikhaïl Zygar, et *Un continent derrière Poutine*,
de Anne Nivat, par **Jean-Jacques Marie** _____ p. 121

Chronique des falsifications

- Les révolutions, le djihadisme et les faussaires, par **Rémy Janneau** _____ p. 125
- Trotsky à la télévision poutinienne, par **Jean-Jacques Marie** _____ p. 130
- Onfray et les cent millions de morts, par **Jean-Jacques Marie** _____ p. 133

Courrier des lecteurs

- Benjamin Stora, « *l'oreille du président Macron* » _____ p. 134

Perles

- Macron et les petits bourgeois _____ p. 135

Cercle des Cahiers du Mouvement Ouvrier

Les Cahiers du Mouvement Ouvrier (CMO)
vous invitent à la conférence qu'ils organisent

Samedi 20 octobre 2018

de 14 heures à 17 heures.

Salle du Maltais rouge

40 rue de Malte - 75011 Paris - Métro : République ou Oberkampf

LES INTELLECTUELS FRANÇAIS ET LA GUERRE DE 1914-1918

Avec Alain Cuenot, historien

Dans le cadre de l'Union Sacrée, les intellectuels français s'engagent très majoritairement à servir la patrie et crient leur haine de l'Allemagne, de son impérialisme et même de sa civilisation. Seule une minorité de pacifistes et de révolutionnaires s'acharne à défendre des sentiments internationalistes et anti-guerriers.

Le pouvoir en place et l'Etat-major s'appliquent à réprimer sévèrement toute contestation de l'ordre militaire. Au nom de l'intérêt supérieur de la nation, la plupart des écrivains, des poètes et même des scientifiques se transforment en agents zélés d'un chauvinisme sanguinaire. Cependant l'horreur des combats, la souffrance intolérable des soldats, leurs témoignages douloureux, la crise de 1917, la Révolution russe, conduisent certains auteurs à s'interroger sur le sens de leur engagement et à rejoindre progressivement le camp des défenseurs de la paix.

La signature de l'armistice voit surgir, en pleine ivresse d'une victoire saluée par les conservateurs comme la preuve de la justesse de leur combat patriotique, des cris de révolte et de rejet du pouvoir en place et de l'impérialisme. Pacifisme, antimilitarisme, internationalisme, engagement révolutionnaire, se conjuguent pour travailler à la construction d'un monde nouveau au sein du mouvement intellectuel français et européen. Prônant avec conviction le bannissement de toute forme de culture de guerre, un certain nombre d'intellectuels s'en prennent aux institutions culturelles et revendiquent avec force une refonte totale du langage littéraire et artistique, rejoignant le radicalisme des dadaïstes et des surréalistes au cours des années vingt.

Nous nous efforcerons d'analyser en profondeur toutes les formes d'engagement et de luttes soutenues par les intellectuels français au cours de ces années terribles.

Présentation

Ce numéro est le premier de trois numéros partiellement consacrés à la révolution allemande. Cette révolution, écrasée une première fois en janvier 1919, constitue une échéance capitale pour la révolution russe. Il suffit pour s'en convaincre de se rappeler les débats qui se mènent dans le Parti bolchevique autour de la signature – ou non – de la paix de Brest-Litovsk. La discussion tourne d'emblée autour de l'interrogation : où en est la révolution en Allemagne, plaque tournante pour les bolcheviks de la révolution européenne dont, à leurs yeux, Octobre n'est que la première étape, et dont le « retard » pèse sur eux ?

Le 8 janvier, une soixantaine de cadres du parti de Petrograd discutent de la paix. La veille, Lénine a rédigé ses « Thèses sur la conclusion immédiate d'une paix séparée et annexionniste ». L'armée paysanne russe, épuisée et affamée, dit-il, est incapable de se battre mais très capable au lendemain des premières défaites de se retourner contre le gouvernement et de le renverser. Or la situation internationale ne permet absolument pas de « prévoir le moment probable de l'explosion révolutionnaire et du renversement d'un quelconque gouvernement impérialiste d'Europe (y compris le gouvernement allemand) » (1).

Le 11 janvier au comité central, Lénine martèle : « L'Allemagne n'est qu'enceinte de la révolution, tandis que nous, nous pouvons déjà présenter un nouveau-né vigoureux (...) que nous pouvons tuer en commençant la guerre » (2) (d'autant que le nouveau-né, déjà menacé par la famine et la guerre civile rampante, n'est pas

aussi vigoureux qu'il le dit). Dans son discours de clôture au III^e Congrès des soviets, le 18, Lénine affirme avec optimisme que ce congrès s'achève « sous le signe de la révolution mondiale grandissante », mais, deux jours plus tard, il rejette l'idée de « fonder la tactique du gouvernement socialiste de Russie en essayant de déterminer si la révolution socialiste éclatera ou non en Europe et surtout en Allemagne dans les six prochains mois ». Et pourtant, il le répète, « sans révolution allemande nous périrons » (3). Au comité central du 19 janvier, il avance un nouvel argument toujours fondé sur l'importance décisive de la révolution en Allemagne : « Avec la conclusion de la paix, nous pourrions échanger aussitôt nos prisonniers de guerre et, de cette façon, renvoyer en Allemagne une masse importante d'hommes qui ont vu notre révolution à l'œuvre, qui ont été à son école : ils travailleront plus facilement à la susciter en Allemagne » (4).

Partisan de la guerre révolutionnaire et du refus de signer la paix, Boukharine insiste lui aussi sur l'Allemagne : « Les sociaux-démocrates allemands ont intérêt à ce que nous refusions de signer un traité étant donné que le mouvement en Allemagne et à Vienne se développe justement à partir de la lutte pour la paix » (5).

(1) Lénine, *Œuvres complètes* (en russe), tome 35, p 244

(2) *Les bolcheviks et la révolution d'Octobre*, Maspéro, p 234

(3) Lénine, *Œuvres complètes*, tome 35 p 289- 90

(4) *Ibid*, p 244

(5) *Les bolcheviks et la révolution d'octobre*, p 236

Le 18 février, Trotsky, encore hésitant sur la signature, argumente : « *Il est nécessaire d'attendre pour voir quelle impression fera tout cela sur le peuple allemand (...). Il n'est pas impossible qu'une offensive allemande provoque une explosion sérieuse en Allemagne* » (6). Le même jour, Ioffé déclare : « *Nous devons, comme avant, miser sur la révolution mondiale* » (7). Le 23 février, l'un des arguments décisifs de Lénine pour signer porte sur le stade où en est la révolution en Allemagne : « *La révolution allemande n'est pas encore mûre. Elle nécessitera plusieurs mois* » (8). Et la majorité du comité central, répondant, le 24 février, aux partisans de la guerre révolutionnaire qui démissionnent du comité central et de toutes leurs fonctions, insiste : « *Si, en acceptant de livrer combat à l'impérialisme allemand à un moment inopportun, nous lui facilitons l'écrasement de la République des soviets, nous ferons du tort, au lieu de leur venir en aide, au mouvement ouvrier allemand et international et à la cause du socialisme* » (9).

Connaître et comprendre le déroulement de cette révolution montante et les raisons de son échec répété est donc essentiel pour qui veut comprendre les raisons profondes de l'évolution de la révolution russe et de sa dégénérescence.

L'ensemble des textes publiés ici tente de répondre à ce souci.

Le dossier sur la révolution allemande est introduit par la première partie d'une conférence prononcée par l'historien Pierre Broué, alors membre du comité central de l'OCI, à l'occasion d'une journée d'études le 24 novembre 1968. La suite de cette conférence sera publiée dans les deux prochains numéros des *CMO*.

Aux textes historiques de Rosa Luxemburg et Léon Trotsky, nous ajoutons des extraits du livre de souvenirs du militant révolutionnaire Oscar Hippe (10). Cet ouvrier allemand rejoint le Spartakusbund de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht en 1916, puis adhère au PC allemand fondé par eux le 1^{er} janvier 1919 (le KPD). Lors de

la stalinisation du KPD, il appartient à l'opposition dite bolchevique-léniniste (trotskyste), ce qui débouche sur son exclusion. Il rejoint les rangs de la IV^e Internationale, est jeté en prison par les nazis puis, après la guerre, par les dirigeants staliniens de RDA, et ne sera libéré qu'en 1955.

L'année 2018 est une année d'anniversaires politiques reliés à la révolution russe :

Le premier est le bicentenaire de la naissance de Karl Marx. Ce bicentenaire a été marqué, on le sait, par la publication de la biographie de Marx par Franz Mehring, enrichie d'un gigantesque appareil de notes rédigées par Gérard Bloch. Les *Cahiers du mouvement ouvrier* le célèbrent à leur manière en rééditant le texte d'une conférence faite par ce dernier en 1985 sur l'actualité de la pensée de Marx.

Le deuxième est le 80^e anniversaire de la conférence de proclamation de la IV^e Internationale, tenue le 3 septembre 1938 dans des conditions difficiles imposées par le déchaînement de la terreur stalinienne et d'une campagne internationale de calomnie, de diffamation d'une ampleur sans exemple dans l'histoire. Nous illustrons ce moment en publiant quatre documents (un extrait du procès-verbal, l'identité des 22 délégués, un extrait du *Programme de transition* alors adopté, un extrait d'un article de Léon Trotsky consacré à cette conférence et un extrait des *Œuvres* de Trotsky présentant une discussion du militant trotskyste anglais C.L.R. James avec Trotsky sur la situation internationale en 1938-1939 et le mouvement trotskyste après la fondation de la IV^e Internationale.

(6) *Ibid*, p 271

(7) *Ibid* p 275

(8) *Ibid* p 288

(9) *Ibid* p 309

(10) Oskar Hippe : *Et notre drapeau est rouge*, La Brèche

Autre anniversaire indirectement lié à celui-ci, celui de la grève du 30 novembre 1938, de son échec, de la brutale répression qui la suivit sous un gouvernement présidé par le radical-socialiste Édouard Daladier, l'une des figures centrales du Front populaire et de son premier gouvernement, tout entier consacré à contenir et faire refluer la grève générale de juin 1936.

Le quatrième est le 50^e anniversaire de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes d'URSS, de Pologne, d'Allemagne de l'Est, de Bulgarie et de Hongrie afin d'écraser la révolution qui montait dans ce pays depuis janvier 1968, ébranlait de haut en bas

le Parti communiste et menaçait de s'étendre aux pays voisins, c'est-à-dire à l'URSS et aux démocraties dites par antiphrase populaires. Un mouvement révolutionnaire donc d'envergure internationale, comme le suggère la lettre de l'ouvrier soviétique Anatoli Martchenko, qui paiera très cher sa volonté d'exprimer publiquement son opinion sous le régime de la bureaucratie.

L'article de Pierre Brocheux sur « *la révolution russe et ses conséquences* » a été présenté au colloque international du 2 au 4 novembre 2017 organisé à la Maison du Peuple, à Bruxelles. ■

La révolution allemande de 1918-1919

Chronologie d'août 1914 à fin janvier 1919

1914

4 août : vote des crédits militaires par le SPD (Parti social-démocrate allemand). Réunion chez Rosa Luxemburg, avec Mehring, Karski, etc.

2 décembre : Karl Liebknecht vote contre les crédits au Reichstag.

1915

7 février : Karl Liebknecht est mobilisé.

Février : Rosa Luxemburg est emprisonnée, elle sera libérée en janvier 1916.

Avril : premier numéro de *L'Internationale*.

1^{er} Mai : manifestation à la Postdamer Platz (Berlin), à l'appel de Karl Liebknecht ; arrestation de Karl Liebknecht.

Septembre : Conférence internationale de Zimmerwald.

Une fraction du groupe parlementaire social-démocrate vote contre les crédits de guerre (ils formeront en 1917 le Parti social-démocrate indépendant).

1916

Mars : constitution d'une organisation unifiée de la jeunesse à Berlin.

28 juin : condamnation de Karl Liebknecht, manifestation de protestation des métallos de Berlin, Stuttgart, Brunswick, Brême, etc.

7 juillet : grèves dans toute la Ruhr.

10 juillet : arrestation de Rosa Luxemburg, qui ne sera libérée qu'après le 9 novembre 1918.

29 septembre : début de la parution des *Spartakus Briefe*.

1917

Février : révolution russe de Février.

3 avril : constitution de l'USPD (Parti social-démocrate indépendant).

Avril : grèves de masse à Leipzig et Berlin. Constitution spontanée de l'organisation révolutionnaire des marins.

25 juillet : constitution d'une direction centrale, la Flottenzentrale.

26 août : jugement du conseil de guerre, 5 condamnations à mort.

5 septembre : Reichpietsch et Köbis (1) sont passés par les armes.

7 novembre : révolution russe d'Octobre.

1918

Janvier : grèves d'Autriche-Hongrie, parties des usines de munitions de Csepel (Budapest).

Grève générale à Berlin (usines de munitions).

1^{er} octobre : appel de Spartakus à la formation de conseils.

3 octobre : gouvernement Max de Bade avec des ministres socialistes.

30 octobre : mutinerie des marins en rade de Chillig.

3 novembre : mutinerie des marins de Kiel.

6 au 8 novembre : révolution et formation de conseils dans tout le pays.

9 novembre : révolution à Berlin. Ebert remplace Max de Bade. Abdication de Guillaume II.

10 novembre : élections du Comité exécutif des conseils de Berlin, qui reconnaît le gouvernement des six commissaires du peuple. Un groupe spartakiste s'empare du Lokalanzeiger, puis doit le restituer.

18 novembre : *Die Rote Fahne*, qui n'a pas paru du 11 au 18 novembre 1918, peut enfin reparaitre.

Fin novembre : grèves économiques saluées par Rosa Luxemburg.

1^{er} décembre : congrès des conseils de soldats du front, à Ems ; échec du quartier général, le congrès décide d'envoyer ses représentants au Conseil exécutif.

6 décembre : tentative militaire contre le Comité exécutif. La police tire sur une manifestation spartakiste.

14 décembre : appel du gouvernement pour la formation de Corps francs.

Appel de Spartakus pour la formation d'un Parti communiste.

15 décembre : l'Assemblée des Indépendants du Grand Berlin repousse la motion de Rosa Luxemburg pour la convocation du congrès du Parti indépendant.

16-21 décembre : le congrès des conseils d'ouvriers et de soldats d'Allemagne décide l'élection d'une Constituante.

22 décembre : réunion des « hommes de confiance » (2) ; elle se prononce pour la convocation d'un congrès extraordinaire de l'USPD.

23 décembre : congrès des « Internationale Kommunisten Deutschland » (les radicaux de Brême) ; ils décident de rejoindre Spartakus, qui a rompu avec les Indépendants.

23-25 décembre : le « Noël sanglant » : action des matelots contre le gouvernement. Intervention de l'armée.

29 décembre : les Indépendants quittent le gouvernement ; Noske y entre.

29 décembre-1^{er} janvier 1919 : congrès de fondation du PC allemand.

1919

4 janvier : révocation d'Eichhorn.

5-6 janvier : manifestation de masse à Berlin.

6-10 janvier : République des conseils à Brême, dirigée par les Indépendants et les communistes.

8-14 janvier : intervention des Corps francs à Berlin.

9 janvier : manifestation réprimée à Dresde, 15 morts. Bataille rangée victorieuse ouvriers contre Corps francs à Hagen.

9-10 janvier : « Putsch » communiste à Dusseldorf.

10 janvier : dans la Ruhr, socialisation par occupation des locaux patronaux. Manifestations réprimées à Stuttgart, Leipzig, Duisburg.

11 janvier : bataille rangée à Hamburg, partie nulle.

12-17 janvier : bataille rangée à Halle, partie nulle.

13 janvier : conférence régionale des conseils d'ouvriers et de soldats à Essen ; elle approuve l'initiative d'occupation du syndicat patronal et désigne une « Commission des 9 » pour procéder à la socialisation.

15 janvier : assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg.

19 janvier : élections à l'Assemblée nationale.

27 janvier : les révolutionnaires de Wilhelmshaven sont écrasés par les Corps francs d'Ehrhardt.

Fin janvier : Mort de Franz Mehring.

(1) Deux marins allemands exécutés en 1917 pour agitation socialiste dans la marine impériale allemande (note des CMO).

(2) Des organismes analogues aux conseils avaient fait leur apparition dans les usines. Ils étaient formés au cours des grèves par des responsables élus, appelés « hommes de confiance ». Chargés par le syndicat de petites fonctions sur le tas, ces derniers, dans la tradition syndicale allemande, devaient assurer un lien entre la base et les centrales, transmettre aux centrales les revendications des ouvriers (note des CMO).



Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. D.R



Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg encadrant une affiche de propagande du KPD (Parti communiste d'Allemagne) fondé le 30 décembre 1918. D.R.

La révolution allemande

par Pierre Broué

Première partie : 1918-1919

Berlin, le 9 novembre 1918. Le Kaiser est en fuite, les ouvriers en armes maîtres de la capitale. Du haut du balcon impérial, Karl Liebknecht, l'ancien député socialiste condamné aux travaux forcés pour son agitation contre la guerre impérialiste, harangue les travailleurs et proclame la République socialiste allemande :

« Nous voulons construire l'ordre nouveau du prolétariat, un ordre de paix et de bonheur, avec la liberté pour tous nos frères du monde entier. Nous leur tendons les mains et les appelons à achever la révolution mondiale. »

Pour tous les révolutionnaires, en effet, pour Liebknecht comme pour Lénine, la révolution allemande n'est que la deuxième étape de la révolution mondiale, dont la révolution russe avait été la première. C'est le retard de la révolution allemande qui avait contraint les révolutionnaires russes à signer avec l'Allemagne une paix séparée (1). C'est pour hâter cette même révolution allemande que Trotsky, pendant les pourparlers de Brest-Litovsk, s'adressait, par-dessus la tête des généraux et des diplomates, aux travailleurs allemands. Ce jour-là, à Petrograd, les membres du Congrès panrusse des soviets se lèvent pour saluer cette victoire tant attendue des prolétaires allemands sur leur impérialisme. La guerre impérialiste va se transformer en guerre civile. À l'ordre du jour, il y a la victoire du socialisme, non pas en Russie, non pas en Allemagne seulement, mais à l'échelle du monde entier : il reste à « achever la révolution mondiale ».

Quelques mois plus tard, cependant, au premier congrès de l'Internationale communiste, parti mondial de la révolution, le délégué allemand parlera au nom d'un parti traqué, qui a perdu ses dirigeants les plus éminents, au nom des prolétaires d'un pays où la contre-révolution a triomphé des conseils d'ouvriers et de soldats, et où règne à nouveau, sous l'égide de ministres « socialistes », le vieil ordre bourgeois.

Dans la lutte pour la révolution mondiale, c'est là une sévère défaite sur un front essentiel. La révolution russe demeure isolée : l'appoint qu'elle attendait des travailleurs allemands, de l'appareil économique d'un pays avancé, ne viendra pas. Dans cet immense pays arriéré, ravagé par la guerre civile, encerclé par les puissances impérialistes, apparaissent les premiers germes de la bureaucratie qui saura confisquer à son profit les conquêtes de la révolution et dépouiller les soviets – les conseils ouvriers – du pouvoir politique.

La défaite de la révolution allemande a eu d'incalculables conséquences pour le mouvement ouvrier mondial. Le devoir des révolutionnaires est d'en analyser les causes, de rechercher les erreurs commises, de dégager leçons et conclusions

(1) Les travailleurs allemands n'ayant pu, comme l'espéraient les bolcheviks, renverser leur propre impérialisme, les révolutionnaires russes, après les pourparlers de Brest-Litovsk, furent en effet contraints de signer une paix séparée avec l'Allemagne à des conditions sévères – paix qui donnait de nouvelles forces à l'impérialisme allemand en le soulageant du front Est.

pour le jour – lointain ou proche – où, selon la prédiction de Karl Liebknecht à la veille de sa mort tragique, les « *cadavres des lutteurs assassinés se dresseront et demanderont des comptes* ».

Ce n'était pas en Russie, mais dans les pays avancés comme l'Allemagne, que Marx et Engels avaient attendu les premières victoires du prolétariat. C'est en Allemagne que se trouvait, en 1919, la classe ouvrière la plus nombreuse (68 % de la population), la mieux organisée, la plus cultivée. C'est là aussi que le transfert à un État ouvrier de l'appareil économique puissant concentré par les soins de la bourgeoisie posait le moins de problèmes. Aussi n'est-ce pas par hasard que la lutte des classes en Allemagne, pendant ces mois décisifs de novembre 1918 à janvier 1919, se déroulera tout entière sous les drapeaux du socialisme, brandis par les révolutionnaires comme par les contre-révolutionnaires. Le 9 novembre 1918, il n'y avait plus aucune force politique allemande à ne pas se réclamer du socialisme. C'est derrière la social-démocratie majoritaire, derrière l'appareil du parti social-démocrate allemand, la section allemande de la II^e Internationale, qu'allaient se regrouper toutes les forces de la bourgeoisie, de son personnel politique, de son personnel militaire, des ministres et hauts fonctionnaires aux maréchaux d'empire.



Friedrich Ebert, d'abord chancelier d'Allemagne à la suite de Max de Bade, en même temps que président de l'éphémère conseil des commissaires du peuple ; puis de février 1919 jusqu'à sa mort en 1925, président de la République allemande. D.R.

La social-démocratie majoritaire

Le parti social-démocrate allemand avait été, avant la guerre de 1914-1918, le modèle des socialistes du monde entier. Les succès obtenus dans les luttes revendicatives, dans la voie des réformes, lui avaient permis la construction d'une magnifique organisation de masse, fière de ses réalisations et de ses conquêtes, de son efficacité et de sa discipline. Certes, l'accent mis sur le programme minimum, sur les « conquêtes » à arracher par la voie parlementaire, donnait à son action un incontestable caractère réformiste. Mais le parti entendait rester fidèle à la réalisation de son but final, le socialisme, et avait nettement condamné le « révisionniste » Bernstein, qui avait tenté de théoriser cette évolution (2). Certes, la centralisation avait abouti à la domination parfois étouffante d'une bureaucratie de fonctionnaires – on a parfois comparé le secrétaire à l'organisation, l'ancien sellier Friedrich Ebert, à une araignée au centre de sa toile – mais l'appareil n'avait pas pour autant étouffé toute discussion : gauche, droite et centre confrontaient librement leurs idées au sein de l'organisation, où les révolutionnaires avaient toutes possibilités de développer leurs thèses, comme l'avaient fait, depuis 1905, leurs porte-parole, Karl Liebknecht ou Rosa Luxemburg. Surtout, fidèles au dogme de l'« *unité politique de la classe ouvrière* », cadres et militants n'envisageaient jamais la scission, qui leur paraissait le pire des crimes. Lénine lui-même se refusa à croire, le 4 août 1914, la nouvelle de la trahison des députés socialistes allemands, de leur vote au Reichstag en faveur des crédits pour la guerre impérialiste.

Le 4 août 1914, en effet, l'appareil social-démocrate décidait de se ranger aux côtés de l'impérialisme et de soute-

(2) Edouard Bernstein (1850-1932), dirigeant du Parti social-démocrate. Il milita pour que le SPD ose s'affirmer pour ce qu'il était devenu, c'est-à-dire un parti réformiste. Ces thèses « révisionnistes » furent combattues mais l'évolution réformiste n'en continua pas moins (note des CMO).

nir la guerre. Il n'y eut, d'ailleurs, guère de débats : l'habitude de la collaboration, l'optique parlementariste, la crainte de l'isolement et de la répression facilitèrent cette rupture sans douleur d'un attachement purement verbal à l'internationalisme prolétarien et aux perspectives révolutionnaires. Plutôt que de risquer leur appareil dans une lutte révolutionnaire, les dirigeants socialistes allemands choisirent de se mettre au service de l'impérialisme de pouvoir réaliser, après la victoire, le socialisme, pour eux comme pour les peuples vaincus. Les socialistes, devenus « socialistes de l'empereur », collaborèrent au grand massacre et à la grande duperie, maintenant à leur manière le moral dans les usines et sur le front, agents de l'impérialisme couverts d'un manteau « socialiste ».

En eux, la révolution russe ne fit naître que mépris et haine. Administrateurs respectables, ils n'y virent que désordre et anarchie, le triste exemple d'un pays qui n'avait pas eu de « socialistes-hommes d'État » capables d'« éviter » à leur patrie chaos et guerre civile. C'est la même attitude qu'ils prirent, finalement, à l'égard du mouvement révolutionnaire montant dans leur propre pays. Après l'avoir, le plus longtemps possible, étouffé, ils le freinèrent de toutes leurs forces, pour ne s'y rallier que quand son explosion parut inéluctable, et lorsqu'ils surent qu'une prise de position publique hostile à son égard n'aboutirait qu'à leur faire perdre tout crédit dans une classe ouvrière lasse de la tuerie et désireuse d'en finir à tout jamais avec l'impérialisme.

Les sociaux-démocrates indépendants

Depuis un an, en effet, une autre formation ouvrière leur disputait la direction des travailleurs allemands. Dès le 4 août 1914, des noyaux de révolutionnaires avaient entamé la lutte, à la fois contre la politique gouvernementale de guerre et contre la direction du Parti social-démocrate. Discipliné, Karl Liebknecht avait, contre sa conscience, voté les crédits militaires en août, mais en décembre, il rompa la discipline et vota contre, seul député au Reichstag. Petit à petit, l'oppo-

sition grandissait parmi les cadres et les militants, se traduisait finalement dans le groupe parlementaire : dix-sept députés rejoignaient en 1915 Liebknecht dans son vote hostile aux crédits militaires.

En mars 1917, exclus, les dirigeants de l'« opposition » au cours d'une conférence, se résignèrent à accepter la seule issue, la scission, et la constitution d'un nouveau parti socialiste, le Parti social-démocrate indépendant (USPD). Né contre le gré de ses propres dirigeants, le nouveau parti portait la marque des circonstances. Des hommes comme Bernstein, socialiste de « droite », ou Hilferding et Kautsky, socialistes du « centre », n'avaient pas obéi à des mobiles révolutionnaires. Réformistes conséquents, ils réprouvaient simplement le degré de compromission des « socialistes de l'Empereur », et s'élevaient, non contre la guerre impérialiste elle-même, mais contre les projets d'annexion et de conquête du gouvernement. Plus tôt que la direction majoritaire, ils avaient senti gronder la colère des travailleurs et reprochaient à l'appareil de se couper des masses, ainsi poussées vers des voies révolutionnaires.

Pourtant, dès sa formation, le parti indépendant allait jouer le rôle de pôle d'attraction pour tous les militants socialistes de gauche et pour tous les révolutionnaires.

A côté de sa direction modérée, il regroupait une base militante et active, l'aile marchante des socialistes allemands, syndicalistes et jeunes. C'est donc dans les rangs du parti indépendant que vinrent s'organiser, pour y trouver une couverture politique légale, les groupes clandestins de travailleurs d'usine qui organisaient dans le pays la résistance à la guerre. A Berlin, les *Revolutionäre Obleute*, les Délégués révolutionnaires, organisés clandestinement dans les rangs des Hommes de confiance (cadres moyens) du parti et des syndicats, organisateurs des grandes grèves des métallos berlinois, et constituant le véritable état-major des ouvriers révolutionnaires de la capitale, se confondaient pratiquement avec la gauche du nouveau parti. C'est également dans le Parti social-démocrate indépendant que vinrent se fondre les éléments du groupe

Spartacus, issu de l'activité des quelques militants regroupés autour de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg.

Connus par leurs écrits et leurs discours, les militants révolutionnaires de la gauche de la social-démocratie allemande n'avaient que peu de poids, face à l'appareil, dans le parti d'avant-guerre. Liebknecht, au nom prestigieux, champion de l'antimilitarisme, était l'inspirateur de groupes avancés de militants de la jeunesse, mais ne jouissait d'aucun poids dans le parti. Etrangers d'origine, des gens comme Rosa Luxemburg ou Karl Radek n'étaient guère pris plus au sérieux dans les cercles dirigeants et ne jouissaient à la base que d'une influence limitée. Ils étaient, de plus, peu liés entre eux et parfois divisés par de violentes animosités personnelles (3). La guerre les rapprocha. C'est ensemble que Liebknecht et Luxemburg fondèrent le groupe « L'Internationale » qui devait devenir le groupe Spartacus. Les *Lettres de Spartacus*, la courageuse manifestation publique de Liebknecht contre la guerre le 1^{er} mai 1917 (4) leur donnèrent un prestige qui dépassait largement l'influence immédiate de leur petit groupe, dont l'organisateur était Leo Jogiches, compagnon de Rosa, militant polonais lui aussi, plus connu sous le nom de Tychko. Contre l'appareil social-démocrate majoritaire, les dirigeants de Spartacus s'affirmaient révolutionnaires, à la différence des dirigeants indépendants. Dès les premiers mois de 1914, ils rejoignaient Lénine sur la nécessité de la scission et de la constitution d'un nouveau parti, d'une nouvelle internationale révolutionnaire. La révolution russe trouva en eux des défenseurs acharnés – quoique Rosa Luxemburg, à l'époque emprisonnée, ait manifesté par écrit quelques inquiétudes sur la politique de répression à laquelle les bolcheviks s'étaient trouvés contraints. Liebknecht et Luxemburg apparaissaient comme les chefs du mouvement ouvrier révolutionnaire allemand, et Spartacus comme le noyau du parti révolutionnaire, du futur parti communiste. Pourtant, formés dans la cruelle expérience de la lutte contre la bureaucratie sociale-démocrate, ils s'opposaient vigoureusement à toute centralisation. Aile révolutionnaire du parti

indépendant, ils s'opposèrent à toute organisation centralisée et autoritaire du nouveau parti, dans lequel ils ne constituaient eux-mêmes qu'une fraction assez lâche, sans liens d'organisation très solides, sans même de discipline de tendance (5).

C'est pourtant au sein du parti indépendant que se constitue le premier embryon d'un état-major révolutionnaire. Le Comité des délégués révolutionnaires, qu'animent les métallos Richard Müller et Edouard Barth, coopte les dirigeants indépendants de gauche, dont Richard Ledebour, et trois spartakistes, dont Karl Liebknecht, dès sa sortie de prison. En liaison avec l'ambassade russe et des officiers de réserve révolutionnaires, les Délégués préparent minutieusement l'insurrection. La mutinerie des marins de Kiel les prend de vitesse et leurs premiers désaccords commencent : tandis que les spartakistes Liebknecht et Pieck recommandent l'organisation de manifestations de rue, de grèves, démonstrations, la majorité des Délégués repousse ce qu'elle qualifie de « gymnastique révolutionnaire » ; la classe

(3) Karl Radek et Rosa Luxemburg, membres de deux fractions rivales dans le Parti social-démocrate polonais, étaient séparés par un vif antagonisme personnel. Radek, exclu de la social-démocratie polonaise sous l'accusation de vol, fut maintenu à l'écart du parti allemand : aucun dirigeant n'avait pris sa défense, alors que la décision avait, bien évidemment, des motifs politiques. Au congrès de fondation du PC, Rosa refusa d'abord de serrer la main de Radek, envoyé du Parti bolchevique, et il faudra tous les efforts de persuasion de ses amis les plus proches pour la convaincre de renoncer à une attitude incompréhensible et démoralisante pour les militants.

(4) Revêtu de son uniforme (il était mobilisé), Liebknecht, seul, distribua des tracts contre la guerre aux permissionnaires devant la gare de Potsdam, puis prit la parole. C'est à l'occasion de son procès que se produisit la première manifestation de masse, plus de 50 000 métallos débrayant et manifestant, à l'instigation de Richard Müller et ses amis, pour marquer leur solidarité avec lui.

(5) A Brême et à Hambourg, avec des liaisons à Berlin, se constituaient, après scission du parti majoritaire, des groupes intitulés « Gauches-Radicaux », en rapport avec Karl Radek et plus proches, idéologiquement, des bolcheviks. Forts d'une base de masse plus importante, ils refusèrent de suivre Spartacus et d'adhérer au Parti indépendant.

ouvrière, pour elle, doit frapper partout au même moment. Malgré les réticences, devant la répression qui menace de décapiter son organisation clandestine, le Comité des délégués révolutionnaires se résigne à lancer pour le 9 novembre le mot d'ordre d'insurrection et de grève générale. Les masses ouvrières berlinoises balaient les troupes. La révolution est victorieuse presque sans coup férir : les problèmes ne font que commencer à se poser, puisque majoritaires et indépendants sont en même temps portés au pouvoir.

La révolution du 9 novembre, ainsi que l'a parfaitement vue Rosa Luxemburg, « *était, pour les trois quarts, l'effondrement de l'impérialisme* », « *plutôt que la victoire d'un principe nouveau* », une révolution socialiste consciente de ses buts. Pourtant, dès les premiers jours, elle affirmait son caractère prolétarien par la constitution, dans les usines, les casernes, les villes, de conseils d'ouvriers et de soldats (Räte) analogues aux soviets de la révolution russe, qui réclamaient et prenaient pour leur propre compte tout le pouvoir. Le mouvement était si puissant que personne ne tenta de s'y opposer ouvertement : non seulement les dirigeants socialistes majoritaires donnèrent leur caution aux conseils, mais les chefs de l'état-major, le maréchal Hindenburg en tête, les acceptèrent. Le seul problème était de savoir si les conseils allaient rester ce qu'ils étaient, en fait, le 9 novembre : la seule source de pouvoir, l'autorité unique, ou si, acceptés comme forme transitoire, ils devaient laisser leur place, à plus ou moins brève échéance, à une autre forme de pouvoir, celui de l'ancien État bourgeois restauré au moyen de l'élection d'une Assemblée nationale. Autour des conseils et de l'Assemblée nationale s'engagea la vraie bataille : celle de l'État, État ouvrier ou État bourgeois, État des conseils, république soviétique ou république bourgeoise parlementaire... La montée révolutionnaire, l'initiative spontanée des masses étaient si fortes que les conseils s'étaient partout formés et imposés et que c'est en leur sein même que les partisans de l'ordre bourgeois mèneront



Le 9 novembre 1918 à Berlin, Philipp Scheidemann, dirigeant du SPD, proclame la « République allemande » depuis une fenêtre du Reichstag, sans avoir consulté Ebert, pour devancer la proclamation d'une république socialiste par Karl Liebknecht. D.R.

la bataille politique pour leur liquidation, n'acceptant ce cadre, faute de pouvoir le rejeter, que pour mieux le détruire radicalement.

Position des organisations ouvrières

La vérité et la clarté sont les armes principales des révolutionnaires dont l'objectif est à la fois de convaincre les masses et de développer leur conscience. Inversement, le mensonge et la confusion servent les desseins de la contre-révolution : à cet égard, elle fut grandement servie par l'inévitable désordre idéologique né de la guerre et de la trahison de l'appareil socialiste.

Ce n'étaient pas seulement les dirigeants socialistes majoritaires, les Ebert et les Scheidemann, mais l'écrasante majorité des cadres du vieux parti majoritaire, de l'appareil, qui marquaient aux conseils la plus grande hostilité, qui les toléraient, faute de pouvoir les supprimer, mais désiraient avant tout un retour à ce qui était pour eux la normale. Au pouvoir des conseils, considéré comme une forme exceptionnelle, transitoire, et en un mot révolutionnaire, ils opposaient le pouvoir du peuple, tel qu'il devait naître d'élections au suffrage universel, et émaner d'une Assemblée nationale. Contre les conseils, « destructeurs », ils voulaient, à tout prix, préserver l'appareil d'État du Reich, l'armée, la police, la bureaucratie, le légaliser par des élections à une Assemblée nationale qui enlèverait aux conseils, à leurs yeux, leur raison d'être. Contre la démocratie directe des conseils, contre l'État à naître, l'État soviétique des conseils, ils se faisaient les défenseurs de

l'ordre établi au travers d'une propagande pour l'Assemblée nationale qui sauvegardait l'essentiel de l'édifice bourgeois, son État et ses organismes de répression.

La masse des militants du Parti social-démocrate majoritaire ne partage pas ce point de vue. Les militants socialistes, dans tout le pays, participent aux conseils qu'ils animent et dirigent, souvent sans arrière-pensée, parce qu'ils y voient, sans plus de détails, l'instrument de la réalisation du socialisme qu'ils veulent. Parti de masse, le Parti social-démocrate majoritaire est d'ailleurs le principal bénéficiaire de la montée révolutionnaire, de l'entrée dans la vie politique active de nouvelles couches d'ouvriers, d'employés, de soldats démobilisés. Le parti porté au pouvoir après la révolution du 9 novembre est pour eux le parti de la révolution triomphante, de la révolution en train de s'inscrire dans les faits. La contradiction entre leurs objectifs et ceux de leurs dirigeants leur échappe pour le moment : d'ailleurs, ceux qui quittent la « vieille maison » sont aussitôt remplacés – et au-delà – par de nouvelles recrues. Il faudra bien des événements avant que la masse de militants socialistes ne réalisent la voie dans laquelle les engage Ebert et ne comprennent que ces conseils dont ils sont les soutiens actifs, sont les ennemis numéro 1 pour leur propre gouvernement « socialiste ».

Pourtant, au sein du Parti social-démocrate majoritaire, une minorité de cadres a compris la contradiction entre le mot d'ordre des conseils et celui de l'Assemblée nationale. Faute de pouvoir choisir entre les arguments de la démocratie parlementaire que défend Ebert et la volonté des travailleurs de défendre et préserver leurs conseils, ils théorisent une solution de compromis, la coexistence entre les deux appareils, les conseils et une Chambre des conseils avec une Assemblée nationale. En un mot, ils acceptent le maintien des cadres bourgeois de l'État, tempérés par des organismes prolétariens de « contrôle », non de pouvoir. C'est la même position que prendront les dirigeants du parti indépendant, Hilferding, Kautsky, Haase. Désireux de restaurer l'ordre « normal » des choses, c'est-à-dire la démocratie parlementaire bourgeoise, ils se refusent à heurter de front les travail-

leurs attachés aux conseils et soutiennent le compromis. En fait, les uns comme les autres sont avant tout attachés, par leur acceptation du mot d'ordre d'Assemblée nationale, au char de la restauration bourgeoise. Au sein du mouvement ouvrier, ils ne se distinguent d'Ebert et ses amis que par un langage plus gauche et moins brutal. Contre-révolutionnaires au même titre qu'eux par leur refus de donner tous les pouvoirs aux conseils, ils sont surtout, suivant l'expression de Liebknecht, la « feuille de vigne » du gouvernement contre-révolutionnaire.

Or c'est dans le même parti, les Indépendants, qu'existe le plus fort courant révolutionnaire : la gauche des Indépendants, avec laquelle s'identifient dans une large mesure les Délégués révolutionnaires, est, dès le début, acquise au mot d'ordre de pouvoir des conseils, décidée à combattre de toutes ses forces celui d'Assemblée nationale dont elle saisit parfaitement la signification contre-révolutionnaire dans les circonstances que traverse l'Allemagne. Partisans résolus d'une république des conseils, d'une démocratie ouvrière qui ne pourrait en aucun cas s'identifier avec la dictature d'un seul parti, les Délégués révolutionnaires sont pourtant parfaitement conscients de l'écho que rencontre, parmi les travailleurs influencés par les majoritaires, le mot d'ordre d'élection d'une Assemblée nationale. Décidés à combattre, au sein des conseils, l'éventuelle restauration de l'État bourgeois, ils sont très soucieux, pourtant, d'éviter toute aventure, tout putsch, toute action prématurée des révolutionnaires pour s'emparer du pouvoir avant que la majorité des conseils ne soit acquise aux idées révolutionnaires, avant que les conseils eux-mêmes n'aient, en pleine conscience et à tous les échelons, engagé la lutte pour leur pouvoir.

C'est là le point de vue de la direction spartakiste, de Rosa Luxemburg et de son fidèle Jogiches au moins, qui ne voient la victoire définitive de la révolution prolétarienne qu'au terme de durs combats de classe et redoutent une action prématurée. Sans que des désaccords aient été clairement formulés, il semble que les positions de Karl Liebknecht soient en effet moins prudentes. Partisan des manifestations de

masse, de l'initiative révolutionnaire, Liebknecht ne craindra pas de faire pression sur les assemblées des conseils, de tenter de forcer, en quelque sorte, leurs décisions et leur évolution. C'est, en tout cas, ce que lui reprochent, et surtout à ses fidèles

de l'« Union des déserteurs », certains des Délégués révolutionnaires et de ses amis de Spartacus. Le gros des troupes de Spartacus, en tout cas, va encore beaucoup plus loin. Marqués dans leur formation par leur expérience du parti et des syndicats, l'organisation bureaucratique et la politique parlementariste, les militants spartakistes sont prêts, par l'« initiative révolutionnaire » et la pression de la rue, à imposer très vite des points de vue extrêmes. Partisans du pouvoir des conseils, ils sont prêts, si les conseils ne partagent pas assez vite leurs points de vue, à substituer à leur direction celle des « minorités agissantes » qu'ils constituent.

Ainsi, en fait, six tendances, les six tendances que nous venons d'étudier, au moins, divisent le mouvement ouvrier allemand sur ce problème fondamental, et sans recouvrir en réalité les frontières mêmes des organisations.

Le compromis du 9 novembre

Désigné comme chancelier du Reich par le dernier chancelier de l'empire, le prince Max de Bade, le socialiste majoritaire Ebert se tourne aussitôt vers les Indépendants dont l'aile gauche a été l'aile marchante de la révolution de novembre, et leur offre le partage du pouvoir. De longues discussions dans la journée et la soirée du 9 novembre aboutissent à un compromis : six « commissaires du peuple », trois majoritaires et trois Indépendants, sont investis de pouvoirs dont on a pu dire qu'ils faisaient d'eux, collectivement, à la fois le chancelier et le président du Reich.



Le gouvernement du « conseil des commissaires du peuple ». De gauche à droite : Otto Landsberg, Philipp Scheidemann, Gustav Noske, Friedrich Ebert et Rudolf Wissell. D.R.

Les ministres subsistent, avec les mêmes titulaires et les mêmes services, chacun étant pourtant flanqué de deux « contrôleurs », un majoritaire, un Indépendant.

Ainsi, en apparence, le gouvernement issu de la révolution de Novembre est-il conforme au caractère public d'une révolution qui a pris le drapeau rouge pour emblème et affiché son caractère socialiste. Les « commissaires du peuple » – le mot lui-même était un rappel de l'Octobre russe – proclament en effet que « *le pouvoir politique est entre les mains des conseils d'ouvriers et de soldats qui seront ultérieurement convoqués à une assemblée représentant l'ensemble du Reich* ». En réalité, moins l'empereur qui s'est enfui, et plus de commissaires qui remplacent le chancelier Max de Bade, les organes de l'État subsistent jusqu'au sommet, des « titres » révolutionnaires coiffant simplement l'ancienne coalition parlementaire des socialistes et des partis bourgeois au Reichstag, dont sont issus les ministres et secrétaires d'État restés en fonction. Comme la question de l'Assemblée nationale dressait contre les majoritaires une bonne partie des Indépendants, les uns et les autres se sont mis d'accord le 9 novembre pour s'engager à ne pas poser la question avant que soit consolidé le nouvel ordre révolutionnaire.

Commissaires du peuple et conseil exécutif

Face à la révolution qui se prépare, les majoritaires ont en effet pris leurs pré-

cautions. Dès le 8 novembre, dans son bureau même, Ebert a « préfabriqué » un Comité d'action des conseils de soldats à sa dévotion. Mais Berlin en marche n'est pas disposé à se laisser faire : à l'appel des Délégués, les conseils de soldats, réunis le 9 novembre, refusent de reconnaître l'autorité du comité fantoche et décident d'organiser le lendemain des élections dans toutes les casernes et les usines de la capitale. Partout, pour éviter la division des voix ouvrières modérées, au nom de « l'unité ouvrière », les Indépendants de droite se retireront au bénéfice des majoritaires ; les conseils sont à peu près également divisés entre majoritaires et Indépendants, ces derniers de gauche, contrôlés par les Délégués révolutionnaires.

Lorsque les 3 000 délégués des conseils berlinois se réunissent le même jour au cirque Busch, une partie serrée s'engage. Ebert s'appuie sur les conseils de soldats, moins politisés et qu'anime un homme à lui, le lieutenant Colin Ross (plus tard un des géopoliticiens de Hitler). Ils tentent d'empêcher l'élection d'un comité exécutif des conseils de Berlin, autorité rivale du Conseil des commissaires du peuple. Au cri de « *Unité ! Parité !* », les conseillers soldats empêchent l'élection à la majorité d'un comité exécutif. Finalement, grâce à la médiation des Indépendants, un compromis est conclu : le comité exécutif élu se compose de 13 Indépendants, tous contrôlés par les Délégués, 13 majoritaires et 14 délégués des conseils de soldats, dont Colin Ross. L'élection à la présidence du Délégué révolutionnaire Richard Müller montre en tout cas que le nouveau comité ne sera pas à la dévotion de Ebert. Sa proclamation « *Aux travailleurs* » répète que l'Allemagne est devenue « *République socialiste* », que « *tout le pouvoir* » y appartient « *aux conseils* », que le comité exécutif contrôle le gouvernement des commissaires du peuple. Ainsi, Ebert, déjà chancelier du Reich par l'investiture de Max de Bade et gardien de l'État bourgeois, reçoit l'investiture des conseils berlinois et sa « *légalisation* » révolutionnaire. Fidèles au compromis passé la veille, ni les majoritaires ni les Indépendants n'ont posé la question de l'Assemblée nationale. Ni la presse majoritaire ni bien entendu la presse bour-

geoise ne publieront le texte de l'appel du comité exécutif.

Le sabotage des conseils

En réalité, le compromis du 10 novembre, comme celui du 9, n'empêche pas le conflit de se développer. L'essentiel, pour Ebert et le gouvernement des commissaires, est de préserver le fonctionnement de l'appareil d'État et de ménager l'avenir. Tandis que le journal majoritaire *Vorwärts* s'efforce de combattre le contrôle du comité exécutif sur les commissaires en rappelant que les conseils ouvriers et de soldats ne représentent qu'une petite partie du peuple, le gouvernement, toujours « *purement socialiste* », annonce le 12 novembre son intention de convoquer ultérieurement une « *Constituante élue au suffrage égal, secret, universel et direct* ». Le comité exécutif, pour affirmer son autorité, commet le 11 novembre l'énorme maladresse de donner ordre à « *toutes les autorités* » de fonctionner en son nom, ce qui permet à Ebert, fonctionnant lui-même au nom du comité, de relancer toute la machine de l'État... Quand, le 16 novembre, l'Indépendant Däumig propose au comité exécutif la réunion d'un conseil central des conseils d'ouvriers de soldats, il est battu au profit d'une résolution des amis de Ebert, qui consent à convoquer ce « *conseil central qui convoquera une Constituante* »... Ainsi, au sein de l'autorité suprême des conseils, de l'autorité élue des conseils berlinois, Ebert est arrivé à faire lancer le mot d'ordre d'Assemblée nationale autour duquel va pouvoir se réaliser l'union sacrée de toutes les forces contre-révolutionnaires, y compris les plus anciens adversaires du suffrage universel.

La situation d'Ebert reste pourtant précaire, face aux travailleurs berlinois armés. Le 22 novembre, le comité exécutif obtient un nouvel accord qui sauvegarde une partie importante des positions révolutionnaires de principe : les commissaires du peuple reconnaissent à nouveau que le pouvoir appartient aux conseils, le comité exécutif de Berlin continue à fonctionner comme comité exécutif pour toute l'Allemagne avant la convocation et

l'élection du conseil central, c'est lui seul, pour le moment, qui investit les commissaires du pouvoir exécutif et qui conserve le droit de les révoquer. Une fois de plus, pourtant, le compromis ne règle rien : c'est bien une république soviétique des conseils qui est proclamée, mais l'appareil d'État bourgeois continue à fonctionner au nom même des conseils...

En réalité, l'autorité des conseils décline. Comme l'écrivait Rosa Luxemburg, « *les conseils [...] ont aussitôt laissé échapper [...] la plus grande partie des positions révolutionnaires conquises le 9 novembre* » au profit des anciennes autorités « rajeunies » par des gouvernements socialistes régionaux ou d'autorités locales formées parfois des mêmes hommes. En Hesse, par exemple, les autorités traditionnelles ont purement et simplement dissous les conseils sans rencontrer de résistance. Ailleurs, et à Berlin en particulier, on s'attache à les rendre impuissants. Pendant des semaines, systématiquement, bureaux, ministères, autorités bourgeoises à tous les échelons renvoient tous les solliciteurs au comité exécutif : des milliers de personnes font tous les jours la queue devant son local. Faute d'appareil, le comité ne peut ni fonctionner comme comité ni répondre à leur attente. Ces moindres tentatives de se créer un tel appareil sont aussitôt dénoncées par la presse bourgeoise et majoritaire comme le développement d'un bureaucratisme parasitaire et coûteux. Non seulement le comité exécutif ne dispose pas de son propre organe de presse, mais il renonce, au nom de la « *liberté* », à contraindre des journaux à passer ces communiqués. Ainsi les révolutionnaires et les partisans des conseils perdent-ils de précieuses semaines qu'Ebert peut mettre à profit pour organiser son action en province et qui lui permettra de gagner une bataille décisive, celle du congrès des conseils.

Le congrès des conseils

Convoqué par le Conseil des commissaires du peuple, à la demande du comité exécutif des conseils de Berlin, le congrès des conseils d'ouvriers et de soldats d'Allemagne se réunit à Berlin le 16 décembre 1918 et durera huit jours. Il est tout de

suite clair qu'Ebert et ses amis majoritaires y disposent d'une confortable majorité, 400 délégués environ, dont 399 du Parti social-démocrate majoritaire, contre 101 Indépendants, dont seulement la moitié sont contrôlés par les Délégués révolutionnaires. Ni Liebknecht ni Rosa Luxemburg – et cela est significatif – n'ont été élus, et ce sont les délégués, Richard Müller, Daümig et l'indépendant de gauche Ledebour, qui y dirigeront l'aile révolutionnaire.

Plus significative encore était la composition professionnelle des délégués des conseils au congrès : 179 ouvriers et employés seulement, contre 71 intellectuels ou membres des professions libérales, et 195 journalistes, députés, permanents de parti ou de syndicat. Beaucoup plus que l'élan révolutionnaire du 9 novembre, le congrès était représentatif du passé, des cadres du vieux Parti social-démocrate. Il ne faudrait pourtant pas en conclure que cette majorité de « fonctionnaires sociaux-démocrates » représentait une majorité de travailleurs antisocialistes et antirévolutionnaires. Les votes du congrès sur les questions militaires le prouvent (5). Simplement, l'énorme appareil social-démocrate avait été suffisamment puissant pour persuader les travailleurs que rien, sauf les obscures menées spartakistes, ne menaçait le socialisme triomphant, que seule la caution de l'Assemblée nationale manquait à la consécration de la victoire révolutionnaire.

L'orientation des délégués apparut très clairement dès les premiers instants. Des indépendants de gauche et des spartakistes (une dizaine de délégués dans le congrès) proposèrent d'inviter aux débats Rosa Luxemburg et Liebknecht, en raison des « services rendus » par eux à la cause ouvrière. Le congrès refusa. Liebknecht tenta alors de faire pression sur les délégués par des manifestations de rue. Le premier jour, une délégation ouvrière força les portes de la salle des séances, exigeant, « *au nom de 250 000 révolutionnaires berlinois* », le renvoi du gouvernement Ebert, la proclamation de la dictature des conseils, l'armement du prolétariat, l'appel à la révolution mondiale. Un instant terrorisé, le congrès reprit ses débats, après la sortie

de la délégation. Même scène et même conclusion le 20. Quand le problème du pouvoir vint en discussion, les manifestations organisées étaient devenues un argument de plus dans la bouche des majoritaires. Scheidemann, qui rapporte, refuse d'admettre que le pouvoir puisse appartenir aux conseils, « *aux hommes de la rue* », qui exigent que soit faite leur volonté à eux. Sans ambages, il affirme que le règne des ouvriers et des soldats signifierait la ruine et la misère pour tous. Une résolution des révolutionnaires maintenant le système des conseils comme base constitutionnelle de la république socialiste allemande, est repoussée par 344 voix contre 98. Les délégués des conseils viennent d'abandonner le pouvoir et le remettent sans restriction aux commissaires du peuple, en refusant tout pouvoir législatif au comité central des conseils qui reste à élire. Les Délégués révolutionnaires, les indépendants de gauche et les spartakistes, Richard Müller, Ledebour et Daümig en tête, quittent alors le congrès en signe de protestation au moment même de l'élection du comité central. C'est donc hors de leur présence qu'est élu un comité central à la dévotion d'Ebert, chargé du « contrôle » de son gouvernement. C'est en leur absence également qu'est prise la décision de fixer au 19 janvier la date des élections à l'Assemblée nationale.

Ainsi, le congrès des conseils se dépossédait lui-même du pouvoir qu'il remettait totalement entre les mains du gouvernement Ebert jusqu'à l'installation d'une Constituante dont tout le monde savait qu'elle sonnerait le glas des conseils. C'était la première grande victoire politique de la contre-révolution, obtenue au sein même des conseils, dans leur organisme suprême. Mais la victoire n'était pas totale sur tous les terrains : sur la question de l'armée, en effet, le congrès des conseils venait, malgré Ebert, de prendre des décisions véritablement révolutionnaires, et qui retournaient en partie la situation en minant ce qui subsistait encore de forces de l'ordre. Ce sont elles que nous allons maintenant étudier, après avoir passé en revue les problèmes posés par l'existence de l'armée et le rôle politique de l'état-major.

La lutte autour de l'armée

Battue sur le plan militaire par les troupes alliées, l'armée allemande restait une force considérable sur le plan intérieur. Les troupes du front de l'ouest, peu contaminées par la contagion révolutionnaire, étaient toujours bien tenues en mains par leurs officiers. Le grand état-major, le maréchal Hindenburg, et, surtout, le véritable cerveau politique de l'armée, le général Groener, s'efforcèrent de la préserver pour l'utiliser éventuellement contre les révolutionnaires. Du premier coup, ils comprirent les intentions véritables et le rôle que se proposait de jouer le gouvernement Ebert, à la disposition de qui ils se mirent « *pour lutter contre le bolchevisme* ». Le fil téléphonique secret qui, de ce jour, relie Ebert au général Groener, est le lien matériel de cette alliance scellée contre la révolution par le dirigeant socialiste avec les chefs de l'armée. Avec beaucoup d'opportunisme, l'état-major acceptera sans broncher les conseils de soldats, qu'il parviendra même, pendant toute une période, à utiliser à ses fins politiques.

Le retour de l'armée

Dès le 9 novembre, Ebert demande au maréchal Hindenburg de conserver le commandement. Son ordre précise : « *Là où des conseils de soldats se sont constitués, ils devront seconder sans réserve les officiers, afin de maintenir l'ordre et la discipline.* » Quand, le 10 novembre, les sept membres du conseil exécutif des comités de soldats se présentent à l'état-major, le lieutenant-colonel Faupel, qui les accueille, les mène devant une carte, et leur demande si, face à l'écrasante tâche de l'organisation du retour, ils se croient en droit de troubler le travail technique des officiers et de provoquer, par leur intervention intempestive, la catastrophe. Les conseillers soldats, impressionnés par la tâche technique, par l'accord qui semble régner entre les généraux et les socialistes du gouvernement, s'inclinent : ils appelleront eux-mêmes les soldats à effectuer la retraite, dans l'ordre et la discipline, sous l'autorité des officiers. Et c'est ce qui se produira.

Enhardi par ce premier succès, Groener pense pouvoir aller plus loin. Le conseil exécutif des soldats est si docile que l'état-major conçoit le projet d'utiliser le congrès des conseils de soldats comme une arme contre les conseils d'ouvriers, et notamment contre le comité exécutif de Berlin. C'est dans cet espoir qu'est réuni à Ems, le 1^{er} décembre, le congrès des conseils de soldats du front. Mais la situation a profondément changé : de retour à l'arrière, les troupes, en contact avec les éléments révolutionnaires, ne sont plus composées de soldats disciplinés comme jusqu'à la retraite ; ceux-ci discutent, regimbent contre le commandement, refusent la discipline aveugle. Barth, envoyé du comité exécutif, lève leurs préventions contre les conseils d'ouvriers. Le congrès se rebelle, réclame l'élargissement du pouvoir des conseils d'ouvriers, refuse la motion de défiance contre le comité exécutif que proposaient les hommes de l'état-major. Revenue en bon ordre à l'arrière, l'armée s'y décompose : la discipline et l'autorité des officiers sont, chaque jour, plus ébranlées. Au moment même où l'état-major se demande s'il pourra conserver entre ses mains une force armée susceptible d'écraser la révolution, le congrès des conseils d'ouvriers et de soldats de décembre prend des positions radicales. Après deux journées de débats enfiévrés, après l'intervention de Barth, indépendant de gauche qui réclame la suppression du corps des officiers, Ebert supplie les délégués de ne pas prendre de décisions précipitées et irréfléchies.

Le congrès ne le suit pas. Par une majorité aussi écrasante que celle qui avait repoussé la proclamation du pouvoir des conseils, le congrès vote une résolution proposée par un indépendant de Hambourg : « *Le commandement de l'armée passe aux commissaires et au comité exécutif, et, dans les garnisons, aux conseils de soldats ; les insignes de grades et la discipline hors du service sont abolis ; les officiers seront désormais élus ; la suppression de l'armée permanente et son remplacement par une garde civique seront accélérés.* » Ebert ne parviendra même pas à faire mettre aux voix une résolution affirmant que ces décisions

ne sont que des principes qu'il appartient au gouvernement de faire appliquer. Dupés par les dirigeants sociaux-démocrates sur la question de l'État, sensibles aux arguments « démocratiques » des partisans de la Constituante contre ceux des conseils, les délégués ne les suivent pas sur la question de l'armée et du corps des officiers, pour le maintien de cette caste de privilégiés, rempart de l'ordre bourgeois en Allemagne. Leur décision, en tout cas, risque de remettre en question l'accord entre Ebert et Groener : l'état-major refuse de laisser supprimer l'armée et désire employer la force pour réduire les révolutionnaires avant qu'il ne soit trop tard et qu'il n'ait perdu ses dernières troupes.

Premiers incidents avec l'armée

Si les travailleurs berlinois, en effet, sont armés, ils n'ont pratiquement pas encore de force organisée. Au comité exécutif, la motion de l'indépendant Däumig proposant une Garde rouge, a été repoussée devant la menace des conseillers soldats, animés par Colin Ross, d'employer la force pour empêcher sa formation qui réduirait à néant le rôle des conseils de soldats. Quelque trois mille miliciens, recrutés par le préfet de police du 9 novembre, l'Indépendant Eichhorn, les 5 000 marins de la « Division de la marine du peuple » sont les seules forces que les travailleurs considèrent comme « leurs ». Encore les miliciens d'Eichhorn sont-ils surtout des agents de la circulation, et les marins des mercenaires un peu inquiétants, longtemps commandés par un aventurier lié aux milieux réactionnaires, le comte Metternich, qui ne cédera que fin décembre leur commandement au lieutenant Dorrenbach, lié à Liebknecht.

Le 6 décembre, des éléments isolés de l'armée ont tenté un coup de force : animés par un sous-officier, d'ailleurs membre du comité exécutif, le sergent-chef Spiro, ils tentent d'arrêter les membres du comité, offrent la dictature à Ebert. Au même moment, les hommes de la Kommandantur de la police du socialiste Wels tirent sur une manifestation de l'Union des déserteurs, liée aux sparta-

kistes et fidèle soutien des démonstrations de Liebknecht. La tension croit, et de plus en plus les ouvriers révolutionnaires de Berlin se dressent contre le gouvernement de Ebert. Le 23 décembre, à la suite d'un conflit au sujet de leur solde, les matelots de la Division du peuple envahissent la chancellerie, séquestrent les ministres, malmènent Wels qu'ils prennent comme otage. Prisonnier des matelots, Ebert, par son téléphone secret, demande du secours au général Groener. Le 24 décembre, les troupes envoyées par l'état-major et commandées par le général Lequis, pénètrent dans Berlin et attaquent les marins : la lutte militaire est inégale et les marins se préparent à se rendre quand la situation se retourne brusquement.

« Avec la rapidité de l'éclair, le bruit se répand d'une contre-révolution monarchiste organisée par les officiers. Pressés les uns contre les autres, les femmes et les enfants hurlant au premier rang, la masse vient se heurter au cordon des troupes... On demande aux soldats s'ils veulent faire cause commune avec les officiers contre le peuple... Troublés, les soldats regardent de tous côtés. Les uns jettent leurs fusils, les autres sont désarmés... En un clin d'œil le cordon est rompu, la foule hurlante arrive dans le dos de la troupe » (Volkmann, *La Révolution allemande*, p. 136).

Dans cette situation tragique, les Indépendants Dittmann et Haase sauvent Ebert, Ebert sauve l'armée, chacun calmant les protagonistes, donnant l'ordre de cesser le feu et l'arrêter le combat qui cesse pour la veillée de Noël. Mais le sang qui a coulé a creusé irrémédiablement la coupure entre les ouvriers révolutionnaires berlinois et le gouvernement socialiste. La moindre étincelle suffira à mettre le feu aux poudres, d'autant plus que l'état-major est décidé à frapper pendant qu'il le peut encore, avant que les révolutionnaires aient pu se donner une organisation suffisante. Dès Noël 1918, on peut envisager l'épreuve de force.

La fondation du Parti communiste allemand

La fin de l'année 1918 et le début de l'année 1919 sont marqués par le congrès constitutif du Parti communiste alle-

mand (29 décembre au 1^{er} janvier). Dès le 9 novembre, Spartacus était apparu comme une organisation indépendante de fait. Quoique ses militants aient continué à appartenir officiellement au Parti social-démocrate indépendant, le groupe, qui s'était emparé des locaux d'un journal bourgeois, le *Lokal Anzeiger*, avait son propre organe, *Die Rote Fahne* (*Le drapeau rouge*). Nous avons vu le rôle joué pendant ces mois par Karl Liebknecht, qui faisait figure de dirigeant des Délégués révolutionnaires, ayant été coopté à leur comité fin octobre. Il semble que les militants spartakistes aient eu des divergences sur la ligne à suivre : fallait-il continuer à lutter au sein du Parti indépendant, en tant que tendance révolutionnaire ? Fallait-il rompre avec cette organisation confuse et mettre sur pied une organisation révolutionnaire, communiste ? Le problème se posait.

Nous ignorons dans quelles conditions il fut discuté. Pourtant étant donnée l'urgence de la situation, le problème central était sans aucun doute celui de la constitution, sous une forme ou sous une autre, dans tous les cas sans délai, d'une direction reconnue des travailleurs d'avant-garde qui devait, pour cela, comprendre au moins les Délégués révolutionnaires, le seul groupe révolutionnaire jouissant à Berlin d'une véritable autorité dans les rangs des ouvriers avancés. Nous ignorons aussi les discussions qui eurent lieu à ce sujet au sein de Spartacus. Il semble que Leo Jogiches au moins ait été hostile à la rupture, jugée par lui prématurée, avec l'organisation social-démocrate indépendante. Il semble aussi que Karl Radek, venu comme délégué du Parti bolchevique, ait pesé de tout son poids en faveur d'une rupture rapide, pour la constitution d'un véritable Parti communiste. A la conférence des Gauches-Radicaux, en tout cas, le 24 décembre, Jogiches, au nom de Spartacus, semble hostile à la fusion avec eux, qui impliquerait la rupture avec les Indépendants, et c'est Karl Radek qui, dans une intervention passionnée, obtient que soit décidé le principe de la fusion entre Gauches-Radicaux et spartakistes pour la formation d'un Parti Communiste. La décision de rupture était, semble-t-il, prise : le même jour, en effet, le comité

exécutif de Spartacus envoie au comité exécutif du Parti social-démocrate indépendant un véritable ultimatum, réclamant l'organisation d'un congrès national avant la fin de l'année ; le délai était si court que cela ne pouvait que signifier la volonté de Spartacus de se constituer en organisation autonome.

C'est d'ailleurs la première décision qui résulta de la conférence de Spartacus, devenue ainsi le premier congrès du Parti communiste allemand, après un rapport de Karl Liebknecht qui constate l'impossibilité de redresser la ligne du Parti indépendant, et déclare que l'heure est venue de « *construire un nouveau parti indépendant avec un programme clair, un but précis, une tactique homogène, un maximum de décision et de force, d'activités révolutionnaires* ». Les difficultés commencèrent ensuite, lorsqu'il s'agit de fixer le programme et la tactique de la nouvelle organisation.

Rosa Luxemburg, dans son remarquable *Discours sur le programme*, avait analysé la situation de la révolution allemande, les positions que devait prendre le nouveau parti en ce congrès situé à un tournant décisif. Elle avait demandé aux congressistes de prendre acte de la défaite subie par les révolutionnaires au congrès des conseils. Il s'agissait, pour les communistes, selon elle, d'entreprendre l'œuvre de longue haleine qu'était la conquête des masses, là où elles se trouvaient, l'élargissement patient du champ d'action des conseils, l'utilisation de toutes les possibilités, y compris les élections et la tribune de l'Assemblée nationale, pour la propagande et l'agitation révolutionnaires. Elle mettait en garde le jeune parti contre la tentation de l'impatience révolutionnaire, contre celle de renverser, avant la conquête des masses, le gouvernement Ebert, en conservant « *l'illusion de croire qu'il suffit pour la victoire de la révolution prolétarienne de renverser le gouvernement capitaliste et de le remplacer par un autre* ». Pour elle, la chute du gouvernement Ebert ne se situait qu'au bout d'un long processus de luttes quotidiennes pour le pouvoir des conseils dans l'ensemble du pays.

Conformément à cette analyse, la direction proposait, par la bouche de Paul

Levi, la participation aux élections pour « *conquérir les masses indifférentes ou abusées* ». Toute l'autorité de Rosa fut insuffisante pour convaincre le congrès. Liebknecht lui-même semblait hésitant. Les congressistes suivirent Otto Rühle pour qui la participation aux élections aurait été un suicide, et qui n'hésitait pas à déclarer, sous les acclamations : « *Si l'on en venait à écarter l'Assemblée nationale de Berlin par peur des masses, nous aurions à former un nouveau pouvoir dans la capitale.* » Par 62 voix contre 23, le congrès refuse la participation aux élections. Les mêmes tendances sectaires et ultra-gauches triomphent dans la discussion sur le travail ouvrier, où les congressistes acclament les délégués qui réclament la sortie des révolutionnaires des syndicats. Paradoxalement, sur des points décisifs, le nouveau parti prenait position contre ses propres dirigeants, votant des résolutions en contradiction formelle avec son propre programme, sans qu'ait lieu une véritable discussion politique sur les tâches et les perspectives de l'heure : contre Rosa, qui affirmait que le renversement du gouvernement serait prématuré, la majorité du parti montrait qu'elle souhaitait ce renversement le plus rapidement possible, malgré la défaite des révolutionnaires au congrès des conseils et le recul des conseils ouvriers. C'étaient là des prises de position de mauvais augure, d'autant plus que ce parti, numériquement faible, sans influence réelle organisée, ne se donnait qu'une structure extrêmement lâche, laissant « *pleine autonomie* » aux organisations locales, réduisant le rôle de la direction à « *accueillir et résumer ce qui se passe au dehors* ».

A peine constitué, le parti semblait prêt à voler en éclats aux premiers désaccords sur la tactique. Surtout, les décisions prises empêchaient la fusion avec les Délégués révolutionnaires. Inquiets des positions « putschistes » du congrès communiste, ces derniers exigeaient en effet l'abandon de l'étiquette « Spartacus » dans le titre de la nouvelle organisation, l'abandon de la décision de boycott des élections. Le congrès refusa. En fait, la constitution du Parti communiste n'avait apporté à la classe ouvrière allemande qu'une organisation supplémentaire, sans cohésion, incapable



Gustav Noske, ministre SPD de la guerre du gouvernement Scheidemann. Se dit « le chien sanguinaire ». D.R.

d'intégrer les cadres de l'avant-garde révolutionnaire berlinoise. Jogiches en tirait argument pour sa thèse : sa formation était prématurée. Le changement de titre de Spartacus n'avait rien apporté à la classe ouvrière allemande, qui avait besoin d'une direction révolutionnaire dont les Délégués devaient être partie intégrante.

entraîner dans un combat prématuré, isoler de la masse ouvrière. Le plus grave incident sera sans doute, à cet égard, l'occupation par un groupe de militants spartakistes du journal social-démocrate *Vorwärts*, ancien organe oppositionnel, saisi par l'appareil pendant la guerre. Il permit à la propagande gouvernementale et majoritaire de présenter une fois de plus les spartakistes comme la seule menace réelle pour les libertés ouvrières : la foule berlinoise, qui avait commencé à écharper les troupes de Lequis la semaine précédente, ne bronchera pas quand elle croira que seront seuls frappés ces « *hommes de la rue* » qui saisissent par la force les journaux socialistes, alors que le gouvernement socialiste permet la libre expression de leur presse et de leurs orateurs.

Noske

Au moment même où les décisions du congrès communiste laissaient prévoir le maintien des divergences tactiques, de l'incohérence organisationnelle, de la confusion politique des forces révolutionnaires, le départ des commissaires du peuple indépendants amenait au gouvernement un homme résolu à frapper. Permanent du parti depuis des années, l'ex-bûcheron Gustav Noske était l'homme de l'appareil par excellence. C'est le général Groener en personne qui avait recommandé à Ebert son entrée dans le gouvernement. Adversaire des attermoissements, Noske, sans hésiter, accepta, selon ses propres termes, de « *faire office de bourreau* » (Bluthund : littéralement chien sanglant). Il avait pour cela l'instrument indispensable, les Corps francs organisés à l'instigation de l'état-major, corps de volontaires entraînés aux tâches de la guerre civile, fanatisés par la haine des « *juifs* » et des « *bolcheviks* ». Après les avoir passés en revue, le 29 décembre, le général Groener pouvait s'écrier : « *Le combat va commencer* », et Noske, le 4 janvier, rassurait Ebert : « *La roue va tourner.* »

Les prétextes

Les prétextes ne manqueront pas aux révolutionnaires berlinois pour se laisser

Le terrain ainsi préparé était favorable. Poursuivant son avantage, le gouvernement Ebert frappa alors un coup décisif en révoquant le préfet de police révolutionnaire, l'Indépendant Eichhorn. Eichhorn décida de résister. Le même jour, le comité central du PC se divisait, refusant de suivre Liebknecht qui voulait organiser la défense d'Eichhorn par l'unification immédiate et sans condition des organisations révolutionnaires de Berlin : les Indépendants (dirigés par la Gauche), les Délégués révolutionnaires, et les communistes... Il refusait également de suivre Jogiches qui réclamait un désaveu public de Liebknecht. Hostile à la défense de Eichhorn, qui risquait de se transformer en combat pour la chute d'Ebert, le comité central autorisait pourtant Liebknecht à continuer son activité « *à titre individuel* ». Le jeune parti vacillait déjà, sur une question de vie ou de mort.

Le combat

Le 4 janvier, Noske décidait d'employer la force pour révoquer Eichhorn. Délégués et Indépendants de gauche, d'accord pour résister, appelaient à une manifestation de masse et à la grève générale. Pendant deux jours, les révolutionnaires furent maîtres de Berlin, et le gouvernement impuissant. Deux attitudes étaient possibles : rester sur la défensive, éviter un combat prématuré, empêcher que se

mène la bataille pour Eichhorn, en un mot appliquer la tactique de Lénine en juillet 1917 ; ou bien se battre à fond, prendre le pouvoir à Berlin et s'efforcer de conquérir le reste de l'Allemagne, ce qui n'était pas impossible, quoique peu probable. Les dirigeants des ouvriers berlinois firent le pire : ils ne donnèrent, deux jours durant, que le mot d'ordre de manifester, et quand les travailleurs, las de crier, rentrèrent chez eux, ils se décidèrent pour l'insurrection... Pourtant les Indépendants étaient contre, la majorité des Délégués révolutionnaires, Müller en tête, l'estimaient prématurée et aventuriste... Malgré Daümig et le révolutionnaire Albrecht, des conseils de soldats, qui démentaient formellement les affirmations de Dorrenbach, délirant sur les 2 000 mitrailleuses et les 20 canons que des soldats révolutionnaires amenaient sur Berlin, Liebkecht emporta la décision de se battre pour renverser le gouvernement. Le Comité révolutionnaire provisoire de 53 membres, avec trois co-présidents : Liebkecht, Ledebour et Scholze (6), eut beau se transformer en gouvernement révolutionnaire : les Corps francs de Noske s'imposaient sans peine, face à quelque 3 000 combattants seulement. Un régiment d'ouvriers socialistes, commandé par un rédacteur du *Vorwärts* et une partie des miliciens d'Eichhorn, renforçait même les forces de l'ordre, tandis que la Division de marine, malgré les promesses de Dorrenbach, restait neutre. Le 12 janvier, tout était terminé. Dans un geste ultime et vain, le comité central du PC avait désavoué Liebkecht.

L'assassinat de Liebkecht et Luxemburg

Séparés par de profondes divergences, les deux leaders du communisme allemand allaient pourtant se retrouver pour vivre, côte à côte, les dernières minutes de leur lutte. Dans son dernier article, paru le 14 janvier, Rosa Luxemburg affirme : « *Devant la provocation insolente... les ouvriers révolutionnaires étaient forcés de prendre les armes : c'était, pour la révolution, une question d'honneur.* » Elle souligne « *la contradiction entre l'attitude*

pleine de force, décidée, offensive, des masses berlinoises et l'indécision, la timidité, le manque de conviction des chefs », et conclut : « *La direction a avorté.* » Pour Liebkecht, dans le même numéro de *Die Rote Fahne*, la *défaite était un commandement de l'histoire, la révolution n'était pas mûre et pourtant la lutte était inévitable* ». Les ouvriers révolutionnaires de Berlin ont été battus parce que « *leur force a été paralysée par l'indécision et la faiblesse des chefs qu'ils s'étaient donnés* ».

Refusant d'abandonner les travailleurs de Berlin dans la défaite, Rosa Luxemburg et Karl Liebkecht s'étaient cachés en banlieue dans l'appartement d'un sympathisant. Arrêtés par la troupe, tous deux furent sommairement abattus sur l'ordre des officiers. C'était la plus grave défaite du mouvement révolutionnaire ainsi décapité. En assassinant les deux dirigeants du jeune Parti communiste, la bourgeoisie allemande empêchait pour plusieurs années la constitution d'un parti révolutionnaire dont l'autorité aurait pu s'étendre dans les masses. Elle assurait sa victoire immédiate, dans toute l'Allemagne, et la liquidation des foyers révolutionnaires, à laquelle elle se consacra pendant l'année 1919. Elle privait, pour des décennies, le mouvement communiste allemand et mondial des deux seuls dirigeants dont le prestige était comparable à celui des leaders bolcheviques : l'avenir du communisme allemand, comme celui de la III^e Internationale, devaient se ressentir cruellement de cette perte irréparable. ■

(6) Liebkecht représentait les communistes, Ledebour les Indépendants de gauche, Scholze les Délégués révolutionnaires. Le choix de Scholze indiquait les réserves des dirigeants les plus écoutés des délégués : Daümig, Richard Müller. La décision de nommer un comité aussi lourd et trois co-présidents montrait la désunion et la méfiance qui régnaient entre les dirigeants ouvriers révolutionnaires du comité...

La mort de Liebknecht et de Rosa Luxemburg vue par les artistes



Les funérailles de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. D.R.



La mort de Karl Liebknecht, par l'artiste berlinoise Käthe Kollwitz.. D.R.



David Yakerson, artiste russe, posant devant le monument qu'il a réalisé à la mémoire de Karl Liebknecht, inauguré à Vitebsk le 23 mai 1920. (photo de l'exposition « Chagall, Lissitzki, Malevitch » du centre Pompidou).

Documents sur la révolution allemande



L'Assemblée nationale

par Rosa Luxemburg

20 novembre 1918

Rosa Luxemburg. D.R.



De la « Deutsche Tageszeitung », du « Vossische » et du « Vorwärts » jusqu'à l'indépendante « Freiheit », de Reventlow, Erzberger, Scheidemann jusqu'à Haase et Kautsky, un appel unanime se fait entendre pour réclamer l'Assemblée nationale, et un cri d'angoisse non moins unanime s'élève, à l'idée que le pouvoir pourrait tomber aux mains de la classe ouvrière.

C'est donc, à les écouter, le « peuple » entier, la « nation entière » qui doit être appelée à décider des destinées ultérieures de la révolution, par l'expression d'une majorité.

Chez les agents avoués ou camouflés de la classe dirigeante, ce mot d'ordre se comprend de soi-même. Avec les gardiens des coffres-forts capitalistes, nous ne discuterons ni à l'Assemblée nationale, ni sur l'Assemblée nationale. Mais les dirigeants des Indépendants eux-mêmes se situent, sur cette question décisive, dans le même camp que les gardiens du capital.

Ils veulent de cette manière, comme Hilferding l'expose dans la « Freiheit », épargner à la révolution l'emploi de la force, la guerre civile avec toutes ses épouvantes. Illusion petite-bourgeoise ! Ils se représentent le cours de la puissante révolution sociale devant

laquelle se trouve l'humanité sous la forme d'une rencontre entre les diverses classes sociales pour une belle discussion paisible et « digne », qui trouve sa conclusion dans un vote – peut-être même encore une fois par le fameux « saute-moutons ». Et si la classe capitaliste constate alors qu'elle se trouve en minorité, elle déclarera, avec un soupir, en tant que parti parlementaire discipliné : rien à faire ! Nous voyons que nous sommes battus aux voix, soit ! Nous en convenons et nous transmettons aux travailleurs tous nos domaines, nos usines, nos mines, tous nos coffres-forts ignifugés et tous nos beaux profits...

En vérité, la race des Lamartine, des Garnier-Pagès, des Ledru-Rollin, des illusionnistes et des bavards petits-bourgeois de l'année 1848, cette race n'est pas éteinte ; elle ressuscite dans sa version allemande, ennuyeuse, pédante et érudite – dépourvue de l'éclat, du talent et du charme de la nouveauté – en la personne des Kautsky, Hilferding, Haase.

Ces marxistes pleins de profondeur ont oublié l'ABC du socialisme. Ils ont oublié que la bourgeoisie n'est pas un parti parlementaire, mais une classe dirigeante, qui se trouve en possession de tous les instruments de la domination économique et sociale.

Ces Messieurs les junkers et les capitalistes ne se tiennent tranquilles qu'aussi longtemps que le gouvernement révolutionnaire se contente de poser un léger maquillage esthétique sur le régime du salariat ; ils ne sont gentils qu'aussi longtemps que la révolution est gentille, c'est-à-dire aussi longtemps que le nerf vital, l'artère de la domination de classe de la bourgeoisie : la propriété privée capitaliste, le salariat, le profit, restent intacts. Si le profit est pris à la gorge, si la propriété privée est offerte au couteau du sacrifice, alors c'en sera fini de la bonhomie.

L'idylle actuelle, où le loup et l'agneau, le tigre et la brebis paissent paisiblement, côte à côte, comme dans l'arche de Noé, durera exactement jusqu'à l'instant précis où l'on commencera à s'occuper sérieusement du socialisme.

Aussitôt que la fameuse Assemblée nationale décidera réellement de réaliser le socialisme dans toute son ampleur,

d'extirper radicalement la domination du capital, aussitôt commencera le combat. Quand la bourgeoisie sera touchée au cœur – et son cœur est dans son coffre-fort –, elle se battra à la vie, à la mort pour sa domination, elle accumulera mille obstacles, ouvertement et en secret, contre les mesures socialistes.

Tout cela est inévitable. Toutes ces batailles devront être livrées jusqu'au bout – que ce soit avec ou sans Assemblée nationale. La « guerre civile », que l'on veut bannir avec angoisse de la révolution, ne se laisse pas bannir, car la guerre civile n'est qu'un autre nom de la lutte des classes, et l'idée que le socialisme pourrait être réalisé sans lutte des classes, par la décision d'une majorité parlementaire, est une ridicule illusion petite-bourgeoise.

Que gagne-t-on alors par ce lâche détour de l'Assemblée nationale ? On renforce la position de la bourgeoisie, on affaiblit le prolétariat, on le plonge dans la confusion par des illusions vides de contenu, on gaspille du temps et des forces en « discussions » entre le loup et l'agneau, en un mot, on fait le jeu de tous ces éléments dont le but est de frustrer la révolution prolétarienne de ses objectifs socialistes, d'en faire, en l'émasculant, une révolution démocratique bourgeoise.

Mais la question de l'Assemblée nationale n'est pas une question d'opportunité, une question de plus grande « commodité » ; c'est une question de principe, de la reconnaissance du caractère socialiste de la révolution.

Lors de la grande Révolution française, le premier pas décisif fut accompli en juillet 1789, lorsque les trois états séparés s'unifièrent en une Assemblée nationale. Cette décision marqua de son empreinte tout le cours ultérieur des événements, elle fut le symbole de la victoire du nouvel ordre social bourgeois sur la société moyenâgeuse féodale des corporations.

De la même manière, le symbole de l'ordre social nouveau, socialiste, dont la présente révolution prolétarienne est grosse, le symbole du caractère de classe de ses tâches spécifiques, c'est le caractère de classe de l'organe politique qui doit accomplir ces tâches : le parlement des travailleurs, la représentation du prolétariat des villes et des campagnes.

L'Assemblée nationale est un héritage suranné des révolutions bourgeoises, une cosse vide, un résidu du temps des illusions petites-bourgeoises sur le « peuple uni », sur la « liberté, égalité, fraternité » de l'État bourgeois.

Celui qui, aujourd'hui, recourt à l'Assemblée nationale, celui-là veut, consciemment ou inconsciemment, faire reculer la révolution jusqu'au stade historique des révolutions bourgeoises ; c'est un agent camouflé de la bourgeoisie, ou un idéologue inconscient de la petite-bourgeoise.

C'est au cri de : « Démocratie ou dictature ! » que se livre la bataille autour de l'Assemblée nationale, et les dirigeants socialistes dociles reprennent à leur compte ce slogan de la démagogie contre-révolutionnaire, sans s'apercevoir que cette alternative n'est qu'une falsification démagogique.

Il ne s'agit pas aujourd'hui d'un choix entre la démocratie et la dictature. La question qui est mise par l'histoire à l'ordre du jour, c'est : démocratie BOURGEOISE ou démocratie SOCIALISTE. Car la dictature du prolétariat, c'est la démocratie au sens socialiste du terme. La dictature du prolétariat, cela ne signifie pas les bombes, les putschs, l'émeute,

l'« anarchie », ainsi que les agents du profit capitaliste osent le prétendre, mais bien l'emploi de tous les moyens du pouvoir politique pour l'édification du socialisme, pour l'expropriation de la classe capitaliste – conformément au sentiment et par la volonté de la majorité révolutionnaire du prolétariat –, donc dans l'esprit de la démocratie socialiste. Sans la volonté consciente et l'action consciente de la majorité du prolétariat, pas de socialisme. Pour aiguïser cette conscience, pour tremper cette volonté, pour organiser cette action, il faut un organe de classe : le parlement des prolétaires des villes et des campagnes.

La convocation d'une telle assemblée de représentants des travailleurs, à la place de l'Assemblée nationale des révolutions bourgeoises, constitue par elle-même un acte de la lutte des classes, une rupture avec le passé historique de la société bourgeoise, un instrument puissant d'agitation des masses prolétariennes, une déclaration de guerre sans ambages au capitalisme.

Pas de faux-fuyants, pas d'équivoque – les dés doivent être jetés. Le crétinisme parlementaire était hier une faiblesse, c'est aujourd'hui une équivoque, ce sera demain une trahison envers le socialisme. ■

Die Rote Fahne, 20 novembre 1918

L'Achéron s'est mis en mouvement

par Rosa Luxemburg

27 novembre 1918

Rosa Luxemburg oratrice. D.R.



Le joli petit plan pour une révolution allemande bien gentille, « conforme à la Constitution », qui conserve « ordre et tranquillité », et qui considère comme sa tâche première et urgente la protection de la propriété privée capitaliste, ce petit plan s'en va au diable : l'Achéron s'est mis en mouvement ! Tandis qu'en haut, dans les cercles gouvernementaux, une entente à l'amiable avec la bourgeoisie est maintenue par tous les moyens, en bas, la masse du prolétariat se soulève et brandit son poing menaçant : les grèves ont commencé ! On fait grève en Haute-

Silésie, chez Daimler, etc. Ce n'est que le tout-premier commencement. Le mouvement va déferler, comme il est naturel, en vagues toujours plus hautes et plus puissantes.

Comment pourrait-il d'ailleurs en être autrement ? Une révolution a eu lieu. Des ouvriers, des prolétaires, en uniforme ou en bleu de travail, l'ont faite. Au gouvernement, siègent des socialistes, des représentants des ouvriers.

Et qu'est-ce qui a changé pour la masse des travailleurs dans ses conditions quotidiennes de salaires, dans ses conditions de vie ? Rien, ou pour ainsi dire rien. À

peine, ici et là, quelques concessions dérisoires ont-elles été faites, que le patronat cherche à reprendre ces miettes au prolétariat.

On console les masses en leur parlant des alouettes qui doivent leur tomber dans le bec toutes rôties quand l'Assemblée nationale se réunira. Nous devons glisser doucement et « tranquillement » vers la Terre promise du socialisme à l'aide de longs débats, de discours et de résolutions à la majorité parlementaire.

Le sain instinct de classe du prolétariat s'insurge contre ce schéma du crétinisme parlementaire. « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* », est-il dit dans le Manifeste communiste. Et « les travailleurs », ce ne sont pas quelques centaines de représentants élus qui dirigent les destinées de la société avec des discours et des contre-discours, ce sont encore moins les deux ou trois douzaines de dirigeants qui occupent les fonctions gouvernementales. La classe ouvrière, ce sont les masses elles-mêmes, dans toute leur ampleur. Ce n'est que par leur collaboration active au renversement des rapports capitalistes que peut être préparée la socialisation de l'économie.

Au lieu d'attendre le bonheur des décrets du gouvernement ou des résolutions de la fameuse Assemblée nationale, la masse recourt instinctivement au seul moyen qui mène réellement au socialisme : à la lutte contre le capital. Le gouvernement a, jusqu'à maintenant, mis tout en oeuvre pour châtrer la révolution, pour instaurer l'harmonie entre les classes, en s'élevant à grands cris contre toutes les menaces qui pèsent sur « l'ordre et la tranquillité ».

La masse du prolétariat jette tranquillement à bas le château de cartes de l'harmonie révolutionnaire des classes, et brandit la redoutable bannière de la lutte des classes.

Le mouvement de grèves qui commence est une preuve que la révolution politique a pénétré jusqu'au fondement social de la société. La révolution prend conscience de ses propres fondements. Elle écarte les décors en carton des changements de personnel, qui n'ont pas changé encore la moindre chose au rapport social entre capital et travail, et elle

monte elle-même sur la scène des événements.

La bourgeoisie sent bien qu'on a touché à son point le plus sensible, qu'ici s'arrêtent les inoffensives plaisanteries gouvernementales, et que commence l'affaire terriblement sérieuse de l'affrontement, à visage découvert, de deux ennemis mortels. De là vient l'angoisse mortelle et la fureur déchaînée contre les grèves. De là viennent les efforts fiévreux des dirigeants syndicaux dépendants pour prendre au filet de leurs vétustes petits moyens bureaucratiques la tempête qui se déchaîne, et pour paralyser et enchaîner les masses.

Vains efforts ! Les petites chaînes de la diplomatie syndicale au service de la domination du capital ont été très efficaces dans la période de stagnation politique antérieure à la guerre mondiale. Dans la période de la révolution, elles échoueront lamentablement.

Déjà, toutes les révolutions bourgeoises des temps modernes ont été accompagnées d'un puissant mouvement de grèves : aussi bien en France, au début du XIX^e siècle, pendant les révolutions de juillet et de février, qu'en Allemagne, en Autriche-Hongrie et en Italie.

Tout grand ébranlement social fait naturellement surgir, d'une société reposant sur l'exploitation et l'oppression, de violentes luttes de classes. Tant que la société bourgeoise maintient l'équilibre de son train-train parlementaire, le prolétaire, lui aussi, reste patiemment dans l'engrenage du salariat, et ses grèves n'ont alors que le caractère de faibles corrections apportées à l'esclavage du salariat, qui passe pour immuable.

Mais dès que l'équilibre entre les classes est rompu par une tempête révolutionnaire, le doux clapotis de la surface se transforme en lames menaçantes. Les profondeurs elles-mêmes se mettent en mouvement, l'esclave ne se soulève plus seulement contre la pression trop douloureuse de ses chaînes, il se rebelle contre ses chaînes elles-mêmes.

Il en a été ainsi, jusqu'à maintenant, dans toutes les révolutions bourgeoises. À la fin des révolutions, qui aboutissaient toujours au renforcement de la société bourgeoise, la révolte des esclaves pro-

létaires s'effondrait, le prolétaire rentrait dans l'engrenage en baissant la tête.

Dans la présente révolution, les grèves qui viennent d'éclater ne constituent pas un conflit « syndical » concernant les conditions de salaire. Elles sont la réponse naturelle des masses au puissant ébranlement que les rapports capitalistes ont subi par suite de l'effondrement de l'impérialisme allemand et de la brève révolution politique des ouvriers et des soldats. Elles sont le commencement d'un affrontement général entre le capital et le travail en Allemagne, elles annoncent le début du formidable combat direct entre classes, dont l'issue ne peut être que l'élimination des conditions capitalistes de salaire et l'introduction de l'économie socialiste.

Elles libèrent la force sociale vivante de la révolution actuelle : l'énergie révolutionnaire de classe des masses prolétariennes. Elles ouvrent la période d'activité immédiate de la masse dans son ensemble, de cette activité dont les décrets de socialisation et les mesures de n'importe quel organe représentatif ou gouvernemental ne peuvent constituer que le fond sonore.

Ce mouvement de grèves qui commence est en même temps la critique la plus lapidaire que les masses adressent aux chimères de leurs soi-disant « chefs »

sur « l'Assemblée nationale ». Ils ont déjà la « majorité », les prolétaires en grève dans les usines et les mines ! Les rustres ! Pourquoi n'invitent-ils pas leur patron à un petit débat, pour l'emporter ensuite sur lui par une « majorité écrasante », et imposer toutes leurs exigences, sans un pli, « en respectant l'ordre » ? Ne s'agit-il pas d'abord, et formellement, de véritables bagatelles, de simples détails de conditions de salaire ?

Que M. Ebert ou Haase essaie donc d'aller proposer ce lamentable plan aux mineurs en grève de Haute-Silésie : il recevra sûrement une réponse percutante. Mais ce qui éclate comme bulles de savon, quand il s'agit de bagatelles, devrait tenir le coup quand il s'agit de renverser l'ensemble de l'édifice social !

La masse prolétarienne, par sa simple apparition dans la lutte sociale des classes, par-delà toutes les insuffisances, toutes les demi-mesures et les lâchetés antérieures de la révolution, passe à l'ordre du jour. L'Achéron s'est mis en mouvement, et les avortons qui mènent leur petit jeu à la pointe de la révolution feront la culbute, à moins qu'ils ne comprennent enfin le format colossal du drame historique mondial auquel ils sont mêlés. ■

Die Rote Fahne, 27 novembre 1918

Les masses sont-elles « mûres » ?

par Rosa Luxemburg

3 décembre 1918

Rosa Luxemburg au travail. D.R.

Jeudi dernier s'est tenue à Berlin, dans l'immeuble du Reichstag, une session du Conseil des soldats. Cette session a connu un déroulement tempétueux : une clique contre-révolutionnaire, qui s'était constituée le jour précédent autour du sous-lieutenant Walz – M. le sous-lieutenant Walz a reconnu lui-même qu'il avait participé aux préparatifs de la révolution pour pouvoir transmettre des informations au quartier général – est intervenue en bon ordre, avec l'intention de porter un coup mortel à la révolution, à grand renfort de hurlements. Elle n'y a pas réussi. Après de longues scènes de charivari, l'assemblée s'est séparée sur la conclusion d'un compromis presque unanime – peut-être le seul compromettant de toute la session.

Il n'y a rien de plus naturel que de voir, en temps de révolution, l'émotion et la surexcitation politiques s'exprimer de façon retentissante : même si les « têtes rouges » ne représentent pas le plus haut produit de l'éducation politique d'un peuple, ils sont encore à cent coudées au-dessus du « vieux et méritant camarade de parti » qui, les paupières mi-closes, entre, le soir du règlement de comptes, dans une bienheureuse somnolence à la lecture du rapport de gestion du secrétaire du parti.



Pour nous, nous n'avons en rien blâmé l'émotion et la passion sans frein des masses ; pas même lorsque, à la première session des conseils d'ouvriers et de soldats, au cirque Busch, cette émotion se tournait tout entière contre nous, lorsque les soldats braquaient leurs fusils sur le camarade Liebknecht ; nous combattons ceux dont la sordide démagogie orientait sur une voie fausse la volonté des masses de monter à l'assaut du ciel ; nous nous efforçons et nous nous efforçons de donner aux masses une claire conscience de leur situation et de leurs objectifs, mais de leur laisser tout leur enthousiasme et tout leur élan pour les tâches gigantesques qu'elles doivent accomplir. Nous nous en

tenons à la formule suivant laquelle on ne peut accomplir de grandes choses sans enthousiasme.

Pour le *Vorwärts*, il en va autrement. Là, un écrivain, assis quelque part dans un bureau de la rédaction, demande sur le ton d'honnêteté propre à tous les maquignonnages : « *La main sur le cœur, croyez-vous qu'une réunion comme celle d'hier est en mesure de décider souverainement des destinées de notre peuple ?* »

Après avoir, par cette question de rhétorique, prononcé sa sentence à l'endroit de cette assemblée, le *Vorwärts* ne manque pas de rappeler au souvenir plein de déférence de ses lecteurs ses vénérables remèdes de bonne femme. En premier lieu : la règle et l'ordre.

Lorsque tous les bienfaits de ces enfants bénis du ciel auront été appréciés comme il convient, la deuxième ordonnance sera délivrée : éducation politique et parlementaire.

Nous en avons trop souvent décrit les fruits réjouissants, pour la classe ouvrière, pour vouloir les dépeindre de nouveau aujourd'hui : que l'on regarde seulement les réalisations « révolutionnaires » de ce gouvernement socialiste en trois semaines de révolution, et que l'on contemple les hauts faits de M. Friedrich Ebert, cet homme « politiquement et parlementairement éduqué », dans ses négociations avec Wilson. Avec cela, on en aura assez de l'éducation politique et parlementaire.

Mais le *Vorwärts*, lui, n'en a pas assez. Cette unique réunion des conseils de soldats à Berlin, qui ne satisfait pas son goût « politiquement et parlementairement éduqué », lui donne l'occasion de généraliser la question et de conclure : « *Lorsque l'on a vécu des événements comme ceux d'hier, on comprend sincèrement quelle ignoble tromperie du peuple constitue le gouvernement, célébré par des insensés, des soviets russes. Nos ouvriers et nos soldats, on peut bien le dire sans aucune présomption nationaliste, sont incomparablement supérieurs aux Russes en culture générale et en éducation politique. Si le système de la "constitution des conseils" échoue chez nous, c'est la meilleure preuve que, même chez le peuple le plus cultivé et le plus intelligent, ce système ne peut fonctionner, parce qu'il est une*

impossibilité en soi. » Ainsi donc, « *sans présomption nationaliste* », deux constatations sont faites.

D'abord, que les travailleurs et les soldats allemands sont incomparablement supérieurs aux Russes en culture générale et en éducation politique.

Ensuite, que le système tout entier est une impossibilité en soi, puisque même la culture et l'intelligence du peuple le plus cultivé et le plus intelligent n'y suffisent pas. Et tout cela conduit enfin à une troisième constatation : « *Seule l'Assemblée nationale constituante nous sauvera de tout ce tohu-bohu.* »

La première constatation est tout à fait exacte : le peuple allemand, en moyenne, a fréquenté plus longtemps l'école, a mieux appris l'écriture et le calcul mental que le peuple russe ; il a, à côté de cela, bénéficié – c'est là l'un des fondements de l'« éducation politique et parlementaire » – plus longtemps que le peuple russe de l'enseignement de la religion et d'un enseignement patriotique de l'histoire, et a ensuite reçu une « éducation politico-parlementaire à l'école de la social-démocratie allemande. Cette maîtresse lui a enseigné à baptiser guerre défensive contre une « *ignominieuse attaque par surprise* » la guerre mondiale de brigandage éhonté, « *nos foyers* » les coffres-forts menacés des capitalistes, « *notre juste cause* » le rapt de la Belgique et du nord de la France, et combat pour « *l'ordre et la règle* » l'assassinat de nos frères prolétaires en Finlande, en Ukraine, en Livonie, en Crimée.

Tout le sens de cette révolution, c'est que les masses, en se soulevant, se sont cabrées sauvagement contre les produits de « l'éducation parlementaire et politique » de l'école comme des maîtres d'école, et déjà le *Vorwärts* est à l'œuvre pour les ramener à l'école avec « *l'Assemblée nationale constituante* ».

Assurément, ils s'y retrouveraient tous, les Messieurs « *politiquement et parlementairement éduqués* », les Westarp et les Erzberger, les Stresemann et les Groeber, les Payer et les Haussmann, tous les héritiers de cet art élaboré par la bourgeoisie pendant des siècles, l'art de tromper le peuple. Et avec eux viendraient les Scheidemann et les Ebert, David et Lensch, qui ont appris en épiant les premiers com-

ment ils se raclent la gorge et comment ils crachent. Ils se rassembleraient tous ensemble de nouveau, et continueraient d'exercer leur métier qui consiste à tromper le peuple, ce métier qu'ils ont en dernier lieu exercé avec une effroyable virtuosité pendant quatre années de guerre, et qui a pris fin sur les champs de bataille sanglants de France, et avec les premières actions de masse des ouvriers et des soldats allemands.

En portant ce coup, le *Vorwärts* se place dignement aux côtés de son maître, M. Friedrich Ebert. Celui-ci a tenté de tuer physiquement la révolution, par la faim, la main dans la main avec M. Wilson, le *Vorwärts* essaie de l'assassiner en esprit en dressant de nouveau, devant les yeux des masses, ce tableau d'airain que la bourgeoisie et chaque classe dominante ont opposé depuis des millénaires aux opprimés, et sur lequel il est écrit : « *Vous n'êtes pas mûrs ; vous ne pourrez jamais le devenir, c'est une "impossibilité en soi" ; il vous faut des chefs ; nous sommes ces chefs.* »

Ils en sont arrivés maintenant avec bonheur à la philosophie de l'état des réactionnaires de tous les temps et de tous les pays, et ce spectacle n'en devient pas plus agréable lorsque l'on voit le même *Vorwärts*, juste douze heures après avoir expliqué « *philosophiquement* » dans son article leader l'arriération spirituelle des masses pour, semble-t-il, une éternité, en appeler, dans une polémique démagogique contre un membre de l'exécu-

tif des conseils de Berlin, à la pudeur, à l'honneur et à la conscience, parce que celui-ci aurait dit que « *les masses ne sont pas encore mûres* », et lorsque l'on voit, encore un jour plus tard, le même *Vorwärts* décerner à ce même conseil des soldats un brevet de maturité, parce que celui-ci a adopté une décision qui lui convient. L'impudence, celle du *Vorwärts*, n'est pas améliorée par l'hypocrisie.

Aucun prolétariat du monde, pas même le prolétariat allemand, ne peut effacer du jour au lendemain, d'un soubresaut, les traces d'un asservissement millénaire, les traces de ces chaînes que Messieurs Scheidemann et consorts lui ont assujetties. Pas plus que la constitution politique du prolétariat, sa constitution spirituelle n'atteint son niveau le plus élevé au premier jour de la révolution. C'est seulement au travers des combats de la révolution que le prolétariat accédera à une pleine maturité, dans tous les sens du terme.

Le commencement de la révolution fut le signe que ce processus de maturation commençait. Il se poursuivra rapidement, et le *Vorwärts* dispose d'un bon étalon auquel il pourra mesurer l'accession du prolétariat à la pleine maturité. Le jour où ses rédacteurs s'envoleront de leurs sièges, et avec eux Messieurs Scheidemann, Ebert, David et consorts, pour rejoindre le Hohenzollern ou Ludendorff là où ils sont, ce jour-là, la pleine maturité sera acquise. ■

***Die Rote Fahne*, 3 décembre 1918**

Assemblée nationale ou gouvernement des conseils

par Rosa Luxemburg

17 décembre 1918



Rosa Luxemburg en profil. D.R.

C'est en ces termes qu'est formulé le deuxième point de l'ordre du jour du Congrès des conseils d'ouvriers et de soldats, et c'est en effet la question cardinale de la révolution dans le moment présent.

Ou l'Assemblée nationale, ou tout le pouvoir aux conseils d'ouvriers et de soldats ; ou le renoncement au socialisme, ou la lutte de classes la plus rigoureuse contre la bourgeoisie, avec le plein armement du prolétariat : tel est le dilemme.

Il y a un plan idyllique, qui prétend réaliser le socialisme par la voie parlementaire, par la simple décision d'une majorité. Ce rêve rose ne tient même pas compte de l'expérience historique de la révolution bourgeoise ; sans parler du caractère spécifique de la révolution prolétarienne.

Comment les choses se sont-elles passées en Angleterre ? C'est là qu'est le berceau du parlementarisme bourgeois, c'est là qu'il s'est développé le plus tôt, avec le plus de force. Lorsqu'en 1649 l'heure de la première révolution bourgeoise moderne sonna en Angleterre, le Parlement anglais avait déjà derrière lui une histoire plus que trois fois centenaire. C'est pourquoi le Parlement devint, dès le premier moment de la révolution, son centre, son rempart, son quartier général. Le fameux « Long Parlement » a vu sortir de son sein toutes les phases de la révolution anglaise. Depuis les premières escarmouches entre l'opposition et la puissance royale, jusqu'au procès et à l'exécution de Charles Stuart, ce Parlement fut, entre les mains de la bourgeoisie ascendante, un instrument insurpassable, parfaitement adapté.

Et qu'advint-il ? Ce même Parlement dut créer une armée parlementaire spéciale, que des généraux choisis dans son sein conduisirent au combat, pour y mettre en déroute complète, au cours d'une guerre civile longue, âpre et sanglante, le féodalisme, l'armée des « cava-

liers » fidèles au roi. Ce ne fut pas dans les débats de l'abbaye de Westminster, qui était pourtant alors le centre spirituel de la révolution, mais sur les champs de bataille de Marstonmoor et de Naseby, ce ne fut point par les brillants discours prononcés au Parlement, mais par la cavalerie paysanne, par les « Côtes-de-Fer » de Cromwell que se décida le sort de la révolution anglaise. Et son développement conduisit du Parlement, au travers de la guerre civile, à l'« épuration » par la force, à deux reprises, de ce même Parlement, et, finalement, à la dictature de Cromwell.

Et en France ? C'est là qu'est née l'idée de l'Assemblée nationale. Ce fut, dans l'histoire mondiale, une géniale inspiration de l'instinct de classe, lorsque Mirabeau et les autres déclarèrent en 1789 : « *Les trois états, jusqu'à maintenant toujours séparés, la noblesse, le clergé et le tiers état, doivent dorénavant siéger en commun en tant qu'Assemblée nationale.* » Cette assemblée devint en effet d'emblée, par la réunion des états, un instrument de la bourgeoisie dans la lutte des classes. Avec l'appui de fortes minorités des deux états supérieurs, le tiers état, c'est-à-dire la bourgeoisie révolutionnaire, disposait immédiatement dans l'Assemblée nationale d'une majorité compacte.

Et qu'advint-il, encore une fois ? La Vendée, l'émigration, la trahison des généraux, la Constitution civile du clergé, le soulèvement de cinquante départements, les guerres de coalition de l'Europe féodale, et, finalement, comme seul moyen d'assurer la victoire finale de la révolution : la dictature, et avec elle le règne de la terreur. Voilà donc ce que valait la majorité parlementaire pour la défense des révolutions bourgeoises. Et pourtant, qu'était l'opposition entre la bourgeoisie et le féodalisme, auprès de l'abîme géant qui s'est ouvert aujourd'hui entre le travail et le capital ! Qu'était la conscience de classe des combattants des deux camps qui s'affrontaient en 1649 ou 1789, comparée à la haine mortelle, inextinguible qui flambe aujourd'hui entre le prolétariat et la classe des capitalistes !

Ce n'est pas en vain que Karl Marx a éclairé de sa lanterne scientifique les res-

sorts les plus cachés du mécanisme économique et politique de la société bourgeoise. Ce n'est pas en vain qu'il a fait apparaître, de façon éclatante, tout son comportement, jusqu'aux formes les plus sublimes du sentiment et de la pensée, comme une émanation de ce fait fondamental qu'elle tire sa vie, comme un vampire, du sang du prolétariat.

Ce n'est pas en vain qu'Auguste Bebel, en conclusion de son célèbre discours du congrès du parti de Dresde, s'est écrié : « *Je suis et je reste l'ennemi mortel de la société bourgeoise !* »

C'est le dernier grand combat, dont l'enjeu est le maintien ou l'abolition de l'exploitation, c'est un tournant de l'histoire de l'humanité, un combat dans lequel il ne peut y avoir ni échappatoire, ni compromis, ni pitié.

Et ce combat, qui, par l'ampleur de ses tâches, dépasse tout ce que l'on a connu, devrait mener à bien ce qu'aucune lutte de classes, aucune révolution n'a jamais mené à bien : dissoudre la lutte mortelle entre deux mondes en un doux murmure de luttes oratoires au Parlement et de décisions prises à la majorité !

Le parlementarisme a été, pour le prolétariat, une arène de la lutte de classes, tant qu'a duré le train-train quotidien de la société bourgeoise : il était la tribune d'où les masses, rassemblées autour du drapeau du socialisme, pouvaient être éduquées pour le combat.

Aujourd'hui, nous sommes au milieu de la révolution prolétarienne, et il s'agit aujourd'hui de porter la hache sur l'arbre de l'exploitation capitaliste elle-même. Le parlementarisme bourgeois, comme la domination de classe de la bourgeoisie, dont il est l'objectif politique essentiel, est déchu de son droit à l'existence. C'est maintenant la lutte de classes sous sa forme la plus dépouillée, la plus nue, qui entre en scène. Le capital et le travail n'ont plus rien à se dire, ils n'ont plus maintenant qu'à s'empoigner dans un corps-à-corps sans merci pour que le combat décide lequel sera jeté à terre.

La parole de Lassalle vaut aujourd'hui plus que jamais : l'action révolutionnaire consiste toujours à exprimer ce qui est. Et ce qui est s'appelle : ici est le travail – ici le capital ! Pas d'hypocrite négociation à

l'amiable, là où il y va de la vie et de la mort, pas de victoire de la communauté, là où il s'agit d'être d'un côté ou de l'autre de la barricade. C'est clairement, ouvertement, honnêtement, et avec toute la force que confèrent la clarté et l'honnêteté, que le prolétariat doit, en tant que classe constituée, rassembler dans ses mains la puissance politique tout entière.

« *Égalité des droits politiques, démocratie !* », nous scandèrent pendant des décades les prophètes grands et petits de la domination de classe bourgeoise.

« *Égalité des droits politiques, démocratie !* », leur scandent aujourd'hui, comme un écho, les hommes à tout faire de la bourgeoisie, les Scheidemann.

Oui, ce mot d'ordre doit maintenant devenir une réalité, car l'« égalité politique » s'incarne au moment où l'exploitation économique est radicalement anéantie. Et la « démocratie », la domination du peuple commence lorsque le peuple travailleur s'empare du pouvoir

politique. Il s'agit d'exercer sur les mots d'ordre mésusés par les classes bourgeoises pendant un siècle et demi la critique pratique de l'action historique. Il s'agit de faire, pour la première fois, une vérité de la devise de la bourgeoisie française en 1789, « Liberté, Égalité, Fraternité », par la suppression de la domination de classe de la bourgeoisie. Et comme premier pas, voici le moment, devant le monde entier, et devant les siècles de l'histoire mondiale, d'inscrire hautement à l'ordre du jour : ce qui jusqu'à présent se présentait comme égalité des droits et démocratie – le Parlement, l'Assemblée nationale, le droit de vote égal – était mensonge et tromperie ! Le pouvoir tout entier aux mains des masses travailleuses, comme une arme révolutionnaire pour l'extermination du capitalisme – cela seul est la véritable égalité des droits, cela seul est la véritable démocratie ! ■

Die Rote Fahne, 17 décembre 1918

L'ordre règne à Berlin

par Rosa Luxemburg

Dernier écrit de Rosa Luxemburg, 14 janvier 1919



Rosa Luxemburg vue d'un balcon. D.R.

« **L'**ordre règne à Varsovie », déclara le ministre Sébastiani, en 1831, à la Chambre française, lorsque, après avoir lancé son terrible assaut sur le faubourg de Praga, la soldatesque de Souvorov (1) eut pénétré dans la capitale polonaise et qu'elle eut commencé son office de bourreau.

« *L'ordre règne à Berlin* », proclame avec des cris de triomphe la presse bourgeoise, tout comme les Ebert et les Noske, tout comme les officiers des « troupes victorieuses » que la racaille petite-bourgeoise accueille dans les rues de Berlin en agitant des mouchoirs et en criant :

« *Hourrah !* » Devant l'histoire mondiale, la gloire et l'honneur des armes allemandes sont saufs. Les lamentables vaincus des Flandres et de l'Argonne ont rétabli leur renommée en remportant une victoire éclatante... sur les 300 « spartakistes » du *Vorwärts*. Les exploits datant de la glorieuse invasion de la Belgique par des troupes allemandes, les exploits du général von Emmich, le vainqueur de Liège, pâlisent devant les exploits des Reinhardt (2) et C^{ie} dans les rues de Berlin. Assassinat de parlementaires venus négocier la reddition du *Vorwärts* et que la soldatesque gouvernementale a frappés à coups de crosse, au point que l'identification des corps est impossible, prisonniers collés au mur, dont on a fait éclater les crânes et jaillir la cervelle : qui donc, en présence de faits aussi glorieux pourrait encore évoquer les défaites subies devant les Français, les Anglais et les Américains ? L'ennemi, c'est « Spartacus » et Berlin est le lieu où nos officiers s'entendent à remporter la victoire. Et le général qui s'entend à organiser ces victoires, là où Ludendorff a échoué, c'est Noske, l'« ouvrier » Noske.

(1) Erreur de Rosa Luxemburg : Souvorov est mort en 1800. Les troupes russes étaient commandées par Paskevitch (note de G. Badia).

(2) Reinhardt, Walther (1872-1930). Officier d'état-major pendant la Première Guerre mondiale, dernier ministre prussien de la Guerre, il fut nommé, en octobre 1919, chef de la direction de l'armée. Il démissionna en même temps que Noske, après le putsch de Kapp.

Qui n'évoquerait l'ivresse de la meute des partisans de « l'ordre », la bacchanale de la bourgeoisie parisienne dansant sur les cadavres des combattants de la Commune, cette bourgeoisie qui venait de capituler lâchement devant les Prussiens et de livrer la capitale à l'ennemi extérieur après avoir levé le pied ? Mais quand il s'est agi d'affronter les prolétaires parisiens affamés et mal armés, d'affronter leurs femmes sans défense et leurs enfants, ah comme le courage viril des fils de bourgeois, de cette « jeunesse dorée », comme le courage des officiers a éclaté ! Comme la bravoure de ces fils de Mars qui avaient cané devant l'ennemi extérieur s'est donné libre cours dans ces atrocités bestiales, commises sur des hommes sans défense, des blessés et des prisonniers !

« *L'ordre règne à Varsovie* », « *l'ordre règne à Paris* », « *l'ordre règne à Berlin* ». Tous les demi-siècles, les gardiens de « l'ordre » lancent ainsi dans un des foyers de la lutte mondiale leurs bulletins de victoire. Et ces « vainqueurs » qui exultent ne s'aperçoivent pas qu'un « ordre », qui a besoin d'être maintenu périodiquement par de sanglantes hécatombes, va inéluctablement à sa perte.

Cette « semaine spartakiste » de Berlin, que nous a-t-elle apporté, que nous enseigne-t-elle ? Au cœur de la mêlée, au milieu des clameurs de triomphe de la contre-révolution, les prolétaires révolutionnaires doivent déjà faire le bilan des événements, les mesurer, eux et leurs résultats, au grand étalon de l'histoire. La révolution n'a pas de temps à perdre, elle poursuit sa marche en avant – par-dessus les tombes encore ouvertes, par-delà les « victoires » et les « défaites » – vers ses objectifs grandioses. Et le premier devoir de ceux qui luttent pour le socialisme internationaliste, c'est d'étudier avec lucidité sa marche et ses lignes de force.

Pouvait-on s'attendre, dans le présent affrontement, à une victoire décisive du prolétariat révolutionnaire, pouvait-on escompter la chute des Ebert-Scheidemann et l'instauration de la dictature socialiste ? Certainement pas, si l'on fait entrer en ligne de compte tous les éléments qui décident de la réponse. Il suffit de mettre le doigt sur ce qui est à l'heure actuelle la plaie de la révolution :

le manque de maturité politique de la masse des soldats qui continuent de se laisser abuser par leurs officiers et utiliser à des fins contre-révolutionnaires, est à lui seul la preuve que, dans ce choc-ci, une victoire durable de la révolution n'était pas possible. D'autre part, ce manque de maturité n'est lui-même que le symptôme du manque général de maturité de la révolution allemande.

Les campagnes, d'où est issu un fort pourcentage de la masse des soldats, continuent de n'être à peu près pas touchées par la révolution. Jusqu'ici, Berlin est à peu près isolée du reste du Reich. Certes, en province, les foyers révolutionnaires – en Rhénanie, sur la côte de la mer du Nord, dans le Brunswick, la Saxe, le Wurtemberg – sont corps et âme aux côtés du prolétariat berlinois. Mais ce qui fait défaut, c'est la coordination de la marche en avant, l'action commune qui donnerait aux coups de boutoir et aux ripostes de la classe ouvrière berlinoise une tout autre efficacité. Ensuite – et c'est de cette cause plus profonde que proviennent ces imperfections politiques – les luttes économiques, ce volcan qui alimente sans cesse la lutte de classe révolutionnaire, ces luttes économiques n'en sont encore qu'à leur stade initial.

Il en résulte que, dans la phase actuelle, on ne pouvait encore escompter de victoire définitive, de victoire durable. La lutte de la semaine écoulée constituait-elle pour autant une « faute » ? Oui, s'il s'agissait d'un « coup de boutoir » délibéré, de ce qu'on appelle un « putsch » ! Mais quel a été le point de départ des combats ? Comme dans tous les cas précédents, le 6 décembre, le 24 décembre : une provocation brutale du gouvernement ! Naguère l'attentat contre les manifestants sans armes de la Chaussée strasse, le massacre des matelots, cette fois le coup tenté contre la préfecture de police, ont été la cause des événements ultérieurs. C'est que la révolution n'agit pas à sa guise, elle n'opère pas en rase campagne, selon un plan bien mis au point par d'habiles « stratèges ». Ses adversaires aussi font preuve d'initiative, et même en règle générale, bien plus que la révolution.

Placés devant la provocation violente des Ebert-Scheidemann, les ouvriers révo-

lutionnaires étaient contraints de prendre les armes. Pour la révolution, c'était une question d'honneur que de repousser l'attaque immédiatement, de toute son énergie, si l'on ne voulait pas que la contre-révolution se crût encouragée à un nouveau pas en avant ; si l'on ne voulait pas que fussent ébranlés les rangs du prolétariat révolutionnaire et le crédit dont jouit au sein de l'Internationale (3) la révolution allemande.

Du reste, des masses berlinoises jaillit spontanément, avec une énergie si naturelle, la volonté de résistance, que, dès le premier jour, la victoire morale fut du côté de la « rue ».

Or il existe pour la révolution une règle absolue : ne jamais s'arrêter une fois le premier pas accompli, ne jamais tomber dans l'inaction, la passivité. La meilleure parade, c'est de porter à l'adversaire un coup énergique. Cette règle élémentaire qui s'applique à tout combat vaut surtout pour les premiers pas de la révolution. Il va de soi – et pareil comportement témoigne de la justesse, de la fraîcheur de réaction du prolétariat – qu'il ne pouvait se satisfaire d'avoir réinstallé Eichhorn à son poste. Spontanément, il occupa d'autres positions de la contre-révolution : les sièges de la presse bourgeoise, le bureau de l'agence d'informations officieuse, le *Vorwärts*. Ces démarches étaient inspirées à la masse par ce qu'elle comprenait d'instinct : la contre-révolution n'allait pas pour sa part se satisfaire de sa défaite, mais préparer une épreuve de force générale.

Là encore nous nous trouvons en présence d'une de ces grandes lois historiques de la révolution, sur laquelle viennent se briser toutes les habiletés, toute la « science » de ces petits révolutionnaires de l'USP (4), qui dans chaque lutte ne sont en quête que d'une chose : des prétextes pour battre en retraite. Dès que le problème fondamental d'une révolution a été clairement posé – et dans celle-ci, c'est le renversement du gouvernement Ebert-Scheidemann, premier obstacle à la victoire du socialisme –, alors ce problème ne cesse de resurgir dans toute son actualité, et, avec la fatalité d'une loi naturelle, chaque épisode de la lutte le fait apparaître dans toute son ampleur, si peu préparée à le résoudre que soit la révolu-

tion, si peu propice que soit la situation.

« À bas Ebert-Scheidemann ! » Ce mot d'ordre jaillit inmanquablement à chaque nouvelle crise révolutionnaire ; c'est la formule qui, seule, épuise tous les conflits partiels et qui, par sa logique interne, qu'on le veuille ou non, pousse n'importe quel épisode de la lutte jusqu'à ses conséquences extrêmes.

De cette contradiction entre la tâche qui s'impose et l'absence, à l'étape actuelle de la révolution, des conditions préalables permettant de la résoudre, il résulte que les luttes se terminent par une défaite formelle. Mais la révolution est la seule forme de « guerre » – c'est encore une des lois de son développement – où la victoire finale ne saurait être obtenue que par une série de « défaites ».

Que nous enseigne toute l'histoire des révolutions modernes et du socialisme ? La première flambée de la lutte de classe en Europe s'est achevée par une défaite. Le soulèvement des canuts de Lyon, en 1831, s'est soldé par un lourd échec. Défaite aussi pour le mouvement chartiste en Angleterre. Défaite écrasante pour la levée du prolétariat parisien au cours des journées de juin 1848. La Commune de Paris enfin a connu une terrible défaite. La route du socialisme – à considérer les luttes révolutionnaires – est pavée de défaites.

Et pourtant, cette histoire mène irrésistiblement, pas à pas, à la victoire finale ! Où en serions-nous aujourd'hui sans toutes ces « défaites », où nous avons puisé notre expérience, nos connaissances, la force et l'idéalisme qui nous animent ? Aujourd'hui que nous sommes tout juste parvenus à la veille du combat final de la lutte prolétarienne, nous sommes campés sur ces défaites et nous ne pouvons renoncer à une seule d'entre elles, car de chacune nous tirons une portion de notre force, une partie de notre lucidité.

(3) Il s'agit encore à ce moment-là d'une Internationale toute théorique puisque le Premier Congrès de la III^e Internationale n'a pas encore eu lieu (note de G. Badia).

(4) L'USP était le Parti social-démocrate indépendant au sein duquel militaient notamment Kautsky et Bernstein.

Les combats révolutionnaires sont à l'opposé des luttes parlementaires. En Allemagne, pendant quatre décennies, nous n'avons connu sur le plan parlementaire que des « victoires » ; nous volions littéralement de victoire en victoire. Et quel a été le résultat lors de la grande épreuve historique du 4 août 1914 : une défaite morale et politique écrasante, un effondrement inouï, une banqueroute sans exemple. Les révolutions, en revanche, ne nous ont jusqu'ici apporté que défaites, mais ces échecs inévitables sont précisément la caution réitérée de la victoire finale.

À une condition, il est vrai ! Car il faut étudier dans quelles conditions la défaite s'est chaque fois produite. Résulte-t-elle du fait que l'énergie des masses est venue se briser contre la barrière des conditions historiques qui n'avaient pas atteint une maturité suffisante, ou bien est-elle imputable aux demi-mesures, à l'irrésolution, à la faiblesse interne qui ont paralysé l'action révolutionnaire ?

Pour chacune de ces deux éventualités, nous disposons d'exemples classiques : la révolution française de février, la révolution allemande de mars. L'action héroïque du prolétariat parisien, en 1848, est la source vive où tout le prolétariat international puise son énergie. En revanche, les navrantes petitesse de la révolution allemande de mars sont comme un boulet qui freine toute l'évolution de l'Allemagne moderne. Elles se sont répercutées – à travers l'histoire particulière de la social-démocratie allemande – jusque dans les événements les plus récents de la révolution allemande, jusque dans la crise que nous venons de vivre.

À la lumière de cette question historique, comment juger la défaite de ce qu'on appelle la « semaine spartakiste » ? Provient-elle de l'impétuosité de l'énergie révolutionnaire et de l'insuffisante maturité de la situation, ou de la faiblesse de l'action menée ?

De l'une et de l'autre ! Le double caractère de cette crise, la contradiction entre la manifestation vigoureuse, résolue, offensive des masses berlinoises et l'irrésolution, les hésitations, les attermoissements de la direction, telles sont les caractéristiques de ce dernier épisode.

La direction a été défaillante. Mais on peut et on doit instaurer une direction nouvelle, une direction qui émane des masses et que les masses choisissent. Les masses constituent l'élément décisif, le roc sur lequel on bâtira la victoire finale de la révolution.

Les masses ont été à la hauteur de leur tâche. Elles ont fait de cette « défaite » un maillon dans la série des défaites historiques, qui constituent la fierté et la force du socialisme international. Et voilà pourquoi la victoire fleurira sur le sol de cette défaite.

« *L'ordre règne à Berlin !* » Spires stupides ! Votre « ordre » est bâti sur le sable. Dès demain la révolution « *se dressera de nouveau avec fracas* », proclamant à son de trompe pour votre plus grand effroi : « *J'étais, je suis, je serai !* » [5]. ■

(5) Extrait du poème de F. Freiligrath « La Révolution » (note de G. Badia).

Une révolution qui traîne en longueur

Léon Trotsky

La révolution allemande a des traits de ressemblance manifeste avec la révolution russe. Mais leurs dissemblances ne sont pas moins instructives. Au début d'octobre 1918, une révolution du type du Février russe a eu lieu en Allemagne. Deux mois plus tard, le prolétariat allemand traversait déjà ses « journées de Juillet », c'est-à-dire qu'il s'engageait dans un premier conflit ouvert avec les forces impérialistes des bourgeois et des conciliateurs sociaux-démocrates, sur de nouvelles bases « républicaines ». En Allemagne comme dans notre pays, ces journées de Juillet n'ont été ni un soulèvement organisé ni un combat décisif d'origine spontanée. Ce fut la première manifestation violente, une pure manifestation de la lutte des classes, se produisant sur le terrain conquis par la révolution, et cette manifestation s'accompagna de heurts entre détachements d'avant-garde. Dans notre pays, l'expérience des journées de Juillet a servi ; elle a aidé le prolétariat à concentrer davantage ses forces pour la préparation et l'organisation de la bataille décisive. En Allemagne, après l'écrasement de la première manifestation ouverte du groupe Spartakus et l'assassinat de ses dirigeants, il n'y eut aucun répit, même pour un seul jour. Une succession de grèves, de soulèvements, de batailles ouvertes se produisirent en différents lieux à travers le pays. À peine le gouvernement Scheidemann avait-il réussi à restaurer l'ordre dans la banlieue de Berlin, que la valeureuse garde, héritée des Hohenzollern,

dut se précipiter à Stuttgart ou à Nüremberg. Tout à tour, Essen, Dresde, Munich devinrent le théâtre d'une sanglante guerre civile. Chaque nouvelle victoire de Scheidemann n'est que le point de départ d'un nouveau soulèvement des travailleurs de Berlin. La révolution du prolétariat allemand se traîne en longueur et, à première vue, l'on pourrait redouter que les canailles du gouvernement ne parviennent à la saigner à blanc, secteur après secteur, après d'innombrables escarmouches. En même temps, la question se pose automatiquement : les dirigeants du mouvement n'ont-ils pas commis de sérieuses erreurs tactiques, qui menacent de destruction le mouvement tout entier ?

Si l'on veut comprendre la révolution prolétarienne allemande, il convient de ne pas la juger simplement par analogie avec la révolution russe d'Octobre ; il faut prendre les conditions internes de l'évolution spécifique de l'Allemagne comme point de départ.

L'histoire s'est déroulée de telle sorte qu'à l'époque de la guerre impérialiste la social-démocratie allemande s'est avérée – et l'on peut maintenant l'affirmer avec une objectivité absolue – être le facteur le plus contre-révolutionnaire dans l'histoire mondiale. Mais la social-démocratie allemande n'est pas un accident ; elle n'est pas tombée du ciel, elle est le produit des efforts de la classe ouvrière allemande, au cours de décennies de construction ininterrompue et d'adaptation aux conditions qui dominaient sous le régime des capitalistes et des junkers. Le parti et les syn-

dicats qui lui étaient rattachés attirèrent les éléments les plus marquants, les plus énergiques du milieu prolétarien, qui y reçurent leur formation politique et psychologique. Lorsque la guerre éclata et que vint l'heure de la plus grande épreuve historique, il se révéla que l'organisation officielle de la classe ouvrière agissait et réagissait, non pas en tant qu'organisation de combat du prolétariat contre l'État bourgeois, mais comme un organe auxiliaire de l'État bourgeois, destiné à discipliner le prolétariat. La classe ouvrière, ayant à supporter, non seulement tout le poids du militarisme capitaliste, mais aussi celui de l'appareil de son propre parti, fut paralysée. Les souffrances de la guerre, ses victoires, ses défaites, mirent fin à la paralysie de la classe ouvrière allemande, la libérant de la discipline du parti officiel. Celui-ci se scinda en deux. Mais le prolétariat allemand resta sans organisation révolutionnaire de combat. L'histoire, une fois de plus, manifesta une de ses contradictions dialectiques : ce fut précisément parce que la classe ouvrière allemande avait dépensé la plus grande partie de ses énergies, dans la période précédente, pour l'édification d'une organisation se suffisant à elle-même, qui occupait la première place dans la IIe Internationale, aussi bien en tant que parti qu'en tant qu'appareil syndical, ce fut précisément pour cela que, lorsque s'ouvrit une nouvelle période, une période de transition vers la lutte révolutionnaire ouverte pour le pouvoir, la classe ouvrière allemande se trouva absolument sans défense sur le plan de l'organisation.

La classe ouvrière russe, qui a fait la révolution d'Octobre, avait reçu de la période précédente un héritage inestimable en l'espèce d'un parti révolutionnaire centralisé. Les pèlerinages de l'intelligentsia populiste chez les paysans ; la lutte terroriste des Narodovolsi (1) ; l'agitation clandestine des pionniers du marxisme, les manifestations révolutionnaires des premières années du siècle, la grève générale d'Octobre et les barricades de 1905 ; le « parlementarisme » révolutionnaire de l'époque de Stolypine, intimement lié avec le mouvement illégal, tout cela prépara un nombreux personnel de dirigeants révolutionnaires, trempés

dans la lutte et liés entre eux par l'unité du programme révolutionnaire.

L'histoire n'a rien légué de tel à la classe ouvrière allemande. Celle-ci n'est pas obligée seulement de lutter pour le pouvoir, elle l'est, en même temps, de créer son organisation et d'entraîner ses futurs dirigeants dans le cours même de cette lutte. Il est vrai que, dans les conditions d'une période révolutionnaire, ce travail d'éducation se poursuit à un rythme fiévreux, mais il faut néanmoins du temps pour qu'il s'accomplisse. En l'absence d'un parti révolutionnaire centralisé, avec à sa tête une direction de combat dont l'autorité soit universellement acceptée par les masses travailleuses ; en l'absence de noyaux dirigeants et de dirigeants individuels éprouvés dans l'action et ayant acquis leur expérience dans les divers centres et régions du mouvement prolétarien, ce mouvement, lorsqu'il a fait irruption dans la rue, est nécessairement devenu intermittent, chaotique, et se traîne en longueur. Ces grèves qui surgissent, ces insurrections et ces combats de rue constituent à l'heure actuelle la seule forme accessible pour la mobilisation ouverte des forces du prolétariat allemand libéré du joug du vieux parti ; et elles constituent en même temps, dans les conditions données, le seul moyen d'éduquer les nouveaux dirigeants et de bâtir le nouveau parti. Il est évident qu'une telle voie exige d'immenses efforts et des sacrifices sans nombre. Mais il n'y a pas d'autre choix. C'est la seule et unique voie que puisse suivre le soulèvement de classe du prolétariat allemand vers la victoire finale.

Après le Dimanche sanglant, le 9 janvier 1905 (2), lorsque les travailleurs de Petrograd et, après eux, ceux de tout le pays, en vinrent peu à peu à comprendre

(1) Membres du parti de la Narodnaia Volnya (Volonté du peuple) qui, entre autres attentats, exécutèrent le tsar Alexandre II le 13 mars 1881 (note Pierre Broué).

(2) Le 9 janvier 1905, les milliers de travailleurs qui s'étaient rendus pacifiquement au palais du tsar, sous la conduite du pope Gapone, furent accueillis par une fusillade. Ce fut le début de la révolution de 1905 (note Pierre Broué)

la nécessité de la lutte et prirent en même temps conscience de la dispersion de leurs forces, il s'ensuivit dans le pays un mouvement de grève puissant mais extrêmement chaotique. Il y eut alors des sages pour verser des larmes sur le gaspillage d'énergie par la classe ouvrière russe, et pour prédire son épuisement et la défaite de la révolution qui en résulterait. En réalité, cependant, les grèves spontanées, traînant en longueur, du printemps et de l'été 1905, étaient la seule forme possible de la mobilisation révolutionnaire et de l'éducation organisationnelle. Ce furent ces grèves qui jetèrent les fondements de la grande grève d'octobre 1905 et de la construction des premiers soviets.

Il y a une certaine analogie entre ce qui se passe actuellement en Allemagne et cette période de la première révolution russe que je viens de mentionner ; mais le mouvement révolutionnaire allemand se développe naturellement sur des fondations incomparablement plus élevées et plus puissantes. Bien que le vieux parti officiel ait complètement fait banqueroute et se soit transformé en un instrument de la réaction, cela ne signifie naturellement pas que le travail accompli par lui dans la période précédente ait disparu sans laisser de traces. Le niveau politique et culturel des ouvriers allemands, leurs habitudes et leur capacité d'organisation sont hors de pair. Des dizaines et des centaines de milliers de dirigeants ouvriers qui ont été absorbés pendant la période précédente par les organisations politiques et syndicales, et en apparence assimilés par elles, n'ont en réalité subi la violence faite à leur

conscience révolutionnaire que jusqu'à un certain point. Aujourd'hui, au cours des combats partiels qui se déroulent, à travers les épreuves de cette mobilisation révolutionnaire, à la rude expérience de cette révolution qui traîne, des dizaines de milliers de cadres ouvriers temporairement aveuglés, trompés et effrayés, sont en train de se réveiller et de se dresser de toute leur taille. La classe ouvrière est à leur recherche, tout comme eux-mêmes s'efforcent de trouver leur place dans la nouvelle lutte du prolétariat. Si le rôle historique du Parti indépendant de Kautsky-Haase consiste à introduire des hésitations dans les rangs du parti gouvernemental et à offrir un refuge à ses membres effrayés, désespérés ou indignés, en sens inverse, le mouvement tempétueux, au sein duquel nos frères d'armes du groupe Spartakus jouent un rôle aussi héroïque, aura notamment pour effet de démolir continuellement par la gauche le Parti indépendant, dont les éléments les meilleurs et les plus imbus d'esprit de sacrifice seront poussés vers le mouvement communiste.

Les difficultés, les défaites partielles et les grands sacrifices du prolétariat allemand ne doivent pas nous décourager un seul instant. L'histoire n'offre pas d'alternative au prolétariat. La révolution traînante, mais opiniâtre, faisant toujours irruption de nouveau, approche clairement du moment critique où, ayant mobilisé et entraîné toutes ses forces à l'avance pour le combat, elle portera le dernier coup mortel à l'ennemi de classe. ■

**Article paru en premier lieu dans
la *Pravda* n° 85, 23 avril 1919**

Deux extraits du livre d'Oskar Hippe

Et notre drapeau est rouge.

Du Spartakusbund à la IV^e Internationale

Pages 36-37

(...) L'annonce de la révolution de Février en Russie donna un nouvel essor à notre courant. En particulier, un article de Rosa Luxemburg, écrit de la prison de Wronke, nous transportait d'enthousiasme :

« (...) *C'est à cela que doit servir la révolution russe par sa tendance pacifiste socialiste-prolétarienne.*

(...) *Être flanqué d'une république, et surtout d'une république que vient de cimenter le prolétariat socialiste-révolutionnaire et qu'il domine, c'est plus qu'on n'en peut demander à l'endurance de l'État policier et militaire de l'Elbe orientale... Qui peut nous garantir que demain, lorsque la paix sera conclue et que le militarisme allemand aura libéré ses griffes de fer, il ne procédera pas aussitôt à une attaque de flanc du prolétariat russe afin d'éviter que le semi-absolutisme allemand ne soit dangereusement ébranlé !*

« (...) *Les prolétaires russes seraient des politiques bien légers s'ils ne demandaient pas : la chair à canon allemande qui se laisse aujourd'hui mener à la boucherie sur tous les champs de bataille par l'impérialisme, n'obéira-t-elle pas demain aux ordres qui lui seront donnés de marcher contre la révolution russe ? (...) Pour calmer cette inquiétude*



Oskar Hippe (1900-1990). D.R.

sur l'avenir de la révolution russe, il n'y a qu'une seule garantie sérieuse : le réveil du prolétariat allemand, la position de force des "ouvriers et soldats" allemands chez eux, l'action révolutionnaire du peuple allemand pour la paix. »

(Rosa Luxemburg,
« *La vieille taupe* »,
Œuvres II, Maspero, Paris,
1969, pp. 27-34.)

Ce n'est pas seulement dans les cercles spartakistes qu'on discuta de cet article : il trouva un large écho chez les camarades de l'USPD, par cette phrase, en particulier : « *Le prolétariat d'un seul pays ne parviendra pas, il est vrai, à desserrer cet étai quel que soit l'héroïsme qui l'anime. La révolution prend donc, de fait, une dimension internationale.* »

L'ivresse de la victoire qui, en 1914, s'était emparée d'une grande partie de la classe ouvrière allemande et qui persista jusqu'en 1917, se transforma sous l'influence de la guerre et de la mauvaise situation qui régnait en Allemagne. Tout cela favorisa la prise de conscience des couches les plus évoluées des travailleurs, les autres se contentant d'être contre la guerre sur la base de la détérioration de leurs conditions de vie et de ce qu'ils vivaient au front.

C'est à Leipzig que nous parvint enfin la nouvelle exaltante que la classe ouvrière

russe alliée aux paysans avait proclamé la République des soviets et était en train de consolider son pouvoir. Les effets de la révolution d'Octobre se firent sentir dans toute la classe ouvrière. L'existence réelle de conseils d'ouvriers et de soldats fit une impression profonde sur les travailleurs, certains camarades social-démocrates eux-mêmes saluèrent la victoire des prolétaires russes. Les ouvriers de Leipzig n'avaient pas oublié leur opposition à la guerre et leur grande manifestation de juillet 1914. La révolution d'Octobre était au cœur de toutes les discussions, et à moi, elle me faisait pousser des ailes.

Les négociations de paix qui suivirent la révolution d'Octobre furent menées à Brest-Litovsk, pour le Reich allemand par les représentants de l'état-major, le général Hoffmann et un représentant du gouvernement, le secrétaire d'État von Kühlmann. Les militaires allemands s'en tenaient toujours au mot d'ordre de « *paix fondée sur la victoire* ». Ils réclamèrent l'évacuation des États baltes, de toute l'Ukraine et un armistice sans limitation. Leur objectif était de jeter la plus grande partie des troupes immobilisées à l'est sur le front de l'ouest pour y forcer la victoire. C'est Trotsky, en sa qualité de commissaire du peuple aux Affaires étrangères, qui conduisait la délégation soviétique. Les négociations s'étirèrent sur plusieurs semaines. D'abord parce que la délégation allemande n'arrivait pas à se mettre d'accord. Il y avait de perpétuelles divergences entre Kühlmann, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, et le général Hoffmann. Répondant à une attaque de Trotsky contre le gouvernement allemand, Hoffmann déclara : « *Je ne représente pas ici le gouvernement allemand, mais le haut commandement.* » Tandis que le gouvernement tentait de se servir de la proclamation sur le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » pour détacher l'Ukraine et les États baltes de la République soviétique, le général Hoffmann s'efforçait d'obtenir les pleins pouvoirs pour occuper militairement ces deux territoires.

En Allemagne, il y eut à cette époque de grandes manifestations contre les exigences du général Hoffmann. Les ouvriers de tendance social-démocrate menaient

leur campagne sur le mot d'ordre : nous ne voulons pas d'une paix à la Hoffmann, nous voulons une paix à la Scheidemann ! Les spartakistes et les travailleurs influencés par l'USPD manifestaient pour leur part contre toute intervention dirigée contre l'État soviétique.

Je ne travaillais pas beaucoup plus longtemps à Leipzig. Il devenait de plus en plus difficile de se nourrir. En outre, j'avais des journées de travail très longues. Toutes ces considérations m'incitèrent à retourner chez moi. La police n'avait pas donné suite à l'affaire de la distribution de tracts à l'usine de Berlin. En janvier 1918, je revins à la maison. Il me fut impossible de trouver du travail comme tourneur de revolvers, car il n'y avait pas d'entreprises de mécanique dans la vallée de la Geisel. Mais il n'était pas très difficile de trouver du travail dans une autre branche : dans notre localité se construisait une usine pour la liquéfaction du charbon, l'usine de carburant Lützkendorf, destinée à remédier à la pénurie croissante de carburant pour l'industrie et le front. L'usine construisit quarante-huit générateurs. Deux ouvriers spécialisés y travaillaient avec quatre prisonniers de guerre français. Je fus embauché immédiatement. À ma grande joie, les ouvriers spécialisés étaient des socialistes, adversaires de la guerre. Ainsi, j'avais renoué un contact politique. Il est vrai que, dans le bassin minier de lignite, il ne se passait pas grand-chose au niveau politique, puisque seuls y travaillaient de tout jeunes ou de vieux ouvriers et que la plus grande partie du travail était effectuée par les prisonniers de guerre.

Dans notre usine, il y avait un camp de prisonniers. Ils vivaient dans des baraquements sommaires entourés d'une haute barrière de barbelés. Les équipes de surveillance étaient des réservistes, voire des auxiliaires. Parmi eux se trouvait un homme de vingt-cinq ans environ, petit et estropié, que nous tenions pour un sadique.

À midi et le soir, les prisonniers devaient se présenter sur deux rangs,

Pages 44-45

(...) Mais moi, j'avais envie d'aller à Berlin, d'abord parce qu'à mon avis m'y

attendaient d'autres tâches et aussi parce que j'avais promis à mon ami et camarade de l'y rejoindre.

À Berlin, j'habitais chez ma sœur. Par mon beau-frère, je pus renouer le contact avec le Spartakusbund. Je pris part – sans délai – au travail politique : il fallait distribuer des tracts, assurer le service d'ordre pendant les réunions. Je manifestais aussi, prenant part aux discussions qui s'enflammaient sur la place publique. Il y avait peu de travail. L'industrie était paralysée par la fin de la guerre et devait se réadapter à une production de paix. Je tentais de gagner mon pain avec de petits boulots provisoires. Les jours où il n'y en avait pas et où l'action politique me laissait souffler un peu, je passais mon temps à lire. Les *Lettres de Spartakus* paraissaient régulièrement. Quand j'étais soldat, je n'avais guère eu l'occasion de m'y plonger. À présent, je m'efforçais d'élargir mon horizon politique. Je m'intéressais tout particulièrement à un article que Leo Jogiches (1) avait écrit dès août 1917 et qui affirmait :

« Après quelques violents combats, la classe ouvrière russe a pu imposer au gouvernement provisoire de reconnaître officiellement que la guerre doit prendre fin, sans annexions ni réparations ; que la paix doit reposer sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. À première vue, la politique prolétarienne venait de remporter une victoire entière et décisive (...). Mais une paix générale ne peut être gagnée par la Russie toute seule. Le prolétariat russe peut briser la résistance de sa propre classe dominante, mais il n'est pas en mesure d'exercer une influence déterminante sur les gouvernements impérialistes d'Angleterre, de France, d'Italie. Seuls les prolétariats anglais, français, italien peuvent légitimement exercer de l'intérieur la pression décisive comme cela fut fait en Russie (...). Pendant la guerre, il semble que le point le plus faible de la politique socialiste est que les révolutions ne se déclenchent pas sur commande (...). Cela n'est d'ailleurs pas la tâche du parti socialiste. Son devoir, c'est de ne jamais avoir peur de "dire ce qui est", c'est-à-dire de montrer clairement et distinctement aux masses quelles sont

leurs tâches dans une situation historique donnée, de faire connaître le programme d'action et les mots d'ordre qui découlent de la situation (...). Aujourd'hui, tout comme il y a trois ans, il n'existe qu'une alternative : guerre ou révolution ! Impérialisme ou socialisme ! Proclamer cela haut et net, pour que chacun, dans son pays, en tire les conséquences révolutionnaires, c'est la seule politique prolétarienne socialiste en faveur de la paix concevable aujourd'hui. »

(Spartakusbriefe, Berlin, 1920)

Leo Jogiches montrait ainsi à la classe ouvrière le chemin qu'il lui fallait prendre si elle ne voulait pas rester le « tiers état » déshérité, le mercenaire du capitalisme. Il invitait les travailleurs allemands à suivre l'exemple russe. Mais il montrait aussi, en écrivant ces lignes, combien le déroulement des événements de Russie était suivi de façon critique.

Au mot d'ordre des spartakistes : « Socialisme ou guerre ! », les majoritaires du SPD opposaient leur slogan : « Le socialisme est en marche ! ». « *Seuls des aventuriers peuvent encore divaguer sur la révolution, nous, social-démocrates, nous savons que la puissance du capitalisme est brisée, la République nous garantit le socialisme.* »

Le peuple allemand ne conquiert pas la République, elle lui fut octroyée. Scheidemann déclarait publiquement – et consigna même dans ses Mémoires – que Ebert lui avait reproché d'avoir proclamé la République. « *Je hais la révolution comme le péché* », avait déjà déclaré Ebert au dernier chancelier impérial Max de Bade. Nous, les spartakistes, nous savions que le 9 novembre n'était pas encore la révolution, même si nous parlions nous aussi de la révolution de novembre. L'effondrement de la monarchie ne représentait pour nous que le premier pas d'un mouvement social qui pourrait conduire à la révolution. Nous savions que la révolution

(1) Leo Jogiches (1867-1919), socialiste polonais, émigré en Allemagne, compagnon de Rosa Luxemburg. Dirigeant du Spartakusbund et du KPD à sa naissance. Assassiné dans sa prison le 10 mars 1919.

n'est pas un acte isolé, mais une chaîne de heurts, de conflits avec une classe dominante qui n'est jamais prête à se soumettre démocratiquement à la volonté de la majorité, mais qui cherche plutôt à utiliser tous les appareils de violence que l'État s'est donnés – armée, police, justice, Église – pour défendre ses privilèges par tous les moyens.

À peine quatre semaines après le 9 novembre, on put voir à quel point les contre-révolutionnaires, y compris les majoritaires social-démocrates, avaient retrouvé leur assurance. Cela se révéla à l'occasion des réunions suivies de manifestations, organisées le 6 décembre par les spartakistes et la Ligue des soldats rouges avec l'autorisation de la police, afin de faire connaître leurs objectifs. Une manifestation venant de Wedding (2) se dirigeait vers le centre ville par la Chausseestrasse. À la hauteur de la caserne des Coccinelles (la caserne d'un régiment de la garde), la rue était bloquée par plusieurs mitrailleuses. Sans sommation, les soldats de la contre-révolution tirèrent dans la foule. Dix-huit participants furent tués, trente blessés. Un deuxième cortège venant de Charlottenburg (3) et se dirigeant également vers le centre-ville, se serait presque heurté – place de la Grande Étoile – avec un cortège du SPD auquel s'était associée la « Troupe de défense républicaine » qui était armée. Un participant du cortège de Wedding raconta ce qui se passait à Chausseestrasse. La manifestation put être détournée à temps pour éviter de nouveaux heurts. On apprit par la suite que le futur président du SPD, Wels (4), qui était alors

commandant militaire de la capitale, avait donné l'ordre de tirer en cas de nécessité. Les victimes de l'embuscade criminelle de la Chausseestrasse furent inhumées, après maintes querelles, au cimetière des héros de mai 1848 à Friedrichshain. ■

(2) Wedding : quartier ouvrier de Berlin.

(3) Charlottenburg : autre quartier ouvrier de Berlin.

(4) Otto Wels (1873-1939), leader de la droite social-démocrate, « l'homme fort » du parti, commandant militaire de Berlin en 1918, réprime le mouvement révolutionnaire.



La couverture du livre d'Oskar Hippe
« Et notre drapeau est rouge. Du
Spartakusbund à la IV^e Internationale ». D.R.



200^e anniversaire de la naissance de Karl Marx



« L'actualité du marxisme »

(Le Mans, décembre 1985)

Exposé de Gérard Bloch retranscrit d'après enregistrement

Présentation

Denis Collin place en exergue du chapitre 9 de son *Introduction à la pensée de Marx* (Seuil 2018) une citation de Michel Henry, auteur d'un *Karl Marx*, qui affirme en toute modestie : « *Le marxisme est l'ensemble des contresens faits sur Marx* », renvoyant ainsi dans la poubelle des contresens de l'histoire Plekhanov, Kautsky, Lénine, Riazanov, Trotsky, Boukharine et une pléiade d'autres antérieurs à son apparition sur la planète Philosophie.

Denis Collin conclut son ouvrage par un paragraphe assez sibyllin : « *Le communisme de Marx est non seulement possible et souhaitable mais sans doute aussi nécessaire. Il faut simplement laisser de côté les rêveries romantiques de prise du palais d'Hiver, sur le modèle de la révolution d'Octobre, et comprendre la transformation sociale comme un processus de longue durée qui ne peut reposer en dernière analyse que sur l'activité pratique des hommes libres...* » (p. 243). Un processus de longue durée ? Il ne faut donc pas être pressé ! Et puis qui dit processus dit absence de rupture brutale... Cela rappelle le bon Jaurès... Apparemment enfin, les hommes peuvent donc déjà être libres dans le cadre de la société capitaliste. Denis Collin affirme d'ailleurs un peu plus haut : « *Quant au slogan "De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins", non seulement il n'est pas utopique, mais il est déjà réalisé en partie dans toute société. Ainsi que le montre brillamment David Graeber, aucune*

société humaine ne peut fonctionner qui ne mette plus ou moins en pratique ce principe dans les gestes quotidiens (...). Mais au-delà de ce communisme du quotidien (sic !) dont parle David Graeber, dans tous les États modernes, toute une part de la richesse socialisée est distribuée aux individus en fonction de leurs besoins et on demande à chacun de contribuer selon ses capacités » (p. 242)... Vraiment ? Le communisme serait donc en marche, même si des centaines de millions de chômeurs à vie italiens, français, anglais, espagnols, belges ou brésiliens, de médecins hospitaliers, d'infirmiers et infirmières de France, de Navarre et d'ailleurs, qui voient disparaître au fil des années les lits de leurs hôpitaux, voire leurs hôpitaux, de migrants, de retraités russes ou argentins, d'ouvriers du bâtiment tadjiks, ouzbeks ou kirghizes surexploités, d'ouvrières du textile bengalaises, de manœuvres philippins, d'ouvriers vietnamiens ou chinois, d'ouvrières et d'employés américains ruinés à vie par leurs soins médicaux ont, semble-t-il, quelque peine à s'en convaincre ? Mais que vaut leur ressenti au regard de Graeber and Collin ?

Pour éclairer le débat, nous republions une conférence que Gérard Bloch prononça au Mans en décembre 1985, l'une des nombreuses conférences qu'il fit alors sur « l'actualité du marxisme », reproduite dans le deuxième volume de ses écrits publiés par la Selio.

Jean-Jacques Marie

L'actualité du marxisme

par Gérard Bloch

Il ne se passe pas de jour où vous ne puissiez entendre, sous une forme ou sous une autre, que Marx est périmé, fini, à mettre au rayon des vieilles lunes... Nous subissons, involontairement, dans tous les médias, une engeance qui va de M. Leroy-Ladurie, historien à la mode, à ceux qui ont toujours été réactionnaires (et ont au moins l'avantage d'être conséquents), qui va de gens qui sont au PS ou autour, ou ne sont nulle part, à ceux qui se prétendent de gauche, en passant par d'anciens intellectuels du PCF éprouvant le besoin de s'en prendre à Marx du fait qu'ils ont été les dupes de Staline, de Thorez, de Marchais ou d'autres.

Ils ne cessent de s'en prendre à Marx de leur propre sottise, de leur propre aveulement. Tous ces anciens du PCF sont en train de polémiquer contre Marx. L'autre jour, dans l'organe édité par l'Union rationaliste, *Raison présente*, un collaborateur, polémiquant contre peu importe qui, écrivait : « *Il me reproche de ne pas avoir su que Lyssenko était un charlatan et de ne pas avoir connu les crimes de Staline avant le rapport Khrouchtchev. Mais ce n'était pas voyant.* » Voilà ce qu'ils osent écrire, alors que le rapport Khrouchtchev au XX^e Congrès date de 1956, qu'il y avait dix-huit ou dix-neuf ans que Trotsky avait publié un livre intitulé *Les Crimes de Staline* dans lequel il fournissait les preuves de ces crimes, que Victor Serge avait publié d'innombrables livres et brochures. Bien d'autres avaient écrit sur ce sujet, par exemple, cette grande personnalité qu'était André Breton, fondateur du surréalisme, qui, lui, avait compris dès 1936, dès les premiers procès de Moscou. C'est une œuvre de salubrité que de rappeler à

la décence cette engeance d'anciens intellectuels du PCF, amis des médias et de la télévision où ils se propulsent.

Ce qui n'empêche pas que, chaque année, paraissent certainement des centaines ou des milliers de livres, d'articles, de brochures, des bibliothèques entières, pour réfuter Marx, qui est périmé. On se demande pourquoi il y a des morts qu'il faut sans cesse tuer et qui ne sont toujours pas morts...

Non, le progrès de l'humanité ne se fait pas selon une ligne continue !

Des arguments assez spécieux sont invoqués. On dit : « *Voyez ce qui est encore valable de la science du XIX^e siècle. Avec les progrès scientifiques dans tous les domaines, on sait que Newton n'est plus valable, que c'est Einstein, que la théorie des quantas, que ceci, que cela...* » Or, s'il est vrai que les progrès de la science de la nature ou des sciences de la nature sont gigantesques, il n'est pas vrai, par exemple, qu'Einstein soit venu et ait dit « *Newton = zéro* ». La mécanique de Newton reste un cas limite de la théorie de la relativité générale, cas limite valable dans la pratique dans la plupart des cas. Par exemple, pour calculer le trajet d'une sonde spatiale envoyée dans le système solaire, la NASA se fonde sur la mécanique de Newton, parce que les corrections relativistes n'interviennent que pour des vitesses beaucoup plus grandes ou des champs de gravitation beaucoup plus grands qu'il n'en existe dans notre système solaire.

C'est une tendance absurde que de considérer que ce qui vient « après » est « mieux », que c'est cela la démarche du progrès. Le progrès de l'humanité ne se fait pas selon une ligne continue qui monte sans cesse. Cela, c'est de l'évolutionnisme vulgaire. Cela n'a rien à voir avec la conception dialectique de Marx, selon laquelle le progrès comporte des régressions, des chutes dans la barbarie qui se prolongent pendant des siècles. Comme le Haut-Moyen Age, ce sommet de la chrétienté, qui est en même temps le sommet de la déchéance humaine, la période qui commence avec la décomposition de l'Empire romain et s'étend jusqu'au XII^e siècle, où la brute imbécile nommée Bernard de Cîteaux, fait Saint-Bernard par le Vatican, a prêché la croisade et fait assassiner Abélard.

Abélard et l'idée de chien

Abélard soutenait, contrairement à ce qu'avait dit Platon, et à ce que disait l'Église, que l'idée générale de chien provenait du fait qu'il y avait des chiens concrets qu'on peut voir et toucher. Bernard de Cîteaux soutenait au contraire que la réalité, c'était les idées générales. C'est-à-dire qu'il y avait des chiens qui considéreraient, quelque part, une idée de chien (Platon d'ailleurs n'était pas aussi stupide que cela). C'est cela la pensée des saints de l'Église catholique, ses « théoriciens », organisateurs de ces expéditions de massacre universel qu'étaient les croisades où, d'ailleurs, les chrétiens prétendent partis pour reconquérir les lieux saints sur les musulmans, massacraient surtout d'autres chrétiens au passage et beaucoup moins de musulmans, parce qu'à cette époque, les Arabes étant forts et armés, les braves seigneurs chrétiens préféraient rester à distance et se contentaient de massacrer les habitants des Balkans dans d'atroces conditions.

Le Haut-Moyen Age se termine au moment où, contre Bernard de Cîteaux, se dresse un Abélard, et où va prendre son départ le mouvement qui conduira à la Renaissance et au développement effectif des sciences. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité naît une science

fondée sur l'expérience, avec comme critère suprême la vérification par les faits. Ce mouvement commence après cette période d'atroce barbarie qu'est le sommet de la chrétienté, où elle étale ouvertement toute son infamie.

Marx contre toute religion

Aujourd'hui, nous avons affaire à la chrétienté de saint Tartuffe. Ils osent se dire partisans des droits de l'homme ! Marx ne m'aurait pas reproché cette digression. Il considérerait que la chose la plus ignoble, dans une époque où il y avait bien des choses ignobles, c'était le christianisme. Il l'a répété sous des formes diverses (j'en ai donné quelques exemples dans le livre). Cela ne signifie pas qu'il était prêt à se transformer en propagandiste de l'athéisme, ce qui en aurait fait une idéologie en face de la religion. Il pensait que la religion avait des causes sociales. En revanche, il croyait au progrès humain, à la possibilité d'un progrès illimité de l'humanité.

Comme le remarque Trotsky, la véritable doctrine de Marx est inséparable d'une telle conviction. Par là même, elle s'oppose inéluctablement à toute religion, puisque toute religion suppose qu'un être tout-puissant a réglé toutes choses, une fois pour toutes. La doctrine chrétienne, telle qu'elle est précisée par les conciles du IV^e siècle, affirme que nous croyons tous, et confessons tous d'une seule voix notre croyance en Jésus-Christ, le vrai Dieu, né du vrai Dieu, engendré et non créé. Dès cette époque, les chrétiens avaient massacré cent fois plus d'autres chrétiens, qu'ils appelaient hérétiques, qu'il n'en était mort sous les persécutions, extrêmement limitées, qu'ils avaient subies sous l'Empire romain.

L'actualité de la théorie de la relativité générale

Quoi qu'il en soit, la doctrine de Marx n'est pas la croyance en un progrès continu de l'humanité. Il y a des périodes de recul, il y a des périodes de chute dans la barbarie. Notre époque est, pour lui, celle d'une alternative dont les deux

termes sont : le socialisme ou la barbarie. Nous pouvons préciser, le socialisme ou l'anéantissement de toute vie sur la planète. Cela, maintenant, certainement pas à échéance de – disons – plus d'un siècle, pour des raisons qui tiennent à la nature même de la situation effroyablement critique du capitalisme et de la bureaucratie.

Le progrès n'est pas continu. Par exemple, la théorie de la relativité générale, formulée par Einstein en 1915, est encore pleinement valable aujourd'hui. Aucun fait nouveau ne s'y oppose. Cela fait pourtant soixante-dix ans ! Et je pourrais continuer... Malgré le progrès immense de la physique des particules qui double ses connaissances tous les quatre ou cinq ans, des découvertes théoriques fondamentales dans ce domaine ont été faites toutes pendant le premier quart de ce siècle avec la relativité des quantas, et depuis rien ne les a dépassées du point de vue fondamental. Parlons aussi de l'actualité de Darwin, dont *L'Évolution des espèces* a été publiée en 1855 ou 1857. Même les intellectuels français, persuadés qu'en France on sait et fait tout mieux que partout ailleurs, même les biologistes français, en particulier les trois prix Nobel, sont darwiniens (après que la France a dû combler un retard de quarante ans sur les autres pays) !

Naturellement, on sait beaucoup de choses à propos de l'évolution, et la théorie darwinienne est aujourd'hui incomparablement plus riche que lorsque Darwin l'avait formulée. Ce n'est pas pour rien que nous avons des microscopes électroniques et bien d'autres choses.

Les nouvelles sources de richesses se transforment en sources de misères

Je me suis peut-être trop étendu sur cette affirmation que Marx serait périmé. Mais ce n'était pas inutile. Vous la rencontrerez souvent...

Je vais vous lire un petit texte que certains d'entre vous devraient d'ailleurs reconnaître : « *Il y a un fait fondamental qui caractérise notre siècle. D'un côté, des forces industrielles et scientifiques sont entrées en jeu, telles que nulle époque*

de l'histoire de l'humanité n'en avait seulement soupçonné l'existence. D'un autre côté, des symptômes de décomposition manifeste qui dépassent de très loin les horreurs des derniers temps de l'Empire romain. De nos jours, toute chose paraît grosse de son contraire (...). Au même rythme que l'humanité maîtrise la nature, l'homme semble devenir esclave d'autres hommes ou de sa propre infamie. Même la pure lumière de la science semble ne pouvoir briller que sur le sombre arrière-plan de l'ignorance. Toutes nos interventions, tous nos progrès semblent n'aboutir qu'à dompter des forces matérielles ou intellectuelles tout en dégradant la vie humaine en une force matérielle. Cet antagonisme entre l'industrie et la science modernes d'une part, la misère et la pourriture modernes d'autre part, cet antagonisme entre les puissances productrices et les relations sociales de notre époque est un fait palpable, un fait accablant mais incontestable. Pour notre part, nous savons que, pour fonctionner comme il faut, ces forces nouvelles de la société n'ont besoin que d'une chose, être maîtrisées par les hommes nouveaux, et ces hommes nouveaux, ce sont les travailleurs. »

Michel Eliard a cité partiellement ce texte au dos de son livre *L'École en miettes*. Il semble vraiment écrit hier ; à part une ou deux formulations qu'on n'emploierait plus aujourd'hui, tout s'applique au monde où nous sommes, il me paraît difficile de le contester. Quel est ce monde où la science connaît un développement sans précédent, où l'industrie règle des problèmes qu'on n'aurait même jamais imaginés ? Comme l'écrit Engels dans son *Anti-Dühring*, que sont les divinités de l'Antiquité, qu'est-ce que Zeus avec son tonnerre, ou Fama, la renommée, répandant les informations (la grande informaticienne de l'Antiquité !), que sont-ils tous à côté d'une rotative, qu'est-ce que la foudre de Zeus à côté des machines électriques ? Et pourtant, il ne parlait que de celles de son époque, qui sont des pygmées à côté des géantes d'aujourd'hui !

Mais chaque découverte, chaque progrès réalisé se retournent contre la masse de l'humanité.

Le texte que j'ai cité est extrait d'un discours prononcé par Marx à l'occasion de l'anniversaire, le quatrième, d'un petit journal chartiste, d'un petit journal anglais, *Peoples Papers*, le 14 avril 1856, il y aura bientôt cent trente ans ! Cette réunion, bien que se déroulant dans un lieu central à Londres, ne réunissait pas plus d'ouvriers que vous n'êtes nombreux dans cette salle aujourd'hui. Cela ne gênait nullement Marx...

Ce seul texte, à mon avis, suffirait à donner du travail à ceux qui prétendent que Marx est complètement dépassé par les développements historiques.

Socialisme ou barbarie !

Certes, Marx a analysé d'une manière non surpassée la nature contradictoire de l'économie capitaliste fondée sur la propriété privée des moyens de production et d'échange, et il a prévu des voies qui n'étaient que des voies de tendances sans qu'on puisse dire à quel prix ces tendances se réaliseraient. Il a notamment démontré que la tendance à la baisse du taux de profit, tendance historique, contredite d'ailleurs, comme il l'explique lui-même, contrariée par toute une série de facteurs, conduisait à un effondrement objectif du capitalisme. Mais en même temps, il expliquait (comme d'ailleurs dans ses discours où, poursuivant sur le thème du rôle joué par les travailleurs, il fait le bilan de la révolution de 1848, entre autres) que cet effondrement objectif n'aboutit au socialisme que si des hommes nouveaux, les travailleurs, utilisent cette situation, s'organisent et combattent pour le socialisme. Sinon, on aboutit à la barbarie. L'alternative a été formulée plus tard par Rosa Luxemburg sous la forme « *socialisme ou barbarie* » (je ne crois pas que Marx ait employé ces termes). Mais l'idée était entièrement formulée ici et dans le *Manifeste communiste*, écrit huit ans auparavant, où il fait allusion aux pires moments de l'Empire romain, qu'il caractérise par ailleurs comme la décomposition, la chute dans la barbarie pour des siècles et des siècles.

L'alternative était posée. La théorie de Marx n'est pas une théorie seulement objective (mécaniste), puisque, selon elle, ce n'est rien ni personne d'autre que les hommes eux-mêmes qui font leur propre

histoire. Il l'a dit quelques années auparavant dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*. Les hommes font leur propre histoire. Ils ne la font pas dans des conditions arbitrairement choisies par eux. Ils la font dans des conditions objectives données, directement héritées du passé. Mais ce sont eux qui la font. Et cela, Marx est seul à le dire !

La conception chrétienne de l'histoire retire aux hommes leur histoire

Aujourd'hui, nous avons l'Église de Rome, et les autres sectes chrétiennes, y compris les protestants, qui ne protestent plus, de style Rocard, Jospin... (j'aime bien les protestants qui protestent, mais pas les protestants contents, on ne sait pas particulièrement pourquoi...). Du point de vue de toutes les sectes chrétiennes, c'est simple : l'histoire, c'est l'histoire voulue par Dieu, prévue, à l'avance, avant tous les siècles. Pour ce Dieu-là, l'humanité est impuissante. Les hommes sont des pantins entre ses mains, comme l'explique si brillamment Diderot dans *Jacques le fataliste* (si vous ne le connaissez pas, précipitez-vous pour le lire, car il n'y a rien de meilleur, de plus drôle, de plus amusant, et en même temps de plus profond).

Cette histoire voulue par Dieu, c'est le discours de Bossuet dans son *Histoire universelle*. À l'époque du plus sombre tyran que la France ait jamais connu, dont on commémore aujourd'hui le plus grand crime, la révocation de l'édit de Nantes, j'ai nommé Louis XIV, le « Roi-Soleil », immondicité absolue, ils étaient tous d'accord avec Bossuet pour massacrer les protestants, pour éventrer les femmes enceintes et baptiser les enfants sortis du ventre de leur mère, et bien d'autres choses... Pour Bossuet, donc, l'histoire avait commencé il y a 5 400 ans ! Les fondamentalistes ont dit la même chose. Selon eux, le premier livre de *L'Ancien Testament*, la *Genèse*, doit être pris au pied de la lettre. Il y a 5 400 ans, Dieu a créé le monde. Depuis, il a élevé de grands empires, et il les a abattus dans le seul but d'élever ou de châtier le peuple hébreu, le peuple élu par lui... Il a

élevé et abattu les Perses, les Parthes... (je ne peux citer que les empires de l'époque) dans cette seule perspective. Il en est de même aujourd'hui : les princes, les rois sont les représentants de Dieu sur terre. Conception de l'histoire qui a pour effet de retirer aux hommes leur histoire. C'était le cas à l'apogée de la première chrétienté. On peut le dire aujourd'hui de la « nouvelle société », « implicative, associative, élaboratrice »... Des « socialistes » vous l'expliqueront.

Les Tartuffe

Dans la « nouvelle société », c'est encore la loi de la chrétienté, celle des Tartuffe...

En 1927, le pape Pie XI, le pape de Mussolini (à qui a succédé le pape Pie XII, le pape de Hitler...), le pape Pie XI a canonisé, c'est-à-dire fait « saint » (et même « docteur de l'Église » !) un certain Robert Bellarmin. Si quelques-uns ont lu mon livre, ils verront que Robert Bellarmin n'était autre que le cardinal de la Sainte Église apostolique et romaine qui a fait brûler Giordano Bruno en l'an 1600 parce que c'était un libre-penseur, qui pensait qu'il y avait dans le ciel des planètes habitées, ce qui était évidemment contraire à l'enseignement de l'Église. Tout le monde sait que Dieu a créé la Terre, et puis c'est tout, les étoiles après le cinquième jour... Ce qu'il y a de plus drôle, c'est qu'il a créé la lumière le deuxième jour alors qu'il n'a créé le soleil et la lune que le quatrième ou le cinquième jour ! Ce qui montre que les anciens Hébreux étaient déjà arriérés à cette époque-là. Ils ignoraient ce que savaient déjà parfaitement les Chaldéens, les Égyptiens depuis des millénaires, que le jour et la nuit c'était le soleil ! Donc Pie XI a canonisé ce bourreau sadique appelé Robert Bellarmin, qui a fait brûler Giordano Bruno à « petit feu ». L'usage était de brûler les condamnés de la Sainte Église, quand le cardinal responsable de l'Inquisition le décidait. Le bourreau s'efforçait d'avoir un feu qui marche bien pour que la torture dure moins longtemps. Lui a été brûlé à « petit feu », avec un bois qui brûlait mal, après six années de tortures dans les prisons. Mais c'est en 1927 qu'on a fait « saint » et « doc-

teur de l'Église » saint Robert Bellarmin. Il est dans le dictionnaire, c'est facile à vérifier...

C'est encore beaucoup plus tard que le pape Pie XII, le pape de Hitler, celui qui a vu danser le soleil à Fatima et en a fait un dogme auquel tout catholique est obligé d'adhérer faute de quoi il n'est plus catholique (qu'il le dise alors franchement et rompe avec l'Église, sinon c'est un « Tartuffe » !), ce pape a fait d'un général, Francisco Franco, boucher du peuple espagnol, créature immonde que l'on devrait ressusciter vingt fois pour le pendre vingt fois, un chevalier de l'Ordre suprême du Christ romain, décoration rarement attribuée !

Alors, quand vous rencontrez un catholique particulièrement bigot, demandez-lui ce qu'il a à dire là-dessus. Et s'il a quelque chose à dire, qu'il le dise publiquement, pas seulement en confidence...

Marx s'est trompé sur les délais...

J'ai dit que Marx s'était trompé sur les délais, et déjà Mehring, dans un passage de son livre, explique admirablement comment de telles erreurs sont inévitables. Les délais ont été plus longs. Mais ne reste-t-il pas vrai que nous sommes dans une époque où, pour l'humanité, l'alternative s'exprime dans la perspective du socialisme ou dans celle de la barbarie ? Certains osent ironiser sur les lois de la paupérisation relative, c'est-à-dire sur le fait que les travailleurs, même lorsque leur niveau de vie s'élève, ont une moindre part du profit total, et les capitalistes une plus grande. Quant à la « paupérisation absolue », encore une vieillerie !

Mais à l'échelle de la planète, c'est la réalité pour deux milliards au moins d'êtres humains ! Les statistiques les plus officielles de l'ONU vous expliqueront que leur niveau de vie mesuré en dollars constants, le revenu moyen de tous les pays, de ce qu'on appelle aujourd'hui le « quart monde », baisse. Le « quart monde », ce sont les pays arriérés, et qui de plus n'ont pas de pétrole. Bien que le pétrole, actuellement, ne vaille plus grand-chose. Mais cela, c'est pour le « tiers monde », et pas pour le « quart monde ».

Par ces appellations, on veut faire oublier qu'il n'y a qu'un monde...

Le professeur Hamburger n'avait certainement pas l'intention de donner raison à Marx (qu'il ignore !) en écrivant au début 1985 :

« *Quand, il y a un siècle, la rage fut vaincue à Paris, elle le fut pour la plupart des autres pays du monde. Mais tout commence à changer. Quand, il y a vingt-cinq ans, réussirent les premières greffes d'organes, le plan de lutte contre la mort séparait le monde en deux parties inégales, celle où on pourrait faire les greffes et celle où on ne pourrait ni maintenant, ni peut-être jamais. Le progrès de la médecine n'est pas seulement en train d'accroître une certaine inégalité, il laisse encore apparaître par contraste une situation inconvenante. Dans le même temps, sur le même écran de télévision, nous pouvons voir de jeunes enfants qu'une médecine de pointe a sauvés et de jeunes squelettes qui, par ailleurs, sont en train de mourir de faim. La FAO, l'Organisation mondiale de l'agriculture et de la nourriture, annonce que d'ici à l'an 2000, la famine aura tué un demi-milliard d'hommes, et nous, médecins, nous pouvons annoncer que d'ici à l'an 2000 la mort sera épargnée à un demi-milliard d'urémiques. La dernière guerre mondiale a mis à mort 27 millions d'hommes, tandis que la découverte de la réanimation et des antibiotiques en sauvait probablement autant de 1945 à nos jours. Dérisoire confrontation... »*

Il fait des propositions qui sont, hélas, tout à fait inefficaces. Mais aurait-il voulu illustrer le texte de Marx de 1856 que je vous ai lu tout à l'heure, aurait-il pu écrire mieux, ou autre chose ? Ses chiffres sont probablement discutables : ce n'est pas un demi-milliard qui mourra d'ici à l'an 2000, c'est un milliard ! Il est possible aussi qu'on sauve plus d'un demi-milliard d'urémiques. Je ne sais pas... Mais la science pure, les découvertes les plus extraordinaires du génie humain sont tournées contre les hommes de par l'infamie de certains d'entre eux. Cela même dans le pays où nous vivons. Ce n'est pas le monde des « nouveaux pauvres » de l'Église catholique, ces « nouveaux pauvres » avec qui les travailleurs doivent

partager leur maigre salaire. Selon la doctrine du catholique Maire, secrétaire général de la CFDT, et celle de la CFDT même, les travailleurs doivent se serrer la ceinture pour donner plus de milliards aux capitalistes. C'est l'expression même de la loi analysée par Marx, dans le livre premier du *Capital* notamment.

Le capitalisme vampire...

Je voudrais résumer un autre article récent. Le don du sang n'est pas un don, dans la plupart des pays du monde il se fait contre de l'argent. En France, cela nous est heureusement épargné. C'est une des conquêtes de la Grande Révolution. C'est facile à comprendre, le sang exprimant la fraternité humaine et celle-ci étant représentée dans ce pays par la République. Mais il n'en est pas ainsi dans tous les pays, et l'article dont je vous parle relate une série de cas de gens pauvres de pays d'Afrique qui, n'ayant pas d'autres ressources que de donner leur sang, sont morts pour en avoir trop donné.

Trotsky, dans *Où va la France ?*, article de 1935, parlait à propos de ce qu'on appelait à l'époque les « 200 familles », les trusts milliardaires, de « ces vampires qui littéralement sucent le sang de la nation ». Il ne pensait pas que cela deviendrait encore plus vrai. Aujourd'hui, il faut donner au terme son sens littéral.

Naturellement, l'article explique que, grâce aux progrès de la génétique, de l'ingénierie et de bien d'autres choses, bientôt on pourra fabriquer artificiellement les composantes essentielles du sang, et qu'on ne verra plus de telles horreurs. Mais aujourd'hui, on les voit ! Et il faudrait au moins deux décennies pour qu'on arrive à les supprimer.

... Et destructeur d'emplois

La revue *Science et Vie*, qui ne se réclame pas de Marx et a assez peu affaire avec lui (je ne crois pas que son nom y ait été prononcé une seule fois en dix ans !), a publié en novembre 1984 un article où étaient analysées et résumées les conclusions de quatre instituts américains de

prévision et d'un prix Nobel d'économie, sur la question de savoir si les progrès techniques permettraient de donner du travail à un nombre d'hommes égal à celui de ceux qui perdent le leur du fait que ces progrès se font dans le cadre du capitalisme. La conclusion est entièrement négative :

« Neuf sur dix des emplois nouveaux qui seront créés ne nécessiteront pas d'études supérieures. La majorité de ces emplois nouveaux seront mal rétribués. Les machines empiètent de plus en plus sur le domaine des hommes et les concurrencent aujourd'hui dans les opérations mentales. » Pour chiffrer plus précisément : « Les professions dans lesquelles seront créés le plus d'emplois d'ici à l'an 2000, ce sont les suivantes par ordre décroissant : concierges et gardiens d'immeuble, caissières, secrétaires, employés de bureau, infirmiers ou infirmières, serveurs et serveuses de restaurant et de café, instituteurs et jardinières d'enfants, conducteurs de camion, aides-soignants et employés d'hôpitaux. Par contre, il y aura une croissance de plus de 100 % d'ici à la fin de 1995 dans le domaine des techniciens d'entretien et de réparation d'ordinateurs, ce qui entraîne qu'ils sont aux USA 155 000 aujourd'hui et qu'ils seront 53 000 de plus en 1995. Seulement, dans le même temps, le nombre de concierges et de gardiens d'immeuble passera de 2 800 000 à 3 607 000, soit une augmentation de 28 %, qui se traduira par une création de 800 000 emplois... »

Je pourrais continuer et citer d'autres articles...

Donc, il est exclu que des millions de chômeurs, en particulier en Europe, où ils sont peut-être maintenant (1985) une vingtaine de millions, retrouvent jamais du travail. C'est ce que Marx avait analysé sous le nom d'« armée de réserve du travail relative ou absolue ». On peut dire aujourd'hui « absolue ». Et il y en a pour prétendre Marx périmé ! Ces gens de la « post-modernité » qui répètent ce que disaient, avant Marx, Jean-Baptiste Say, ou d'autres économistes, non pas classiques, mais vulgaires.

À l'article de *Science et Vie* cité précédemment, s'ajoutait un encadré dont le titre résume le contenu : « *Le désarme-*

ment, une catastrophe pour l'emploi. » Il n'est pas question de désarmer ! (Pour nous, il pourrait en être question !)

La cybernétique était une science bourgeoise pour Staline !

Le pouvoir, l'oppression, les privilégiés monstrueux des bureaucrates, de la « nomenklatura » comme on dit maintenant, reposent pour leur part sur des rapports sociaux différents.

Le plan que vient d'adopter Gorbatchev fait des promesses encore plus grandes que celles de ses prédécesseurs, mais qui vont dans le même sens, et ne se réaliseront pas. À moins que la bureaucratie ne soit renversée par les masses ! L'armement leur est imposé pour tenter de suivre l'impérialisme américain, sans d'ailleurs y parvenir. Vous lisez dans les journaux que leurs armements sont supérieurs. Ce n'est pas vrai : ils sont en retard dans le domaine de l'électronique et ce qu'on appelle aujourd'hui l'informatique, parce que Staline avait décidé que ce qu'on appelait à l'époque la cybernétique était une science bourgeoise. Ils ont pris ainsi quinze ans de retard. Le système soviétique avait été détruit à l'époque de l'affaire Lyssenko. Vous vous souvenez du rôle joué par Thorez et par cet individu presque aussi immonde que les hommes de l'Inquisition, j'ai nommé Louis Aragon, qui ont démontré que Lyssenko avait raison. Pas un biologiste français, y compris des membres du PCF, pas un généticien français n'avait voulu se ridiculiser aux yeux du monde entier.

« *Le désarmement, une catastrophe pour l'emploi* » « *Plus de 51 millions de personnes sont directement ou indirectement employées dans les activités relevant de la défense.* »

Ces chiffres sont très sous-estimés, mais peu importe. Ce qui nous intéresse, c'est que ce sont des chiffres d'instituts américains dont les membres expliquent tous les jours à quel point Marx est périmé, n'a aucun intérêt au point de vue économique. C'est cela qui est intéressant ! Comme l'avait dit, je crois, Trotsky, à propos de Burnham : « *Si Burnham*

ne reconnaît pas la dialectique, la dialectique reconnaît Burnham », et la dialectique historique reconnaît ces gens même si, eux, ne la reconnaissent pas. Ce qu'illustrent les thèses les plus classiques généralement considérées comme les plus extrêmes, comme la paupérisation absolue. Sauf que cela n'a plus lieu, comme le prévoyait Marx, à l'échelle de l'Europe et des États-Unis, mais à l'échelle de la planète. Non à l'échelle d'un milliard d'hommes, mais de six ou sept en l'an 2000.

Le rôle de l'armement est parfaitement compris par ces gens. Mais ils ne peuvent pas y renoncer. Alors, ils font une montagne de « *la guerre des étoiles* » de Reagan qui serait une « *défense stratégique* ». C'est simplement pour éviter que la crise actuelle se transforme en un effondrement cent fois supérieur à celui de 1929 qu'il a fallu développer une nouvelle vague de course aux armements, et d'armements supplémentaires.

Cela dit, il ne faut jamais oublier, encore une fois, que les prévisions de Marx demeurent alternatives, que son analyse ne permet pas de tracer une courbe du capitalisme qui croiserait l'axe des x et viendrait s'annuler en certains points, à une date déterminée. Parce que ce sont les hommes qui font leur propre histoire.

L'histoire des hommes est faite par les hommes

Dès le début de son activité, alors qu'il se situait encore sur le terrain de l'athéisme et de la philosophie idéaliste, Marx explique en 1841 que ce qui, à ses yeux, fait la supériorité d'Épicure sur Démocrite, c'est l'existence chez Épicure de ce qu'il appelle un « *facteur énergétique* » en allemand, et que j'ai traduit en français par un « *élément moteur* ». Et c'est l'idée centrale. Pour lui, ce qui est décisif, c'est l'action. C'est pour cela qu'il y consacre sa vie. Pourquoi le faire, s'il avait prévu l'effondrement automatique du capitalisme et la construction, non moins automatique, du socialisme ? Il aurait pu avoir une existence plus agréable, ne pas être toute sa vie dans une

misère noire. C'est d'ailleurs un aspect de l'ironie de l'histoire de penser qu'une ligne de l'écriture de cet homme se vend facilement 500 dollars aujourd'hui, alors qu'il n'a cessé d'être dans cette misère sa vie durant, et qu'on retrouve sans cesse, récemment encore, des documents inconnus dispersés jusqu'à Pékin ou dans les archives d'un château de Westphalie...

S'il a mené une telle existence, c'est parce qu'il pensait que la doctrine qu'il a édifiée était indispensable à la classe ouvrière. Il n'avait pas d'illusions de ce point de vue ; il n'idéalisait pas les ouvriers. La plupart du temps, dans son combat, il fut minoritaire. Il n'a commencé à être connu de l'opinion publique mondiale qu'après la Commune de Paris, parce qu'il a hautement revendiqué la responsabilité du manifeste de l'Association internationale des travailleurs, que vous connaissez sous le nom de *La Guerre civile en France*, ouvrage consacré à la Commune. À ce moment-là, déjà de son vivant, il est devenu l'homme le plus haï de la bourgeoisie du monde entier. Mais on ne peut en rien y comparer l'influence qu'il a aujourd'hui, incomparablement plus grande encore qu'elle ne l'était quand il est mort. Il avait le plus profond mépris pour la popularité. Il a reçu, à l'époque de l'Internationale, d'innombrables adresses, le félicitant, le remerciant, etc. Il les jetait au panier sans même les lire. Le culte de la personnalité n'était pas son affaire, il était conscient de sa classe, c'est tout.

Et quand arriverait la révolution socialiste ? Il ne savait pas. Dans la dernière période de sa vie, il n'aurait certainement pas accepté de répondre à cette question : il n'en savait rien. L'histoire ne se fait pas au rythme du désir d'une vie humaine. En revanche, sa doctrine, sa théorie, qui prévoit la crise historique du capitalisme, comme c'est écrit dans *Le Manifeste communiste* en janvier ou février 1848 (la veille de la révolution qui le prendra vraiment par surprise), « *une classe qui n'est plus capable d'utiliser ses propres esclaves pour se faire nourrir, mais qui a été obligée au contraire de les nourrir, est une classe qui a échoué* ». Il s'est trompé complètement (et il l'a dit lui-même bien des fois) en pensant que 1848 marquerait la fin du capitalisme. Il y avait à

cette époque, de 1845 à 1848, une crise d'une ampleur exceptionnelle. C'était une notion nouvelle. Il était permis à Marx et à Engels de confondre cette crise avec la crise finale. Ils étaient pris par ce qui se passait. Les lois de tendance analysées par Marx ne se sont-elles pas vérifiées avec éclat ?

Je pourrais faire vingt ou cinquante citations là-dessus. Il n'en reste pas moins vrai que la doctrine de Marx est la seule selon laquelle l'histoire des hommes est faite par les hommes. Si ce sera le socialisme ou l'anéantissement, la question n'est pas réglée. Cela dépend de chacun de nous.

Trotsky a dit une fois que les plus grands moments historiques en France commençaient par une réunion de six personnes dans un bistrot. Nous sommes déjà nettement plus de six, et encore beaucoup plus à l'échelle nationale.

Le nez de Cléopâtre

À toutes les théories que j'ai citées tout à l'heure, par exemple celle de Bossuet selon laquelle l'histoire est faite par Dieu, je pourrais ajouter celle du « nez de Cléopâtre », signifiant qu'elle se fait au hasard, sans qu'on puisse rien prévoir : « *Si le nez de Cléopâtre avait été plus court, il n'aurait pas plu à Antoine César...* » Cela ne vaut pas mieux que les théories selon lesquelles, par exemple, ce sont les francs-maçons qui font l'histoire. C'est un peu passé de mode. Les jésuites ont fait l'histoire ? C'est également passé de mode parce que les papes actuels ne trouvent pas les jésuites assez réactionnaires et leur préfèrent une organisation (qui est ouvertement catholique, pour les milliardaires, menant le combat des milliardaires) qui s'appelle l'Opus Dei. Ignace de Loyola était un génie transcendant à côté du fondateur de l'Opus Dei. Nous avons là le pape le plus réactionnaire depuis le pape hitlérien Pie XII. Mais c'est une autre histoire... Il y a aussi la théorie selon laquelle ce sont les policiers, les espions, les services secrets, qui font l'histoire, la théorie « James Bond !... Elle est beaucoup plus répandue que vous ne pensez.

Tout cela est dénué de sens. « *Les révolutions sont les locomotives de l'histoire* »,

selon l'expression fameuse de Marx. Que serions-nous sans la grande Révolution française, par exemple ? Où serions-nous ? Nous ne serions certainement pas réunis ici, sur un terrain d'égalité où chacun peut dire ce qu'il veut. Le talon de l'Église et le talon des rois s'abattaient encore sur la société. En une seule année, en 1793 (exactement entre la formation du gouvernement révolutionnaire et le 9 Thermidor), la France a progressé plus que pendant les nombreux siècles précédents, et que d'ailleurs pendant les deux siècles suivants, mis à part la Commune de Paris et un certain nombre de grèves générales dont les conquêtes ont fait, d'un seul coup, progresser la classe ouvrière et acquérir les droits que réformistes et staliniens s'emploient aujourd'hui, de toutes leurs forces, à anéantir. Mais les travailleurs n'acceptent pas qu'ils soient anéantis !

Les facteurs économiques font l'histoire

Le marxisme vulgaire est une théorie selon laquelle les facteurs économiques font l'histoire. Les facteurs économiques, situés sans doute sur la Lune, tirent les ficelles des hommes, des classes, sur la Terre. Cela ne vaut pas mieux que de dire que Dieu fait l'histoire, et n'a pas plus de rapport avec la doctrine de Marx. Le crime de Marx est de dire que l'homme fait sa propre histoire, que l'élément décisif c'est le « *principe d'énergie* », le « *principe moteur* », l'action. L'action de la classe ouvrière unie, organisée, l'organisation de la classe ouvrière. C'est cela qui est décisif !

Je citerai quelqu'un avec qui je ne suis pas d'accord en général, puisqu'il était pour le socialisme dans un seul pays. Mais il a écrit quelque chose de très bien. C'est Gramsci :

« *L'histoire n'est pas un calcul mathématique. Elle ne comporte pas de système métrique décimal, de numérotation progressive, de quantités égales, rendant possibles les quatre opérations, les équations, les extractions de racines. La quantité, les structures économiques, y deviennent instruments d'action entre les mains des hommes. Ces hommes dont la valeur ne se*

ramène ni à leur poids, ni à leur taille, ni à l'énergie mécanique qu'ils peuvent développer à partir de leurs muscles et de leurs nerfs, et qui comptent sélectivement dans la mesure où ils sont esprits (je n'aurais pas employé ce mot, mais passons), dans la mesure où ils souffrent, comprennent, jouissent, acceptent ou refusent. »

Les conditions économiques sont les conditions dans lesquelles les hommes peuvent se battre, peuvent vaincre, ou ne peuvent pas vaincre. Cela n'est jamais réglé à l'avance. Les écrits de Marx sont un instrument dont je n'ai évidemment donné qu'une idée schématique. Dans ce livre, il y a un peu plus. Les œuvres complètes de Marx et d'Engels ne sont pas encore publiées. On ne cesse de découvrir des documents inconnus, quelquefois très importants. La raison d'être de la doctrine de Marx, c'est de devenir un instrument entre les mains des travailleurs, de ceux qui combattent pour la victoire des travailleurs, et d'abord par l'organisation. Ce qui donne toute la signification de l'organisation, ce soir, de cette réunion au Mans. Ce n'est pas une doctrine dogmatique et sacrée que Marx lui-même aurait exprimée, car il n'a cessé de la réviser, de l'approfondir, de la modifier.

Je pourrais par exemple citer sa théorie des syndicats, qui n'est certes pas la même au moment du *Manifeste communiste* et au moment de l'Association internationale des travailleurs. Il a compris le rôle et l'importance majeure des syndicats dans la lutte de la classe ouvrière pour son émancipation. Je ne peux m'étendre sur ce sujet.

L'hiver nucléaire

Je parlerai, si vous avez encore des doutes sur le fait que l'enjeu du combat soit le socialisme à l'échelle de la planète ou l'anéantissement de toute vie sur Terre, d'une chose qui s'appelle « *l'hiver nucléaire* ». On discute de « *l'hiver nucléaire* » dans les revues scientifiques de grande diffusion américaines et russes depuis maintenant trois ans. Quelques dizaines de scientifiques américains, puis soviétiques, australiens... On en discute dans des éditoriaux du *Wall Street Journal*, du *New York Time*... et tout à fait sérieusement (les Français ne veulent pas

savoir - Q. : Voici ce dont il s'agit : si les grandes puissances nucléaires, l'URSS et les États-Unis, employaient seulement un quart des explosifs nucléaires qu'ils ont entre les mains, c'est-à-dire environ 5 000 mégatonnes, il n'y aurait pas seulement d'énormes destructions par l'effet de choc, l'effet de souffle, par la radioactivité, dans l'hémisphère Nord, mais des incendies de taille gigantesque se déclencheraient dans la plupart des grandes villes et détruiraient toutes les forêts de l'hémisphère en un temps très court, quelques heures. Ensuite, la suie et la poussière produites par les explosions et les incendies provoqueraient la formation dans la haute, mais pas très haute, atmosphère (au-dessous de la stratosphère, vers 12 000 mètres), d'un nuage qui occulterait complètement le Soleil pour de nombreux mois. (Le malheur veut que la chaleur du Soleil nous arrive par la lumière visible, alors que la Terre, au contraire, rayonne en infrarouge.) Il en résulterait un abaissement brusque de la température, de l'ordre, par exemple, en une semaine, de 40° au-dessous de la température moyenne, qui tomberait ainsi à - 20° ou - 25° dans l'hémisphère Nord. Ce qui entraînerait la mort de tous les végétaux, soit glacés, soit privés de lumière, ainsi que la destruction du plancton de tous les océans ; ceux-ci ne gèleraient qu'au bout de nombreuses décennies. Mais on ne serait pas mieux sur les bords marins, où la différence de température entre les eaux restées au-dessus de 0° et le sol tombé à - 25° provoquerait des tempêtes d'une puissance inconnue jusqu'à ce jour sur notre planète. Si cela durait seulement de six mois à un an, la destruction des végétaux supérieurs entraînerait inévitablement celle des animaux supérieurs. Les nuages, d'autre part, s'étendraient, portés par les vents, à la planète entière en quelques semaines. Si bien que l'hémisphère Sud n'aurait qu'un court délai. Ce n'est pas la radioactivité qui tuerait le plus, mais le changement brutal de climat dont notre planète a connu quelques exemples, mais plus réduits, il y a des centaines de millions d'années. Ce qui a abouti chaque fois à la destruction de la plupart des espèces vivantes (celle des dinosaures, par exemple, quelle qu'en soit la cause).

Ce scénario a été présenté dans la revue hebdomadaire *Science*, autant que je me souviens en janvier 1983, signé de savants prestigieux. Cette revue ne publie pas n'importe quoi. Elle est probablement un des périodiques scientifiques les plus lus du monde entier, bien que d'un haut niveau (ce n'est pas comme nos revues de vulgarisation !). Une discussion s'est déroulée ensuite. Les scientifiques partisans à tout prix de la guerre nucléaire disant que ce n'était pas sûr, qu'il fallait reprendre le modèle et discuter... Cette discussion s'est étendue largement aux périodiques scientifiques américains et russes. La bureaucratie ne demandant pas mieux que d'être soulagée en partie du fardeau des armements nucléaires.

Le *Scientific American*, la revue de vulgarisation scientifique la plus importante du monde à l'exception de certaines revues russes, a publié un éditorial sur ce sujet dans son numéro d'août 1984. Des milliers de dollars ont été consacrés aux États-Unis à des recherches sur cette question. Ce qui montre l'importance qu'elle a eue là-bas grâce à la presse.

En France, il y a eu un article très réservé et succinct dans *Science et Vie*, et une lettre dans *Le Monde*. La presse française nous a occulté ce sujet. Elle parle des « nouveaux pauvres », de la nécessité de réduire les salaires réels... Je parle des feuilles de droite ! On nous parle de la Nouvelle-Guinée. « *L'hiver nucléaire* » est une très grande probabilité, même si le *Wall Street Journal* concluait dans son éditorial qu'après tout ce n'était pas prouvé, que certains savants disaient que ce n'était pas sérieux, alors que d'autres disaient : attention !

La signification de la lutte pour la construction du parti de classe

Derrière tout cela, il y a, en réalité, la décomposition du capitalisme et celle du régime bureaucratique. L'action de classe décidera, et c'est toute la signification de la lutte pour la construction du parti de classe et de l'Internationale de la classe. En ce sens, la doctrine de

Marx est actuelle, non pas seulement pas qu'elle est vraie : elle correspond effectivement aux tendances fondamentales du développement, notamment l'extension énorme du chômage, qui se fait beaucoup plus sensible actuellement qu'en 1848, au moment où a été écrit le *Manifeste communiste*. Par exemple, en ce qui concerne la paupérisation relative et absolue : un milliard d'êtres humains qui vont mourir de faim avant l'an 2000, ce n'est pas assez comme paupérisation absolue ? Tandis que M. Maire propose que les travailleurs français se serrent la ceinture de trois crans de plus pour donner 1 % de revenu national pour aider, non pas les populations affamées, mais les potentats qui maintiennent debout le régime global de l'impérialisme dans tel ou tel pays d'Afrique et qui voleront tout ce qui sera donné, tout ce qu'on importera. N'est-ce pas là la paupérisation absolue, comme l'explique telle ou telle page du livre premier du *Capital* ?

Les « moroses »

Je voudrais citer en dernier quelques textes récents.

L'Expansion, principal journal économique français, l'organe mensuel du patronat, vient de publier un numéro spécial daté d'octobre 1985 sur les perspectives qui s'ouvrent à la France, bien entendu, la France du capital ! Il consacre un certain nombre de lignes à expliquer à quel point toutes les idées anciennes sont périmées : d'ailleurs, voyez les socialistes, ils ont bien été obligés de retourner leur veste, ils ne pouvaient faire autrement, les malheureux ! Il y a notamment un article de Philippe Lefournier intitulé : « *Les glorieuses, les moroses et maintenant* ». Les « glorieuses », selon lui, pour la France, c'est la période qui va de 1950 à 1971 ou 1972. Les « moroses », c'est ce qui a suivi jusqu'à aujourd'hui, et puis la suite. Et il écrit : « *Quelle expérience ce fut de voir Jacques Delors qui, sous Chaban-Delmas, avait organisé la surindexation des salaires à EDF ou ailleurs, introduire la désindexation à partir de 1982.* »

Même Delors, dans certaines conditions historiques, était obligé de concéder des privilèges supplémentaires à une certaine aristocratie ouvrière. Dans les condi-

tions actuelles de la crise, il n'en faut plus. Tous les milliards doivent être pour les capitalistes, tout ce qu'on pourra arracher aux travailleurs sera bon !

« *Quant aux lois Auroux* (présentées par tous les catholico-socialistes de gauche, Maire et compagnie, comme des progrès sans précédent ; le penseur de *L'Expansion* n'est pas socialiste et a au moins la franchise de le dire !), *les patrons les plus dynamiques, chez BSN notamment, les utilisent pour mettre en œuvre des formes de gestion plus efficaces. La modernisation du système des relations sociales profite aux firmes. Un syndicalisme moderne, responsable, émerge. Même les "nouveaux critères de gestion" de la CGT admettent qu'il faut "produire et récolter du profit avant de répartir".* » On s'en serait douté, mais c'est bien de le voir écrit dans *L'Expansion*. Où est la crise, selon eux ? Pas dans le fait que les travailleurs soient trop pauvres et ne puissent pas acheter. Effectivement, d'ailleurs, Marx a démontré que les crises ne s'expliquaient pas par un pouvoir d'achat insuffisant, mais par des contradictions fondamentales à l'intérieur de la production capitaliste. L'auteur de l'article écrit que l'offre est « *insuffisante et non rentable* ». Autrement dit, le capitalisme, le capitalisme français, n'offre pas assez de marchandises sur le marché mondial et, s'il en offre, elles ne sont pas rentables, elles coûtent trop cher. C'est parfaitement juste. « *À l'origine de cette crise de l'offre, se trouve l'augmentation continue de la part des salaires. Tendances qui ont été renversées par le changement de politique des socialistes, mais qui ont duré dix ans, de 1973 à 1983.* » Les raisons de Giscard n'étaient pas les mêmes que celles de Mitterrand en ce sens que Giscard faisait des concessions aux travailleurs parce que le rapport de force ne lui paraissait pas permettre de réduire massivement leurs salaires, de désindexer, au contraire, on surindexait...

Baisser les salaires ! « *Décidément, le goulot d'étranglement, c'est le capital* » (citation de Joël Mounier, chef du service économique du Plan). « *Le facteur limitatif, c'est le capital.* » Comment faire ? Simple. Il faut continuer à changer le prix relatif du travail et du capital, dimi-

nuer les charges sociales qui pèsent sur les prix. Les TUC sont une bonne idée : « *Freiner les salaires.* » Le point de vue de la bourgeoisie est d'une clarté cristalline. La bourgeoisie a une conscience de classe parfaite. Le capitalisme ne tient plus, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, que grâce aux appuis des appareils stalinien et réformiste. Chaque épisode de la lutte des classes depuis 1945 montre Thorez volant au secours de De Gaulle et disant : « *Il faut rendre les armes des milices ouvrières patriotiques, une seule police* », à la fin de 1944, dans un discours prononcé à Ivry : « *Une seule police, la police républicaine ; une seule armée, l'armée républicaine. Un seul État, l'État républicain.* » J'allais oublier l'État. Marx avait une haine profonde de l'État. Il parlait de « *cette monstrueuse machine* ». Ce qui m'amène à citer celui que je considère comme le plus grand écrivain italien, Leonardo Sciascia, qui a écrit au journal *Le Monde*, le 31 mai 1985 : « *J'ai toujours eu une vision du pouvoir comme fait criminel. Le pouvoir de l'État, le pouvoir mafieux, le pouvoir ecclésiastique, tel qu'il s'est révélé à mes yeux à travers les livres quand j'ai commencé à connaître l'histoire de l'Inquisition.* »

Sciascia n'est pas marxiste, certes. Il a été au PC italien, et cela lui a suffi ! Mais on se souvient de son livre sur l'affaire Moro qui démontrait tous les rouages et montrait comment Moro avait été littéralement assassiné par la coalition de la démocratie-chrétienne et des staliniens, bien que ce soit en fait par les « Brigades rouges », instrument manipulé.

Le moteur de l'expansion relative du capitalisme : l'armement !

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, pendant vingt et quelques années (cela commence-t-il en 1945, ou 1947 ? Mais cela se termine avec le discours de Nixon supprimant la convertibilité du dollar en or, en août 1971), il y a eu extension, non pas des forces productives au sens des forces productives de l'humanité au service des besoins humains (c'est

le sens que leur donne Marx), mais extension de l'accumulation du capital, de l'accumulation des richesses et de l'accumulation de la puissance. Le moteur de cette phase d'expansion relative du capitalisme, non du progrès des forces productives, ce moteur, c'était l'armement. Jamais dans l'histoire on n'avait vu la place des armements dans la production nationale des principaux pays du monde dépasser 0,5 %, 0,25 %, sauf pendant la Première Guerre mondiale. Aussitôt après cette guerre, la part a été réduite jusqu'à zéro. Ce qui a entraîné la première grande crise de 1921. Depuis 1942, la part du produit national consacrée aux armements, ou à la liquidation de la guerre précédente (c'est-à-dire, par exemple, aux pensions versées aux anciens combattants, appelés « vétérans » dans le jargon français) ou à la préparation de la suivante, n'est jamais descendue en dessous de 10 %. Les chiffres officiels sont en dessous de la réalité, parce qu'une part importante des dépenses de l'État américain est en fait consacrée aux armements de manière indirecte ou dissimulée, comme les subventions distribuées à certaines universités, etc., pour la recherche militaire. Jamais cette part n'est descendue en dessous de 10 %, alors qu'elle avait été précédemment toujours en dessous de 1 %. Et ces messieurs prétendent analyser la période qu'a connue l'économie capitaliste mondiale entre 1950 et 1970 en taisant cette réalité fondamentale, à savoir que le moteur de l'économie capitaliste, ce sont, aujourd'hui, les armements. Ce qui corrobore, là encore, ce qu'avaient dit Marx et Engels en 1856 à propos de la tendance à la transformation des forces productives en forces de destruction. Les plus grands prodiges de la science sont au service des militaires, et seulement secondairement, et quelquefois de façon tout à fait partielle, sous le nom de « retombées », au service des besoins des hommes ordinaires, des travailleurs.

La tendance à la baisse du taux de profit

Puis, à partir de 1971, pour toute une série de raisons historiques, la force d'impulsion que donnaient à l'économie les armements s'est révélée insuffisante. À

partir de ce moment-là, a commencé la crise sous toutes sortes de formes. L'impérialisme américain parvenait à avoir relativement moins de chômeurs que l'Europe. Relativement, 7 % de la population active, ce n'est quand même pas mal ! On n'avait jamais vu cela. Au moment de la crise de 1929, il n'y en avait jamais eu autant. Les capitalistes américains parvenaient à réduire à 7 %, d'une seule façon, par leur politique monétaire. Un déficit gigantesque et toujours croissant, en dépit des bavardages de Reagan, de ses promesses quant au budget fédéral des États-Unis, dépassera largement deux fois le produit national.

À la dernière réunion du Fonds monétaire international, le FMI, les représentants des États-Unis exigent que les banques privées prêtent de nouveau de l'argent, alors qu'elles sont proches de la faillite du fait du non-remboursement des dettes de pays comme le Mexique, le Brésil, l'Argentine ou l'Égypte, pris à la gorge avec 2 milliards et demi de dette à rembourser dans la prochaine période. Ce qui explique des événements récents et leurs développements...

Depuis 1971, cela ne suffit plus. Jusque-là, étant donné la puissance relative de la classe ouvrière, pendant cette période de croissance du capital accumulé, il était possible de faire certaines concessions aux travailleurs des pays avancés, aux dépens d'ailleurs (la paupérisation absolue) de centaines de millions et de milliards d'hommes dans les pays arriérés. Les appareils pouvaient au moins s'appuyer sur une aristocratie ouvrière nombreuse. Maintenant, ce n'est plus possible. Il faut aux capitalistes des milliards et encore des milliards ! Les milliardaires manqueraient-ils de milliards ? Non, c'est autre chose. La tendance à la baisse du taux de profit a pour effet qu'il est moins rentable, pour ceux qui possèdent des milliards de dollars, de les investir dans la production, dans les usines. Sauf dans certains pays arriérés, où les travailleurs sont surexploités. Mais il est beaucoup plus rentable de les utiliser pour spéculer sur la monnaie, sur le marché mondial. C'est plus de 1 000 milliards de dollars qui, aujourd'hui, sont flottants et se précipitent contre telle monnaie pour en changer le

cours. La monnaie étant l'étalon des prix, l'étalon de toute l'économie, une monnaie en caoutchouc, un dollar en caoutchouc, ça ne peut pas bien fonctionner. Essayez donc de faire de la physique avec un mètre en caoutchouc ! Aujourd'hui, ce ne sont pas les milliards qui manquent. Il faut les rendre de nouveau avantageux, comme le voudraient *L'Expansion* et la bourgeoisie, investir dans la production. Ce qui veut dire, en ce moment, faire baisser les salaires, supprimer les droits acquis...

Ainsi se déroule toute la politique de la bourgeoisie, soutenue par l'ensemble des appareils syndicaux et politiques. Cette politique, c'est donner moins aux travailleurs et plus aux capitalistes. Des milliards, d'innombrables milliards, qui

leur ont été donnés, à nos dépens, par Mitterrand, depuis 1982. Comme le dit un autre article du même numéro de *L'Expansion* : « *Il faudrait au moins que le capital rapporte 4 % de plus que les taux d'intérêt.* » Il faudrait donc que les profits soient supérieurs au moins de 4 % au taux d'intérêt, lequel est élevé parce que cela avantage l'impérialisme américain.

Il faut vous emparer des idées de Marx, de ses œuvres, pour construire le Parti des travailleurs et le parti mondial de la révolution. Tel est le premier et dernier mot de l'alternative : le socialisme à l'échelle mondiale ou l'anéantissement de l'humanité. ■

**Les intertitres sont de la rédaction
des CMO.**



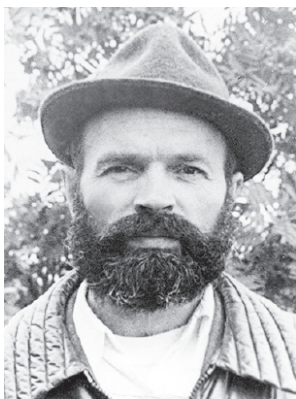
Il y a cinquante ans
1968, l'invasion de
la Tchécoslovaquie
par les chars du
pacte de Varsovie



Qui est Anatoli Martchenko ?

Anatoli Martchenko naît en janvier 1938 à Barabinsk, une petite ville de Sibérie. Son père était conducteur adjoint de chemin de fer, sa mère femme de ménage à la garde de Barabinsk. « *Tous deux, écrit-il dans son livre *Mon témoignage*, étaient totalement illettrés* ». Après huit ans passés à l'école, il s'embauche comme travailleur de chantier, devient chef d'équipe, puis part travailler à la centrale hydro-électrique du Karaganda. Dans le bourg où est situé le foyer communautaire vivent des Tchetchènes exilés en 1944 par Staline « *profondément aigris*, écrit Martchenko, *depuis qu'on les avait chassés de leur terre natale* » (1) et avec qui les bagarres, fréquentes, se terminent parfois au couteau. Lors d'une de ces bagarres, Martchenko est arrêté, condamné et envoyé dans un camp, d'où il tente de fuir en octobre 1960. Il est arrêté à quarante mètres de la frontière et condamné à six ans de camp pour « *trahison de la patrie* ». Malgré l'envie de se suicider qui le ronge parfois, il fait son éducation politique grâce à la bibliothèque du camp, mais indigné par l'existence au camp et la brutalité du régime policier, il déclenche une grève de la faim, la première d'une longue suite des grèves de la faim qui le mèneront à la mort en décembre 1986. Il prend en même temps la décision de témoigner de la réalité concentrationnaire dès qu'il sera libéré.

Libéré au début de 1967, il se lance dans la rédaction d'un livre sur les camps de l'époque Khrouchtchev puis Brejnev,



Anatoli Martchenko
(1938-1986). D.R.

intitulé *Mon témoignage*, diffusé en samizdat puis publié en France en 1970. Le 22 juillet 1968, il rédige la lettre publiée ci-dessous. Le KGB l'arrête une semaine plus tard, le 29 juillet 1968 puis le 21 août. Le jour même de l'invasion de la Tchécoslovaquie, le tribunal le condamne à un an de camp pour infraction (prétendue) au régime des passeports. Au camp, il mène, la vie dure à l'administration. Aussi,

à la veille de sa libération, le 20 août 1969, un tribunal le condamne à deux ans de déportation supplémentaire pour cette attitude. C'est le début d'une série de condamnations à la déportation, entrecoupées de brèves périodes de liberté. Au cours de l'une d'entre elles, il épouse Larissa Bogoraz, l'une des sept manifestants du 25 août 1968 sur la place Rouge contre l'invasion de la Tchécoslovaquie. Protestataire permanent, il multiplie les grèves de la faim au cours de ses onze années de déportation et finit par mourir à la suite de la dernière en décembre 1986.

Mon témoignage est l'un des ouvrages les plus remarquables sur la vie dans les camps d'après-Staline, en même temps qu'un témoignage sur l'éveil d'un ouvrier déporté à la pensée politique, dont la lettre ci-dessous illustre toute la portée, jugée trop dangereuse par le KGB pour qu'il puisse laisser en paix cet homme, pourtant alors isolé. ■

Jean-Jacques Marie

(1) Anatoli Martchenko, *Mon témoignage*, p. 20.

Extraits de *Mon témoignage*,

écrit en 1968 par Anatoli Martchenko

Lettre d'Anatoli Martchenko aux journaux *Rude Pravo*, *Literarni Listy*, *Prace*. Copie à *L'Humanité*, à *L'Unita*, au *Morning Star* et à la BBC.



La couverture du livre « *Mon témoignage* » d'Anatoli Martchenko. (*Le Seuil* 1970). D.R.

Lors de la session du Soviet suprême qui vient de s'achever, tous les députés ont évoqué un problème : les événements de Tchécoslovaquie. Ils ont voté à l'unanimité la décision de soutenir le comité central du PCUS (Parti communiste de l'Union soviétique) sur ce problème : ils ont, avec la même unanimité, approuvé l'appel des cinq par-

tis communistes (dit de Varsovie) lancé au comité central du PC tchèque. Ils ont approuvé et soutenu dans son ensemble la politique du parti et du gouvernement sur ce problème.

Si des membres du Parti communiste approuvent cette politique en la considérant comme un modèle de véritable politique marxiste-léniniste dans les rapports entre partis frères, c'est leur affaire de communistes, cela concerne leur conscience de membres du parti.

Mais lors de la session du Soviet suprême, ce sont des députés exprimant l'opinion des électeurs – c'est-à-dire de la population qui, dans son écrasante majorité, et moi y compris, n'appartient pas au Parti communiste – qui ont, à l'unanimité, approuvé cette politique.

Le numéro des *Izvestia* qui rend compte des délibérations du Soviet suprême n'avait pas encore pu arriver

entre les mains de toute la population que les numéros suivants engageaient déjà une campagne de soutien aux résolutions adoptées par le Soviet suprême au nom de « l'ensemble » de la population, de « l'ensemble » des travailleurs.

J'ai, sur ce point, mon opinion personnelle et je tiens à profiter du droit garanti par la Constitution pour l'exprimer.

Je suis avec attention (dans la mesure où cela est possible dans notre pays) les événements de Tchécoslovaquie et je ne puis observer avec tranquillité et indifférence les réactions que ces événements suscitent dans la presse chez nous. Depuis un an et demi, les journaux de chez nous tentent d'intoxiquer l'opinion publique soviétique et l'opinion publique mondiale sur l'attitude de notre pays à l'égard de l'évolution actuelle de la Tchécoslovaquie. Ils présentent la position adoptée par la direction du PCUS comme la position – unanime ! – de l'ensemble de la population. Brejnev n'a eu qu'à se donner la peine de coller sur l'évolution de la Tchécoslovaquie les étiquettes « *menées de l'impérialisme* », « *danger menaçant le socialisme* », « *offensive des éléments antisocialistes* », etc., pour que toute la presse reprenne en chœur ces épithètes, bien qu'aujourd'hui tout comme il y a six mois notre peuple ignore absolument tout de la situation réelle en Tchécoslovaquie. Les lettres de travailleurs aux journaux et les résolutions adoptées par les meetings de masse se contentent de reprendre les formules toutes faites transmises « du sommet » et n'expriment pas la moindre opinion indépendante, fondée sur la connaissance des faits concrets. Des voix dociles répètent en écho à la direction du parti : « *La lutte décidée pour sauve-*

garder le régime socialiste en Tchécoslovaquie n'est pas la tâche des seuls communistes tchécoslovaques, c'est notre tâche à tous. » « *Je soutiens les résolutions du plenum affirmant la nécessité de combattre pour la cause du socialisme en Tchécoslovaquie.* » (Les *Izvestia*, n° 168), etc.

Les auteurs de ces lettres et de ces déclarations ne se sont certainement jamais demandé pour quelle raison c'est un plenum du comité central du PC de l'Union soviétique qui adopte des résolutions sur la lutte pour le socialisme en Tchécoslovaquie. Ils n'ont sans doute pas pensé que notre appel aux « forces saines » de Tchécoslovaquie peut bien n'être qu'un appel aux éléments hostiles au gouvernement et un encouragement à une agression armée contre un gouvernement légal ; ils n'ont sans doute pas compris que le mots « *c'est notre tâche* » peuvent signifier, pour le moins, une pression politique sur un pays souverain, et, au pire, une éventuelle intervention de nos troupes en République socialiste de Tchécoslovaquie. Il est fort probable aussi que les auteurs de ces lettres n'ont pas pensé, en approuvant la politique du comité central du PCUS, que cette dernière présente une ressemblance frappante – par exemple – avec la politique, cent fois dénoncée dans notre presse, des États-Unis vis-à-vis de la République dominicaine.

L'examen des articles publiés dans les journaux tchécoslovaques, les informations diffusées par les radios occidentales tout comme les rares faits cités par les journaux de chez nous, m'amènent à penser que l'évolution de la Tchécoslovaquie marque un authentique progrès vers le développement d'une société saine : lutte d'idées et d'opinions, liberté de critique, tentative de réaliser dans la pratique les idéaux proclamés du socialisme qui n'ont jusqu'à ce jour existé partout que sous forme de mots d'ordre et de perspectives dessinées dans un lointain futur. C'est pourquoi la *Lettre de Varsovie* des cinq partis communistes et les résolutions du comité central du PCUS, qui ont bénéficié du soutien unanime de nos journaux, n'ont suscité en moi que l'indignation et la honte.

Étant donné l'insistance avec laquelle nous avons répété que tout peuple doit lui-même décider de son propre sort,

pourquoi donc précisément le sort des Tchèques et des Slovaques devrait-il se décider non point à Prague, mais à Varsovie et à Moscou ? Qu'est-ce qui permet donc à Brejnev et à Ulbricht de croire qu'ils peuvent mieux apprécier la situation qui règne en Tchécoslovaquie que Dubcek et que les Tchèques et les Slovaques eux-mêmes ?

Je ne crois ni aux mythiques complots impérialistes contre la République socialiste tchécoslovaque ni à « *l'offensive des forces intérieures de la réaction* ». Je ne pense d'ailleurs pas que les inventeurs de ces mythes y croient eux-mêmes. Ils ont fabriqué ces formules accusatrices par simple ronron ou pour obscurcir les cerveaux.

Nos dirigeants sont-ils réellement inquiets devant ce qui se passe en Tchécoslovaquie ? À mon sens, ils ne sont pas seulement inquiets, ils sont épouvantés, et cela non point parce que l'évolution de la Tchécoslovaquie est menaçante pour le développement du socialisme ou pour la sécurité des nations du pacte de Varsovie, mais parce qu'elle risque de saper l'autorité des dirigeants de ces pays et de jeter le discrédit sur les principes et les méthodes mêmes de gouvernement qui règnent aujourd'hui dans le camp socialiste.

On peut se demander ce qui pourrait bien être plus horrible et plus effroyable que le communisme chinois. Nos journaux dénoncent chaque jour la sanglante terreur qui ravage la Chine, la ruine de son économie, les erreurs théoriques du Parti communiste chinois, etc. Les dirigeants chinois renvoient la balle. Il ne peut plus du tout être question de coopération entre ces deux grands peuples qui étaient encore frères il y a peu de temps. Et pourtant, aucune conférence ni aucun plenum du comité central du PCUS n'a adopté une résolution sur la nécessité de défendre la cause du socialisme en Chine ; aucune discussion ne s'est engagée sur la responsabilité des partis frères vis-à-vis de leurs propres peuples ou vis-à-vis des peuples de Chine, baignant dans le sang depuis plusieurs années. À coup sûr, le Parti communiste chinois n'a pas abandonné les rênes du gouvernement. Mais qu'en résulte-t-il ? Les résultats obtenus par ce gouvernement sont-ils meilleurs que les

perspectives ouvertes par un développement libre et démocratique en République socialiste de Tchécoslovaquie ? L'hostilité ouverte du Parti communiste chinois à l'égard de notre pays est-elle préférable à d'amicales relations avec l'actuel gouvernement tchécoslovaque ?

Nos dirigeants ne rappellent pourtant pas à la direction du PC chinois que nous avons libéré la Chine du militarisme japonais et ne s'appuient pas sur cette vérité pour prétendre au rôle de défenseur du peuple chinois contre la réaction intérieure. Nous ne faisons pas appel aux « forces saines » et « aux véritables communistes » en Chine en leur promettant « que les communistes et tous les soviétiques rempliront leur devoir international en apportant sous toutes ses formes, leur aide et leur soutien à ces forces » (discours de N. V. Podgorny à la troisième session du Soviet suprême de la RSFSR, prononcé le 19 juillet 1968, in *Izvestia* n° 168).

Et pourtant, nos frères chinois que l'on est en train de liquider physiquement ont certainement un beaucoup plus grand besoin de cette aide que les « véritables communistes » de Tchécoslovaquie, qui ne jouissent pas seulement de la sécurité et de la liberté, mais aussi de la même liberté de parole que tous les autres citoyens. À l'égard de la Chine, nos dirigeants ont une position d'observateurs tranquilles et il n'y a eu aucune initiative conjointe – semblable à celle que le secrétaire du comité du parti, Prokopenko, le brigadier Akhmatseev et le licencié-ès-sciences Antossenko ont prises vis-à-vis de la Tchécoslovaquie (in *Izvestia* n° 168) – pour proposer « toute l'aide possible » au peuple chinois. Est-il vraiment possible que la terreur sanglante déchaînée par le comité central du Parti communiste chinois contre son peuple éveille moins notre responsabilité collective que le développement fondamentalement pacifique de la démocratie en Tchécoslovaquie ? Comment peut-on donc expliquer des réactions aussi contradictoires ?

À mon sens, la première explication est que nous n'osons pas nous adresser à la Chine à partir d'une position de force, alors que, par la force de l'habitude, nous nous permettons de nous adresser à la Tchécoslovaquie sur un ton dominateur.

Fait non moins important : malgré l'hostilité de la Chine à l'égard du PCUS, sa politique intérieure, loin de saper la position du comité central du PCUS dans notre pays, la renforce : « En Chine, il y a des exécutions publiques ; chez nous, il n'y en a pas », s'exclame notre presse avec jubilation (cf. « La réponse à un lecteur » de Tchakovski dans *Literatournaia Gazeta*). Comparé à celui qui règne en Chine, notre régime actuel n'est pas un régime de terreur, mais un régime de restriction, presque libéral, presque aussi libéral que celui du XIX^e siècle ! Mais si la Tchécoslovaquie parvenait effectivement à organiser chez elle un socialisme démocratique, il n'y aurait plus alors de justification à l'absence de libertés démocratiques dans notre pays, et alors, sait-on jamais, les ouvriers, les paysans, les intellectuels de chez nous risqueraient d'exiger la liberté de parole dans la réalité et non plus seulement sur le papier.

Voilà ce que veut dire la *Lettre de Varsovie* avec son « nous ne pouvons admettre », et cela n'a rien à voir avec une menace mythique contre le socialisme en Tchécoslovaquie.

Nos dirigeants ont exprimé leur inquiétude à l'égard des « communistes authentiques », soi-disant calomniés et soumis à une « terreur morale » par les antisocialistes tchèques qui se seraient emparés de l'appareil de propagande (on pourrait croire qu'un coup de main armé leur a permis de s'emparer du téléphone, du télégraphe et du central radio à Prague). Ils oublient tout simplement que ces communistes ont eu la possibilité de réfuter eux-mêmes publiquement ces calomnies. Il est certain que les justifications proférées par exemple par le D^r Urvalek, par l'ancien président de la Cour suprême de la République socialiste de Tchécoslovaquie, ne paraissent pas bien convaincantes. Mais quel rapport cela a-t-il avec les agissements des antisocialistes ? Il a dit tout ce qu'il voulait et tout ce qu'il pouvait dire.

On peut comprendre aisément pourquoi nos dirigeants volent au secours des Urvalek, des Novotny et de leurs semblables : donner aux dirigeants du parti et du gouvernement une responsabilité personnelle devant le peuple, voilà qui constituerait un précédent dangereux et

contagieux. Pensez un peu : si nos propres dirigeants se voyaient soudain appeler un jour à rendre des comptes à propos de ces actes que l'on a pudiquement qualifiés d'« *erreurs* » ou d'« *excès* », ou que l'on a englobés sous l'euphémisme encore plus aimable et plus obscur de « *difficultés résolues de notre passé héroïque* », ces expressions recouvrant la liquidation de millions d'hommes injustement condamnés et assassinés, les tortures dans les cachots du KGB, la dénonciation de peuples entiers comme « *ennemis du peuple* », l'effondrement de l'agriculture du pays et autres bagatelles du même ordre ?

Les Tchèques et les Slovaques demandent aujourd'hui des comptes à Urvalek et à Novotny, mais demain tous les citoyens de notre peuple pourraient bien demander à Brejnev d'expliquer ce qu'il a fait... avant 1953. Et la réponse à cette question écarterait pour un temps Brejnev du poste qu'il occupe.

Dans leur *Lettre de Varsovie*, les cinq partis proposent au PC tchécoslovaque d'utiliser tous les moyens connus dans l'arsenal des États socialistes pour combattre les « *forces antisocialistes* ». Il est fort regrettable que les partis frères n'aient pas utilisé une formulation plus précise et n'aient pas défini concrètement les moyens qu'ils proposent : Kolyma ? Norilsk ? Gardes rouges ? Procès publics ? Camps de concentration et prisons politiques ? Ou tout simplement la censure traditionnelle et les formes de répression extra-judiciaires, comme le licenciement ?

Et devant la situation qui s'est développée, nous nous offensons encore de ce que la Tchécoslovaquie ait réclamé le retrait des troupes soviétiques de son territoire ! En fait, après nos déclarations et nos résolutions, la présence de nos unités militaires sur le sol de la République socialiste de Tchécoslovaquie ne peut plus apparaître comme celle de troupes alliées, mais comme une menace à l'égard de la souveraineté d'un pays.

J'aimerais, dans cette lettre, exprimer mon opinion personnelle sur ces événements, car cette opinion diffère du soutien « unanime » apporté aux résolutions du plenum du comité central du PCUS. La campagne de presse engagée depuis

quelques semaines a suscité en moi l'appréhension qu'elle ne serve à frayer la voie à l'intervention militaire au premier prétexte venu ou artificiellement créé.

Je voudrais rappeler aux auteurs de lettres et aux participants aux meetings et divers rassemblements de soutien à la politique du comité central que les prétendus « *erreurs* » et « *excès* » dans l'histoire de notre pays, se sont accomplis au milieu des « *applaudissements enthousiastes et tempétueux se transformant en ovation* », au milieu des cris d'approbation unanimes de nos citoyens hautement conscients. La servilité était, en effet, la vertu civique la plus appréciée.

Je voudrais aussi rappeler des événements historiques plus anciens : comment la valeureuse armée russe, après avoir libéré les peuples de l'Europe de Napoléon, écrasa dans le sang, aussi valeureusement, le soulèvement polonais. Davidov, le héros russe de la guerre de 1812, était plus fier de ses exploits accomplis lors de la répression contre les patriotes polonais que de ses hauts faits de la guerre nationale.

J'ai honte pour mon pays, qui assume une fois de plus le rôle infâme de gendarme de l'Europe.

J'aurais honte aussi pour mon peuple si je croyais qu'il soutient vraiment, dans son unanimité, la politique du comité central du PCUS et du gouvernement vis-à-vis de la Tchécoslovaquie. Mais je suis certain que ce n'est nullement le cas et que ma lettre n'est pas la seule : seulement, chez nous, on ne publie pas ce genre de lettres. Là encore, l'unanimité de nos citoyens est créée artificiellement en violant la liberté de parole qui s'épanouit aujourd'hui en Tchécoslovaquie.

Mais si j'étais le seul de mon avis, je n'y renoncerais pas, car c'est ma conscience qui me le dicte. Or, à mes yeux, la conscience est un guide plus sûr que la ligne sans cesse changeante du comité central du PCUS et que les résolutions adoptées par différentes réunions en fonction de cette ligne générale et de ses fluctuations.

Je vous prie de bien vouloir accepter l'expression de mon admiration et de ma sympathie pour le processus de démocratisation en marche dans votre pays. ■

22 juillet 1968



3 septembre 1938

**La IV^e Internationale
était proclamée**



Première page de *la Vérité* numéros 12 et 13 de septembre-octobre 1938, rendant compte de la conférence de fondation de la IV^e Internationale. D.R.

La Conférence de proclamation de la IV^e Internationale

Jean-Jacques Marie

Après avoir lancé l'Opposition de gauche au sein du Parti bolchevique en voie de bureaucratisation en octobre 1923, Trotsky, au lendemain de sa défaite puis de son expulsion d'URSS en janvier 1929, organise de son lieu d'exil à Prinkipo l'Opposition de gauche sur le plan international. Le sort de la révolution russe est en effet plus que jamais étroitement lié au développement de la révolution ailleurs dans le monde et d'abord en Allemagne, cœur industriel et prolétarien de l'Europe.

Or, en Allemagne, sous le choc de la crise financière mondiale déclenchée en octobre 1929, le nazisme, jusqu'alors marginal, se développe en exploitant le désespoir d'une petite bourgeoisie allemande ruinée et de millions d'ouvriers réduits au chômage et à la misère.

Sur ordre du Kremlin et de Staline en particulier, le PC allemand présente la social-démocratie – et non le nazisme – comme l'ennemi principal. Trotsky oppose à cette politique désastreuse une bataille pour le front unique du KPD (PC) et du SPD, que les staliniens dénoncent comme une proposition... fasciste. Lorsque le 29 janvier 1933 le président Hindenburg – pour lequel les sociaux-démocrates avaient appelé à voter... pour faire barrage à Hitler ! – appelle ce dernier au pouvoir, la classe ouvrière allemande, paralysée par la division forcenée entre le PC et le SPD, ne peut empêcher la victoire des nazis.

Une « pré-conférence » de l'Opposition rassemble au début de février 1933

des délégués de groupes de onze pays, qui adoptent une plate-forme rédigée par Trotsky. Elle prône l'indépendance du parti ouvrier « *en tout temps et dans toutes les conditions* », « *la nécessité d'une vaste politique de front unique* », « *le caractère international, c'est-à-dire permanent, de la révolution prolétarienne* » et donc « *le refus de la théorie du socialisme dans un seul pays* ». Le 1^{er} avril, le comité exécutif de l'Internationale communiste approuve, à l'unanimité et sans débat préalable, la ligne désastreuse appliquée en Allemagne, sans qu'aucun de ses partis n'en demande la discussion. Trotsky, en juillet 1933, affirme alors nécessaire de passer de l'opposition interne dans les partis communistes à la construction de nouveaux partis communistes et d'une nouvelle Internationale.

Le noyau réuni autour de Trotsky va multiplier les initiatives en ce sens, d'abord en réunissant à Paris, en août 1933, une conférence internationale de quatorze organisations socialistes de gauche ou communistes oppositionnelles d'Europe, pour discuter d'un regroupement international en dehors des deux Internationales faillies. Quatre de ces organisations déclarent nécessaire de construire une nouvelle Internationale, dont Trotsky affirme alors qu'il faut non la proclamer immédiatement, ainsi que de nouveaux partis, « *mais les préparer* ». Telle est la tâche attribuée aux « bolcheviks-léninistes ».

Le Kremlin, soucieux d'une alliance militaire avec les démocraties bourgeoises

face à Hitler, prendra la défense de ces dernières. Ainsi, le Parti communiste en France empêchera la grève générale de renverser l'État bourgeois, fera reprendre le travail aux grévistes et qualifiera de « *trotskyistes* » ceux qui s'obstinent.

Les partis sociaux-démocrates, confrontés au problème de leur survie face à la montée du fascisme, à sa victoire en Allemagne et en Autriche, après l'Italie dès 1923, se radicalisent et recrutent des milliers d'ouvriers et de jeunes, avec lesquels il faut, souligne Trotsky, trouver le contact en entrant dans les partis sociaux-démocrates de masse. Cette proposition va susciter une vive opposition de courants gauchistes qui y voient une capitulation devant la social-démocratie et elle ne sera mise en œuvre en France qu'au prix d'une crise.

En URSS, après l'assassinat, le 1^{er} décembre 1934, du premier secrétaire du Parti communiste de Leningrad Serge Kirov, Staline déchaîne la Grande Terreur. Celle-ci vise à terroriser le parti communiste de l'URSS lui-même et à extirper toute forme d'opposition, bientôt dénoncée comme un détachement d'avant-garde du fascisme, afin d'interdire toute discussion entre les ouvriers communistes et les « *trotskyistes* ». Les procès de Moscou d'août 1936, janvier 1937 et mars 1938 déchaînent contre les trotskyistes une campagne de diffamation mondiale hystérique et meurtrière.

Les 29, 30 et 31 juillet 1936, au lendemain de la grève générale de juin 1936, que les appareils du PC et de la SFIO, réunis dans le Front populaire avec le parti impérialiste radical-socialiste, ont réussi à contenir dans les cadres de l'État bourgeois, se tient à Paris une conférence, dite de Genève, dont la majorité diffère la proclamation de la IV^e Internationale, que Trotsky, alors réfugié en Norvège, réclamait.

La conférence de proclamation de la IV^e Internationale est enfin prévue pour l'été 1938, huit mois après la création du Socialist Workers Party (SWP) aux États-Unis. Staline fait auparavant massacrer les centaines de trotskyistes déportés dans les camps de Vorkouta et de Kolyma, fait assassiner en février 1938 Léon Sédov, le fils aîné de Trotsky, cheville ouvrière

de la préparation du prochain congrès de l'Internationale, puis, en juin 1938, fait décapiter Rudolf Klement, chargé de sa préparation, et fabriquer une fausse lettre de rupture de lui avec Trotsky, qualifié évidemment de « *fasciste* ».



Léon Sedov, fils de Trotsky, l'un des organisateurs de la conférence de fondation de la IV^e Internationale. Staline a réussi à introduire auprès de lui un agent de la Guépéou, Marc Zborowski (alias Étienne), qui est responsable de sa mort. D.R.

de la conférence, ainsi préparée sous la pression permanente de la police politique stalinienne, au courant de tout puisque le délégué de la section soviétique n'est autre qu'un de ses agents, Étienne, celui-là même qui a organisé l'assassinat de Léon Sédov, se tient dans la précipitation, en une seule journée, le 3 septembre 1938, dans une ferme de Périgny (« la grange », appartenant à Alfred Rosmer), en banlieue parisienne.



Zborowski dit Étienne. Agent de la Guépéou infiltré auprès de Léon Sédov. D.R.



Rudolf Klement, retrouvé décapité, assassiné sur ordre de Staline. D.R.



Ignace Reiss, agent de la Guépéou, avait décidé de rejoindre la IV^e Internationale. Staline l'a fait assassiner. D.R.

Pour des raisons de sécurité, cette conférence de Périgny fut appelée « conférence de Lausanne ».

Elle rassemble, en l'absence de Trotsky, réfugié au Mexique, vingt-deux délégués de onze pays (URSS, France, Allemagne, Pologne, Italie, Grèce, Belgique, Brésil, États-Unis, Hollande, Grande-Bretagne), plus deux observateurs autrichiens. Les deux délégués polonais, conseillés par Isaac Deutscher, qui n'a pas fait le déplacement mais s'en vante dans sa biographie de Trotsky, et le Français, Yvan Craipeau, déposent un

amendement, repoussé par 19 voix contre 3, qui affirme prématurée la proclamation de la IV^e Internationale tant qu'elle ne peut reposer sur un parti de masse. La conférence la proclame et, à la veille des cataclysmes sociaux et politiques que prépare la guerre mondiale imminente, adopte son programme, dit de transition, intitulé *L'agonie du capitalisme et les tâches de la Quatrième Internationale*, sous-titré : « *La mobilisation des masses autour des revendications transitoires comme préparation à la prise du pouvoir* ». ■

Pour éclairer cet événement crucial, nous publions ci-dessous :

- 1) Un extrait du procès-verbal de la conférence (les PV en anglais et français qui se complètent l'un l'autre) tiré des *Cahiers Léon Trotsky* numéro 1.
- 2) Un extrait du Programme de transition consacré à la révolution dans les pays colonisés, à lire en relation avec l'article de Pierre Brocheux publié dans ce numéro.
- 3) La présentation des vingt-deux délégués.
- 4) Un extrait de l'article de Trotsky publié dans la revue *Quatrième Internationale* de septembre-octobre 1938.
- 5) Un extrait de la discussion entre le militant trotskyste C.L.R. James et Léon Trotsky, tiré du numéro 21 des Œuvres, sur la situation internationale et les perspectives pour le mouvement trotskyste en 1938-1939.

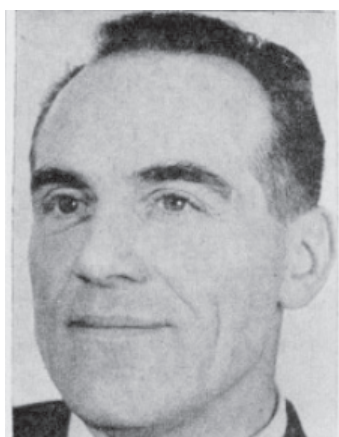
Quelques délégués à la conférence de fondation de la IV^e internationale le 3 septembre 1938



C.L.R. James (1901-1989)
Royaume-Uni. D.R.



David Rousset (1912-1997)
France. D.R.



Yvan Craipeau (1911-2001)
France. D.R.



Max Schachtman (1904-1972)
États-Unis. D.R.



James P. Cannon (1890-1974)
États-Unis. D.R.



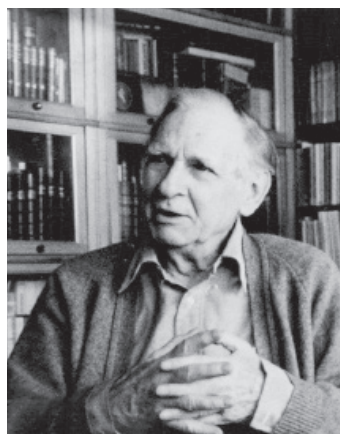
Pietro Tresso (1893-1943)
Italie. D.R.



Léon Lesoil (1892-1942)
Belgique. D.R.



Michel Raptis, dit Pablo
(1911-1996) - Grèce. D.R.



Pierre Naville (1904-1993)
France. D.R.



Marcel Hic (1915-1944)
France. D.R.

Extraits de la revue *IV^e Internationale*, n° 12-13, septembre-octobre 1938

(...) La trahison a sa logique. La Troisième Internationale, après la Deuxième, est définitivement morte en tant qu'Internationale. Elle n'est plus capable de manifester quelque initiative que ce soit dans le domaine de la politique mondiale du prolétariat. Le fait n'est assurément pas fortuit qu'après quinze années de démoralisation progressive le Komintern ait dévoilé sa putréfaction interne définitive au moment de l'approche de la guerre mondiale, c'est-à-dire précisément lorsque le prolétariat a plus besoin que jamais de sa cohésion révolutionnaire internationale.

L'histoire a amoncelé devant la Quatrième Internationale de monstrueux obstacles. La tradition morte se dresse contre la révolution vivante. Après un siècle et demi, le rayonnement de la Grande Révolution française sert toujours à la bourgeoisie et à son agence petite-bourgeoise – la Deuxième Internationale – pour fléchir et paralyser la volonté révolutionnaire du prolétariat. La Troisième Internationale exploite maintenant avec le même but les traditions incomparablement plus fraîches et plus puissantes de la révolution d'Octobre. Le souvenir du premier soulèvement victorieux du prolétariat contre la démocratie bourgeoise sert dans les mains des usurpateurs à sauver la démocratie bourgeoise du soulèvement du prolétariat.

Vu l'approche de la nouvelle guerre impérialiste, les organisations social-pa-

triotiques ont réuni leurs forces à celles de l'aile gauche de la bourgeoisie, sous le nom de Front populaire, lequel ne représente rien d'autre qu'une tentative de la bourgeoisie agonisante de se subordonner à nouveau le prolétariat, comme se l'était subordonné la bourgeoisie révolutionnaire à l'aube du capitalisme. Ce qui fut autrefois un phénomène historique progressif apparaît maintenant devant nous comme une ignoble farce réactionnaire. Mais si les « Fronts populaires » sont impuissants à contenir même l'offensive militaire du fascisme – l'exemple de l'Espagne est plein d'une importance symbolique – ils sont malgré tout assez puissants pour semer des illusions dans les rangs des travailleurs, paralyser et dissoudre leur volonté de combat et par là même créer les plus grandes difficultés dans la voie de la Quatrième Internationale.

La classe ouvrière, surtout en Europe, se trouve toujours dans une situation de retraite ou, au meilleur des cas, d'attente. Les défaites sont encore trop fraîches, et leur série ne s'est pas encore épuisée. Elles ont pris la forme la plus aigüe en Espagne. C'est dans ces conditions que se développe la Quatrième Internationale. Qu'y a-t-il d'étonnant à ce que sa croissance aille plus lentement que nous le voudrions ? Les dilettantes, les charlatans ou les imbéciles, qui ne sont pas capables de pénétrer dans la dialectique des flux et des reflux historiques, ont tenté plus d'une fois de rendre leur verdict : « *Les idées des bolcheviks-léninistes sont, peut-être, justes, mais ils sont incapables d'édifier*

une organisation de masse. » Comme si une organisation de masse pouvait s'édifier dans n'importe quelles conditions ! Comme si un programme révolutionnaire n'obligeait pas dans une époque de réaction à rester en minorité et à nager contre le courant ! Ne vaut rien le révolutionnaire qui mesure les rythmes de son époque sur sa propre impatience. Jamais encore la voie du mouvement révolutionnaire mondial n'a été encombrée par de si monstrueux obstacles qu'actuellement, à la veille d'une nouvelle époque de formidables secousses révolutionnaires. Une appréciation marxiste exacte de la situation impose la conclusion que malgré tout nous avons remporté dans les dernières années des succès inappréciables.

L'« Opposition de gauche » russe est apparue il y a quinze ans. Le véritable travail sur l'arène internationale ne compte pas encore dix ans. La préhistoire de la Quatrième Internationale se divise naturellement en trois étapes. Durant la première, l'« Opposition de gauche » comptait encore sur la possibilité d'une régénération du Komintern et se considérait comme sa fraction marxiste. L'ignoble capitulation du Komintern en Allemagne, tacitement acceptée par toutes ses sections, posa ouvertement la question de la nécessité d'édifier la Quatrième Internationale. Cependant, nos organisations aux faibles effectifs nées par sélection individuelle dans le processus de la critique théorique, presque en dehors du mouvement ouvrier réel, ne se trouvaient pas encore préparées à agir indépendamment. La deuxième période se caractérise par des efforts pour trouver pour ces groupes de propagande isolés un milieu politique réel, fût-ce au

prix d'un renoncement temporaire à l'indépendance formelle. L'entrée dans les partis socialistes a d'un coup accru nos rangs, quoiqu'elle ait malgré tout donné du point de vue quantitatif moins que l'on pouvait attendre. Mais cette entrée a signifié une étape extrêmement importante dans l'éducation politique de nos sections qui, pour la première fois, se sont mesurées et ont vérifié leurs idées face à face avec les réalités de la lutte politique et ses exigences. Le résultat de l'expérience faite a été que nos cadres ont grandi de toute une tête. Ce n'est pas non plus une conquête de peu d'importance que se soient séparés de nous les sectaires qui ont coutume de se joindre à tout mouvement nouveau pour le discréditer et le paralyser dans la mesure de leurs forces.

Les étapes du développement de nos sections ne peuvent pas, bien entendu, coïncider chronologiquement. Mais on peut malgré tout considérer comme la fin de la deuxième période la création du Parti socialiste ouvrier américain. Dès maintenant, la Quatrième Internationale est placée en face des tâches d'un mouvement de masse. Le reflet de ce tournant considérable, c'est le programme de l'époque de transition, dont l'importance est de donner, non pas un plan théorique *a priori*, mais de tirer le bilan de l'expérience déjà accumulée des sections nationales et d'ouvrir sur la base de cette expérience une plus large perspective internationale.

L'adoption de ce programme, préparée et assurée par une longue discussion préalable, plus exactement par toute une série de discussions, représente notre conquête capitale (...). ■

Léon Trotsky

Conférence de fondation de la IV^e Internationale

Extraits du numéro 1 des Cahiers Léon Trotsky (janvier 1979)

Procès verbal en français Procès verbal en anglais

Déclaration du camarade CR :

« La minorité du POI constate que la conférence du mouvement pour la IV^e Internationale se tient sans qu'ait eu lieu une discussion internationale dans les différents pays, et qu'il ait pu seulement se développer une discussion nationale dans quelques pays comme la France et les États-Unis. La résolution issue de la conférence ne correspond pas à l'élaboration de toute l'organisation internationale. Nous sommes persuadés que les événements obligeront avant peu l'Internationale à réexaminer la question et à réviser ses positions. »

Plusieurs propositions de la délégation anglaise pour la commission de rédaction sont transmises.

Statuts

Le camarade V. rapporte au nom de la commission préparatoire. Un projet de statuts a été élaboré. L'article premier implique ce que l'on appelle la « proclamation » de l'Internationale. Il serait plus juste de dire son organisation définie, et sa discussion stricte. C'est donc le point essentiel sur lequel doit porter la discussion actuelle. Cette discussion s'est déjà poursuivie amplement, en particulier dans la commission polonaise, avec la participation des délégations allemande, polonaise, anglaise, américaine, française, sud-américaine, grecque. Il convient de rappeler

III - Statutes of the Fourth International

Naville : Owing to the murder of Klement, and the pressure of work, a definite text for the new statutes had not yet been drawn up. There was, however, a rough draft of statutes which could be discussed seriatim~ the final text to be established by the new bureau in accordance with the decisions of the congress. The first statute contained the definite proclamation of the Fourth International. The name was « *World Party of the Socialist Revolution* » (*Fourth International*).

que le règlement adopté à la conférence de juillet 1936 parle « *des organisations associées à l'échelle internationale au mouvement pour la IV^e Internationale* ». C'est cela qu'il faut modifier, dans le sens proposé par le programme de transition. Voici le texte proposé : « *Tous les militants prolétariens et révolutionnaires du monde qui acceptent et appliquent les principes et le programme de la IV^e Internationale se réunissent en une seule organisation mondiale, sous une direction centralisée internationale, et une même discipline. Cette organisation a le nom de... et est régie par les présents statuts.* »

Ka. : On ne peut aborder la question de la IV^e Internationale en dehors de la situation du mouvement ouvrier. Le mouvement ouvrier passe par une période de désagrégation et de dépression. Dans les pays fascistes, dans les pays démocratiques, la pression stalinienne fait reculer les ouvriers. Nous sommes la partie la plus avancée de la classe ouvrière. On ne peut décider la IV^e Internationale que si les ouvriers surmontent la dépression. La I^{re} Internationale s'est construite lorsque les ouvriers se sont remis de la défaite de 1848, la II^e lorsque le mouvement s'est rétabli après la défaite de la Commune, et la III^e s'est créée après la victoire de la révolution russe et avec un grand nombre de partis communistes déjà formés. Bien qu'en 1919 la gauche zimmerwaldienne était plus forte que nous aujourd'hui, les spartakistes étaient contre la proclamation de la III^e. Nous n'avons pas d'organisations nombreuses. Les organisations n'ont pas d'influence de masse, surtout dans les syndicats. La I^{re} Internationale a créé un mouvement de masse qui faisait la terreur de la bourgeoisie. La II^e a mis en mouvement des masses immenses. La III^e a conduit des mouvements révolutionnaires de masse. Mais la situation a changé. Les ouvriers subissent une répression énorme. Nous n'avons pas de direction sur les masses. En proclamant la IV^e sans être sûrs de la réponse des ouvriers, nous compromettons l'idée de la IV^e.

L'avenir de l'humanité entière dépend de la IV^e. On ne peut créer une fiction, mais une véritable Internationale. Malgré la répression, la crise du capitalisme pose

Karl : On behalf of the Polish section as a whole, opposed the proclamation of the Fourth International at this time. The other Internationals had been created during periods of revolutionary upsurge. Marx, for example, did not attempt to create the First International in 1848, although he had already recognized the need for it, because of the reaction immediately following the 1848 revolutions. Again, after the defeat of the Commune, Marx dissolved the International, but proclaimed the need for a second which, however, was not actually created till fifteen years later during a period of upsurge. There was also a lapse of several years between the Zimmerwald and Kienthal conferences and the definite constitution of the Third International after the Russian revolution. Even at that time, Lenin did not want to proclaim the Third International unless the Spartakusbund would join. Today, there was a period of intense reaction and depression – circumstance wholly unfavorable for the proclamation of the Fourth. Moreover, the forces constituting the Fourth were disproportionately small in relation to its tasks. The creation of the other Internationals constituted a definite and visible threat to the bourgeoisie, and inspired terror. This would not be the case with the Fourth for no significant section of the workers would respond to our manifesto. It was therefore necessary to wait for a favorable moment and not to be premature. Trotsky had said : « *The Second and Third Internationals are dead ; it is necessary to organize the Fourth !* » It was true that the Second and Third were dead,

la question de la révolution prolétarienne. C'est le prolétariat qui créera la IV^e Internationale. Il faut éclairer les ouvriers et préparer le mouvement. Si nous restons un groupement de propagande, les ouvriers n'ont pas de grandes exigences envers nous, mais si nous sommes une Internationale, les ouvriers exigeront une direction, et nous ne pourrons les conduire. Ils seront déçus. La I^{ère} Internationale s'est appuyée sur les forces du prolétariat français et anglais. La II^e sur les forces du prolétariat allemand. La III^e sur les forces russes, balkaniques, polonaises, allemandes. Aussi longtemps que la IV^e n'aura pas quelques partis de masse, elle ne pourra être proclamée. C'est pourquoi nous sommes en désaccord avec le point 1 des statuts.

V. : Les arguments de Ka. résument l'ensemble des objections qui nous ont été opposées au cours de la discussion. Ils sont historiques, non politiques. Au lieu de tirer argument des analogies dans la succession des Internationales, il faut voir les situations concrètes, la situation originale dans chaque cas. La I^{ère} est née du néant, le prolétariat s'affirma comme classe internationale : c'est tout. Elle ne dirigea aucune lutte, fut mêlée aux mouvements petits-bourgeois. La II^e fut liée à des appareils d'État, n'avait pas de concurrente, ne se considérait d'ailleurs pas officiellement continuateur de la première. La III^e n'a pas pu liquider la II^e. Elle aussi est devenue un appendice étatique. Elle subsiste côte à côte avec la II^e. Voilà la situation de fait. C'est une situation unique, qu'il faut analyser comme telle. Il faut sortir de l'imprécision. Nous nous sommes définis à l'échelle nationale, nous avons des partis, des sections, des ligues, etc. Le passage dans la social-démocratie était épisodique. Nous voulons aussi être définis à l'échelle internationale. Nous devons avoir une organisation délimitée et non un champ de manœuvres pour tous les courants confus. Seront membres ceux qui accepteront le programme, les statuts, les décisions. Ce n'est pas l'Internationale « définitive ». Aucune n'est définitive. Nous ne proclamons pas l'Internationale victorieuse. Nous voulons une figure nette, pour préparer de meilleures conditions de lutte. Les Internationales ne sont pas des cadres

but in spite of this they were still mass organizations ; the Fourth was in no sense a mass organization, and it would be folly to proclaim it until it was.

Naville : the historical analogies put forward by Karl were all false. There was no analogy whatever between the Fourth and the other Internationals as regards the appropriate moments for their proclamation. The present was a unique political situation which fully justified the creation of the Fourth. The real question was not whether to proclaim the Fourth, but whether the existing national sections really needed a definite international organization. The answer to this question was that in fact it was absolutely necessary for the national sections to have a clearly delimited international organization whatever size it might be. It was essential to put an end to the present indeterminate situation and to have a definite program, a definite international leadership, and definite national sections.

figés. Ce sont des organisations de lutte. Leur forme correspond à leur mission dans un stade donné. La nôtre, dans la situation mondiale actuelle, consiste à faire cesser certaines équivoques, et à faciliter ainsi le rassemblement autour de nous.

St. : Nous sommes déjà, comme « mouvement », une organisation définie. Proclamer une Internationale, c'est modifier un état de fait. Or cet état de fait n'existe pas. Il faut qu'un renversement se produise au sein des masses pour que nous ne disposions pas seulement d'idées, mais d'un levier puissant.

Tr. : Les analogies historiques sont fausses, non valables. Zimmerwald était plus fort que nous, mais l'aile gauche était très restreinte, politiquement assez confuse. Lénine a posé la question de constituer la III^e dans une période de réaction. Il ne l'a pas fait, espérant amener d'autres groupes, ce qui était notre position en 1936. Au premier congrès de l'IC, il n'y avait pas de PC de masse, sauf le russe. C'étaient avant tout des émigrés à Moscou. Les spartakistes étaient contre : avaient-ils raison ?

Leb. : Il faut d'abord organiser. La lutte d'envergure viendra avec le mouvement des masses. Si les masses exigeaient de nous des décisions de suite, étant donné notre nom, tant mieux, cela voudrait dire qu'elles sont prêtes à marcher avec nous...

Bl. puis **La.** soulignent que le travail dans la III^e Internationale n'est, en général, plus possible. La IV^e est dans l'esprit des ouvriers avancés. Il faut avancer ou reculer.

Stephen : supporting the Polish proposal, said that it was perfectly possible to have a definite program – we had just adopted the Transitional Program – a clearly defined leadership, and national sections without going to the length of formally proclaiming the Fourth. Such indeed had been our position since 1936, and there was no reason why it should not continue until we had gained in strength and the opportunity was more favorable. The proclamation of an International was a gesture, and in the present circumstances such a gesture would lose its significance.

Shachtman : the historical analogies brought forward were both irrelevant and false. The First and Second Internationals were created in conditions wholly unlike those in the contemporary world. As for the Third, Lenin posed the question long before the Russian Revolution ; he did not bring the proposal up at Zimmerwald because he hoped to win over various vacillating and centrist groups. It was the same considerations which prevented us from proclaiming the Fourth in 1936 : it was still hoped to gain the centrist organizations. Since 1936 however, all the centrist organizations have either disintegrated or evolved away from us. The path is thus clear for the proclamation of the Fourth, and it is necessary to constitute it definitely.

Lebrun : Karl's arguments were absolutely false and menshevik.

Busson : in the face of the complete defeat which threatened the European proletariat it was doubly necessary to have a clearly defined revolutionary International which was the only hope...

Ka. conteste qu'il n'y ait pas eu de parti de masse au premier congrès de l'IC. On ne construit pas une organisation internationale pour se délimiter, mais pour mener des actions de masse. La création de la IV^e est plus difficile que les précédentes.

Votes :

La délégation polonaise propose l'amendement suivant : « *L'organisation internationale bolchevique-léniniste surgit de grands événements : des plus grandes défaites du prolétariat dans l'histoire. La cause de ces défaites, c'est la dégénérescence et la trahison de la vieille direction. La III^e Internationale, aussi bien que la II^e sont mortes pour la révolution. Vive la IV^e Internationale ! Les bolcheviks-léninistes ne forment pas en ce moment la IV^e Internationale ; cependant ils proclament la nécessité de la créer. Nous formerons la IV^e Internationale quand les conditions objectives de sa création deviendront mûres, c'est-à-dire avant tout quand nous deviendrons un mouvement de masses, au moins dans certains pays avancés.* »

Pour : 3 voix ; contre : 19.

Article 1 du projet de statuts :

Pour : 19 ; contre : 3.

Boitel agreed that it was politically necessary to proclaim the Fourth ; it had not been proclaimed in 1936 because it was still possible to work within the Social Democracy. That, however, was no longer possible, the organizational arguments our weakness, etc. - were of more weight, but even these disadvantages could be overcome...

James : agreed that it was necessary to proclaim the Fourth, but protested against the reasons given by Shachtman why it was not been proclaimed in 1936. Whatever considerations might have weighed at that time, the thought of winning the centrists by not proclaiming the Fourth was not among them.

Karl : besides the general political considerations, the extreme smallness of our sections should dissuade us from proclaiming the Fourth. At the first congress of the Comintern, there were already large parties in Poland, Austria, Bulgaria, etc. We had nothing to correspond. The conditions now were far more difficult and disadvantageous than when any of the other three Internationals were proclaimed...

Vote on the Proclamation of the Fourth International (First Statute)

For : 19 ; against : 3 (Karl, Stephen and Craipeau with reservations not indicated).

Les différents articles des statuts sont ensuite examinés et discutés un à un. Chaque point est adopté successivement.

Sur l'ensemble intervient le vote suivant : unanimité moins 3 abstentions.

La délégation polonaise déclare qu'après avoir défendu jusqu'au bout la position qu'elle considère comme juste, et qui a été élaborée avec le comité central polonais, elle reste entièrement disciplinée à la nouvelle organisation avec laquelle elle collabore de façon étroite.

Élection du comité exécutif international :

La discussion s'engage sur la composition et le fonctionnement du CEI.

En conclusion, 15 membres sont désignés pour constituer le CEI.

Naville proposed to read the remaining statutes. There was discussion only on the tenth, which established that the International Bureau should all be members of the International Executive Committee. It was finally agreed : that three of the bureau's members should be members of the ECFI, the remaining two not necessarily being so.

Vote on the Statutes as a whole :

For : 19 ; abstentions : 3 (Karl, Stephen and Craipeau).

Declaration by the Polish delegation
Although the Polish section as a whole was firmly convinced that the proclamation of the Fourth International at this juncture was a grave political mistake, nevertheless the Polish section, having been defeated on this point at the World Congress undertakes to abide loyally by the discipline of the Fourth International and to carry out to the best of its ability the decisions of the World Congress.

Election of the Executive Committee of the Fourth International.

The discussion on this question began while the present secretary was out of room.

Etienne : in the suggested partition of places on the EC, no place is given to the Russian section. The Russian section, however, ought to have a representative on the EC.

Busson : only one place on the EC is reserved for the Greek section. In view of the fusion of the two Greek groups and the still recent bitterness between them ? there should be either two representatives on the EC, one from each of the former groups, or else none.

Gould : The Youth International should appoint an additional member to the EC who should have a vote.

Cannon : for the same reasons given by Busson with regard to the Greek section, the English section should also have two members on the EC.

Naville : the EC is becoming overpopulated ; proposed that two places be given to the English section and none to the Greek.

Busson : himself, however, to be one of the non-EC members of the bureau.

Shachtman : if two of the three places allowed to the American section were to be filled by Cannon and himself, the third place should be left to be filled by the Political Committee of the American section.

James : protested against this suggestion as a derogation of the powers of the World Congress ; the congress should mandate Cannon and Shachtman themselves to appoint the third American member. James' proposal defeated 7 to 5.

Clart : in the unanimous opinion of the International Secretariat, it was absolutely essential that Shachtman should remain in Europe to take an active part in the work of the EC and the bureau. The French section considered Shachtman's presence an ultimate condition for continuing to have the seat of the International at Paris. Otherwise the French section would demand the transference of the International to New York. The World Congress must take a formal decision on this subject. Nominations took place and the suggested.

Executive Committee was as follows:

France : Clart, Naville, Boitel.

America : Cannon, Shachtman. Third to be appointed by PC.

Belgium : Lesoil, Dauge.

England : James, Harber.

Italy : Julian.

Poland :Karl.

Latin America : Lebrun.

Indochina : Ta Tu Thau

Russia : Trotsky (as secret member).

Youth International : to be appointed at Youth Conference.

Vote on Executive Committee :

unanimous.

Vote that Shachtman remain permanently in Europe :

unanimous.

Identité des délégués cités ou étant intervenus

Désignation ou pseudonyme (PV anglais)	Désignation ou autre pseudonyme (PV français)	Identité	Autres pseudonymes principaux
Boitel	Bl (Boitel)	Joannes Bardin (né en 1909)	
Busson	Bu. (Busson)	Georges Vitsoris (1899-1954)	Grégoire
Cannon		James P. Cannon (1890-1974)	
Clart	Cl (Clart)	Jean Rous (1908-1985)	
Craipeau	Cr (Craipeau)	Yvan Craipeau (né en 1911)	
Etienne	Et (Etienne)	Mordka Zborowski (1908-1990)	Marc
Fischer	Fr (Fischer)	Otto Schüssler (1905-1982)	
Gould	G. Gould	Nathan Gould (né en 1913)	
Hic		Marcel Hic (1915-1944)	
James	Ja (James)	Cyril L. R. James (né en 1901)	J. R. Johnson
Johre	J. Johre	Josef Weber (1901-1959)	
Julian	Ju (Julien)	Pietro Tresso (1893-1943 ou 1944)	Blasco
Karl	K (Karl)	Herschl Stockfisz (1893-1968)	Herschl Mendel Victor
Lebrun	Leb (Lebrun)	Mario Pedrosa (1905-1982)	
Lesoil	LI (Lesoil)	Léon Lesoil	Arthur
Naville	V. (Vilain)	Pierre Naville	
Rousset	Rt (Rousset)	David Rousset (né en 1912)	
Schachtman	Tr (Trent)	Max Schachtman (1904-1972)	
Speros	Sp (Speros)	Michel Raptis (né en 1911)	Pablo
Stephen	St (Stéphane)	Stefan Lamed (né en 1914)	Etienne
Sumner		Hilary Sumner- Boyd (1911-1976)	

Léon Trotsky
en 1938. D.R.

Quatre-vingtième anniversaire de la fondation de la Quatrième Internationale

Extrait « Les pays arriérés et le programme de revendications transitoires »

Les pays coloniaux et semi-coloniaux sont, par leur nature même, des pays arriérés. Mais ces pays arriérés vivent dans les conditions de la domination mondiale de l'impérialisme. C'est pourquoi leur développement a un caractère combiné : il réunit en lui les formes économiques les plus primitives et le dernier mot de la technique et de la civilisation capitalistes. C'est ce qui détermine la politique du prolétariat des pays arriérés : il est contraint de combiner la lutte pour les tâches les plus élémentaires de l'indépendance nationale et de la démocratie bourgeoise avec la lutte socialiste contre l'impérialisme mondial. Les revendications de la démocratie, les revendications transitoires et les tâches de la révolution socialiste ne sont pas séparées dans la lutte par des époques historiques, mais découlent immédiate-

ment les unes des autres. Ayant à peine commencé à édifier des syndicats, le prolétariat chinois se trouvait déjà contraint de penser aux soviets. C'est dans ce sens que le présent programme est pleinement applicable aux pays coloniaux et semi-coloniaux, au moins à ceux où le prolétariat est déjà capable d'avoir une politique indépendante.

Les problèmes centraux des pays coloniaux et semi-coloniaux sont : la RÉVOLUTION AGRAIRE, c'est-à-dire la liquidation de l'héritage féodal, et l'INDÉPENDANCE NATIONALE, c'est-à-dire le renversement du joug de l'impérialisme. Ces deux tâches sont étroitement liées l'une à l'autre. Il est impossible de rejeter purement et simplement le programme démocratique : il faut que les masses elles-mêmes dépassent ce programme dans la lutte. Le mot d'ordre de l'ASSEMBLÉE

NATIONALE (ou Constituante) conserve toute sa valeur dans des pays comme la Chine ou l'Inde. Il faut lier indissolublement ce mot d'ordre aux tâches de l'émancipation nationale et de la réforme agraire. Il faut, avant tout, armer les ouvriers de ce programme démocratique. Eux seuls peuvent soulever et rassembler les paysans. Sur la base du programme démocratique révolutionnaire, il faut opposer les ouvriers à la bourgeoisie « nationale ». À une certaine étape de la mobilisation des masses sous les mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire, les soviets peuvent et doivent surgir. Leur rôle historique dans chaque période donnée, en particulier leur rapport avec l'Assemblée nationale, est déterminé par le niveau politique du prolétariat, par la liaison entre celui-ci et la classe paysanne, par le caractère de la politique du parti prolétarien. Tôt ou tard, les soviets doivent renverser la démocratie bourgeoise. Eux seuls sont capables de mener la révolution démocratique jusqu'au bout et d'ouvrir ainsi l'ère de la révolution socialiste.

Le poids spécifique des diverses revendications démocratiques et transitoires dans la lutte du prolétariat, leur liaison réciproque, leur ordre de succession sont déterminés par les particularités et les conditions propres de chaque pays arriéré, pour une part, considérable par le degré de son retard. Cependant, la direction générale du développement révolutionnaire peut être déterminée par la formule de la RÉVOLUTION PERMANENTE dans le sens qui a été définitivement donné à cette formule par trois révolutions en Russie (1905, Février 1917, Octobre 1917).

L'Internationale « communiste » (IC) a donné aux pays arriérés l'exemple classique de la manière dont on peut causer

la ruine d'une révolution pleine de forces et de promesses. Lors de l'impétueuse montée du mouvement des masses en Chine en 1925-1927, l'IC ne lança pas le mot d'ordre d'Assemblée nationale et, en même temps, interdit la formation de soviets. Le parti bourgeois du Kuomintang devait, selon le plan de Staline, « remplacer » à la fois l'Assemblée nationale et les soviets. Après l'écrasement des masses par le Kuomintang, l'IC organisa, à Canton, une caricature de soviets. Après l'effondrement inévitable de l'insurrection de Canton, l'IC entre dans la voie de la guerre de partisans et des soviets paysans, avec une complète passivité du prolétariat industriel. Conduite dans cette voie à une impasse, l'IC profita de la guerre sino-japonaise pour liquider d'un trait de plume la « Chine soviétique » en subordonnant non seulement « l'Armée rouge » paysanne mais aussi le parti dit communiste au Kuomintang lui-même, c'est-à-dire à la bourgeoisie.

Après avoir trahi la révolution prolétarienne internationale au nom de l'amitié avec des esclavagistes démocratiques, le Komintern ne pouvait manquer de trahir également la lutte émancipatrice des peuples coloniaux, avec d'ailleurs un cynisme encore plus grand que ne l'avait fait avant lui la II^e Internationale. La politique des Fronts populaires et de « défense nationale » a comme une de ses tâches de faire avec les centaines de millions d'hommes de la population coloniale de la chair à canon pour l'impérialisme « démocratique ».

Le drapeau de la lutte émancipatrice des peuples coloniaux et semi-coloniaux, c'est-à-dire de plus de la moitié de l'humanité, passe définitivement aux mains de la IV^e Internationale. ■

En avril 1939, le militant trotskyste anglais d'origine antillaise (la Trinidad) C.L.R. James rend visite à Léon Trotsky sur son lieu d'exil au Mexique, à Coyoacan. Il avait auparavant participé à la conférence de fondation de la IV^e Internationale, puis était venu aux États-Unis, à l'invitation du dirigeant de la section américaine, James P. Cannon, s'occuper du travail parmi les Noirs américains.

Extraits des Œuvres de Léon Trotsky, tome 21, pp. 50 à 55.

James.- Vous ne rejetez donc pas toute la responsabilité sur le Parti communiste ?

Trotsky.- Il constitue un facteur important dans l'élaboration de la mentalité des masses, et on peut dire, en effet, que la dégénérescence du Parti communiste a été un facteur très actif.

En 1914, les bolcheviks dominaient complètement le mouvement ouvrier. Les statistiques les plus sérieuses démontrent qu'à la veille de la guerre les bolcheviks ne représentaient pas moins des trois quarts de l'avant-garde ouvrière. Pourtant, avec le début de la révolution de février, les éléments les plus arriérés, les paysans, les soldats, et même d'anciens ouvriers bolcheviques ont été attirés dans ce courant Front populaire. Le Parti bolchevique fut réduit à l'isolement et très affaibli. Le courant général était à un bas niveau politique, mais il était puissant et il aboutit finalement à la révolution d'Octobre. Il s'agit d'une question de rythme. En France, venant après toutes ces défaites, le Front populaire a attiré des éléments qui avaient des sympathies pour nous sur le plan des idées, mais qui étaient engagés dans le mouvement des masses, et nous avons été encore plus isolés qu'auparavant, du moins pendant quelque temps.

Il faut tenir compte de tous ces éléments. Je peux même affirmer que nombre de nos dirigeants – attention, pas tous ! – surtout dans les sections les plus anciennes, se verront rejetés hors du mouvement de masse révolutionnaire lors du nouveau tournant et que de nouveaux dirigeants, une direction fraîche, apparaîtront dans le courant révolutionnaire.

En France, la régénération de notre groupe a commencé avec l'entrée dans

le Parti socialiste (1). Cette politique ne fut pas clairement comprise par tous ; elle nous permit pourtant de gagner de nouveaux militants. Malheureusement, ces recrues étaient habituées à un milieu large et, après la scission, elles se sont un peu découragées. Au fond, elles n'étaient pas suffisamment trempées, elles n'ont pas su s'accrocher et elles ont été reprises par le courant Front populaire. C'est regrettable, mais explicable.

En Espagne, ces mêmes raisons ont joué un rôle identique, avec en plus ce déplorable facteur qu'a constitué le comportement du groupe de Nin (2). C'est lui qui représentait en Espagne l'Opposition de gauche russe, et, au cours de la première année, nous n'avons pas tenté de mobiliser et d'organiser nos forces de

(1) La fraction trotskyste était entrée en 1934 dans la SFIO, en août-septembre, constituant le « GBL » (Groupe bolchevique-léniniste de la SFIO). Ses premières recrues avaient été les dirigeants des Jeunesses de l'Entente de la Seine.

(2) Andrés Nin Pérez (1892-1937) avait été secrétaire national de la CNT, puis secrétaire, à Moscou, de l'Internationale syndicale rouge. Membre de l'Opposition de gauche et de sa commission internationale, il avait été exclu du parti en 1928 et expulsé d'URSS en 1930. Revenu en Espagne, il avait tergiversé, envisageant de militer dans les rangs de l'organisation de Maurin et n'apparaissant pas en leader de l'Opposition de gauche comme l'aurait souhaité Trotsky. Devenu le dirigeant de la Izquierda comunista en 1932, il avait eu de multiples conflits avec Trotsky et leur correspondance (larges extraits dans *La Révolution espagnole*) s'était interrompue en 1933. Nin avait participé ensuite à la fondation du POUM dont il avait été secrétaire national à partir de juillet 1936. Il avait été « conseiller » (ministre) de la Généralité de Catalogne. Arrêté en juin 1937, livré au GPU ou enlevé par lui, il avait été torturé et assassiné.

façon indépendante. Nous espérions pouvoir gagner Nin à une conception correcte, etc. En public, l'Opposition de gauche le soutenait. Dans une correspondance privée, nous avons essayé de le convaincre, de le pousser, mais nous n'avons pas réussi. Nous avons perdu du temps. Falloit-il le faire ? C'est difficile à dire. Si nous avions eu en Espagne un camarade expérimenté, nous aurions eu une situation bien plus favorable, mais nous n'en avions pas un seul. Nous avons placé nos espoirs en Nin, et sa politique a consisté en une série de manœuvres personnelles destinées à esquiver ses propres responsabilités. Il jouait avec la révolution. Il était sincère, mais sa mentalité était celle d'un menchevik. C'était là un handicap effroyable, et qu'il était difficile de ne surmonter qu'au moyen de formules correctes mais falsifiées dès le départ par ceux-là même qui nous représentaient dans la première période, les Nin. N'oubliez pas que nous avons perdu la première révolution, celle de 1905... Avant 1905, nous avions une tradition de grand courage et d'esprit de sacrifice, des forces. Après, nous étions réduits à l'état de misérable minorité, de trente à quarante hommes peut-être. Puis il y eut la guerre...

James.- Combien le Parti bolchevique comptait-il de militants ?

Trotsky.- En 1910, dans tout le pays, quelques dizaines. Il y en avait pas mal en Sibérie. Mais en fait ils n'étaient pas organisés. Les gens que Lénine pouvait atteindre par lettre ou par un agent n'étaient pas plus de trente ou quarante. Notre tradition, les idées que nous avons répandues parmi l'avant-garde ouvrière constituaient un extraordinaire capital qui devait être utilisé, plus tard, au cours de la révolution, mais pratiquement, à cette date, nous étions complètement isolés.

L'histoire a ses lois propres, très puissantes, plus puissantes même que notre propre conception théorique de l'histoire ! Aujourd'hui, en Europe, c'est la catastrophe, le déclin, l'extermination de tous les pays. Cela pèse lourdement sur les ouvriers. Ils voient d'un côté toutes ces combinaisons diplomatiques, ces mouvements d'armée, et de l'autre un groupe

minuscule avec un petit journal qui donne les explications. Or le problème, pour eux, c'est qu'ils vont être mobilisés demain, que leurs enfants peuvent être tués. Il y a une terrible disproportion entre la tâche et les moyens.

Si la guerre éclate maintenant, et il semble qu'elle doive éclater, dans le premier mois, nous perdrons les deux tiers des militants, que nous avons en France aujourd'hui. Ils seront dispersés, d'abord : jeunes, ils seront mobilisés ; mais subjectivement, ils resteront fidèles au mouvement. Quant à ceux qui ne seront ni arrêtés ni mobilisés et qui resteront fidèles – peut-être trois ou quatre, je ne peux dire combien au juste –, ils seront complètement isolés.

C'est seulement après plusieurs mois que critique et dégoût commenceront à se manifester à une grande échelle et un peu partout : alors, nos camarades isolés, un blessé dans un hôpital, un soldat dans une tranchée, ou une femme dans un village, sentiront que l'atmosphère a changé et prononceront une parole hardie. Et celui-là même qui était un camarade tout à fait inconnu deviendra le leader d'un régiment, d'une division et se sentira un dirigeant révolutionnaire. C'est une caractéristique de notre époque.

Je ne veux pas dire par là qu'il faille nous résigner à l'impuissance de notre organisation française. Je crois sincèrement que, si les camarades américains nous aident, nous pouvons gagner le PSOP et faire un grand bond en avant. La situation est en train de mûrir et elle insiste pour que nous sachions exploiter cette occasion. Si nos camarades se laissent convaincre qu'il faut virer, la situation changera. Nos camarades américains doivent absolument retourner en Europe, et ne pas se contenter de donner des conseils. Avec le secrétariat international, il faut décider que notre section doit entrer dans le PSOP. Il compte plusieurs milliers de membres (3). Pour une révolution, la différence n'est pas énorme, mais pour le travail de préparation de l'avant-garde, elle est considérable. Avec des éléments neufs, nous pouvons faire un énorme pas en avant.

Maintenant, aux États-Unis, nous avons un autre type de travail, et je crois

que nous pouvons être très optimistes sans nous faire d'illusions et sans exagérer. Aux Etats-Unis, nous avons un crédit-temps supérieur. La situation n'est pas immédiatement aussi pressante, aussi aiguë. C'est important.

Ensuite, je suis d'accord avec le camarade Stanley (4) qui écrit que nous pouvons remporter des succès très importants dans les pays coloniaux et semi-coloniaux. Nous avons un mouvement très important en Indochine (5). Je suis absolument d'accord avec le camarade James qu'il nous est possible d'avoir un très important mouvement nègre, parce que ces gens n'ont pas traversé de la même manière l'histoire des deux dernières décennies. En tant que masse, ils n'ont rien su de la révolution russe, ni de la III^e Internationale. Ils peuvent commencer l'histoire comme si elle en était à ses débuts. Il nous faut absolument du sang frais. C'est pourquoi nous avons plus de succès dans la jeunesse. Dans la mesure où nous avons pu l'aborder, nous avons eu de bons résultats. Les jeunes sont très attentifs à un programme révolutionnaire, clair et honnête.

La Grande-Bretagne et l'ILP ? C'est aussi une tâche particulière. Je l'ai suivie d'un peu plus près quand j'étais en Norvège. Il me semble que nos camarades qui sont entrés dans l'ILP ont fait avec lui la même expérience que nos camarades américains avec le SP. Mais tous nos camarades ne sont pas entrés dans l'ILP et, autant que j'ai pu le voir, ils ont mené une politique opportuniste et c'est pourquoi leur expérience dans l'ILP n'a pas été si bonne. L'ILP est resté presque comme il était avant, alors que le PS américain s'est vidé. Je ne sais comment il faut l'aborder maintenant. C'est une organisation de Glasgow (6). C'est un appareil local, avec de l'influence sur la machine municipale, dont j'ai entendu dire qu'elle était très corrompue. C'est un travail à part de Maxton.

Les révoltes de la base sont un phénomène familier dans l'ILP. Au cours de la préparation d'un congrès, Fenner Brockway (7) devient le patron de la partie qui se rebelle et obtient la majorité. Maxton annonce alors qu'il va démissionner. Fenner Brockway s'écrie : « Non,

nous abandonnerons notre victoire ? Nous pouvons abandonner nos principes, pas notre Maxton ! » (8). Je crois que le plus important, c'est de les compromettre – de les rouler dans la boue –, les Maxton et les Brockway. Il faut les identifier avec des ennemis de classe. Il faut compromettre l'ILP par des attaques féroces, impitoyables, contre Maxton. Il est le bouc émissaire de tous les péchés du mouvement britannique, en particulier de l'ILP. C'est par de telles attaques, concentrées contre Maxton, des attaques systématiques dans notre presse, que nous pourrions hâter la scission dans l'ILP. En même temps, il nous faut souligner que, si Maxton est le laquais de Chamberlain (9), Fenner Brockway est, lui, le laquais de Maxton. ■

(3) L'évaluation de Trotsky est d'une grande prudence. Jean-Paul Joubert, dans *Révolutionnaires de la SFIO*, estime à 10 000 l'effectif initial du PSOP, mais pense que ce chiffre baissa très vite, en particulier au lendemain de la crise internationale de Munich qui le divisa profondément.

(4) Sherman Stanley était le pseudonyme de Stanley Plastrik (1915-1981), un jeune militant du SWP gagné dans les Jeunesses socialistes YPSL. Il se passionnait pour les Indes et avait pris des contacts notamment avec le parti socialiste du Congrès et avait commencé à échanger une correspondance avec Trotsky.

(5) Trotsky disposait d'une information assez succincte sur l'activité du groupe trotskyste indochinois que dirigeait Ta Tu Thau et qui éditait *La Lutte* à Saïgon.

(6) Le bastion de l'ILP se trouvait à Glasgow dont son principal dirigeant, James Maxton, (1885-1946) était député depuis 1922.

(7) Archibald Fenner Brockway (né en 1888) était secrétaire général de l'ILP et James avait pensé pouvoir le gagner, en 1935, une date à laquelle Trotsky avait perdu toute illusion, à supposer qu'il en ait eu, à ce sujet.

(8) Trotsky fait allusion ici au congrès de Keighton de l'ILP les 11 et 12 avril 1936 ; le chantage de Maxton à la démission avait conduit Brockway et ses partisans à remettre en cause un vote du congrès et faire se déjuger ce dernier. Cf. *Œuvres*, tome 9, pp. 203-210.

(9) James Maxton avait déclaré à la Chambre des Communes qu'il approuvait entièrement ce que Chamberlain avait fait pour la paix pendant la période de crise internationale qui s'était terminée par les accords de Munich (Cf. *Œuvres*, tome 19, pp. 144-148).

Études



Il y a 80 ans : la grève générale du 30 novembre 1938 contre les décrets lois s'attaquant aux 40 heures

par Roger Revuz

En mai-juin 1936, la classe ouvrière, par la grève générale avec occupation des usines, a contraint le patronat à faire d'importantes concessions lors des accords Matignon, signés dans la nuit du 7 au 8 juin. Les 40 heures et les congés payés en sont les principales (1). Les accords Matignon accordent également des augmentations de salaire pratiquement annulées par la hausse du coût de la vie dans les mois qui suivent.

Toute la politique du gouvernement Blum a consisté à prôner l'apaisement. Thorez, secrétaire général du Parti communiste (2), a appelé à « *savoir terminer une grève* ». En décembre 1936 a été votée la loi sur la conciliation et l'arbitrage obligatoire qui constitue une véritable limitation du droit de grève.

En juin, le patronat s'est incliné car il a eu peur, mais à l'automne, il passe à la contre-attaque. « *Ce n'est pas tant le coût des revendications ouvrières qui inquiète les employeurs que la manière surprenante dont les exigences sont formulées. Le recours aux occupations d'usines et l'exercice des libertés syndicales bousculent le droit de propriété et modifient les rapports hiérarchiques dans l'entreprise* » (3).

Le 20 juin 1937, le gouvernement Blum tombe. La même Chambre des



À la tribune, Blum (PS-SFIO), à gauche, et Thorez (PCF), au centre, Daladier, à droite, qui fera voter en 1938 les décrets-lois attaquant les 40 heures ! (DR)

députés élue en juin 1936 investit un nouveau gouvernement de Front populaire dirigé par le radical Chautemps avec participation socialiste, puis Blum revient

(1) Le programme du Front populaire parlait de réduire la semaine de travail sans diminution de salaire (sans chiffrage précis), mais ne parlait pas des congés payés.

(2) Le Parti communiste n'a pas souhaité participer au gouvernement pour ne pas effrayer les ministres du Parti radical. En juin 1936, Trotsky écrit : « *En fait, les communistes veulent conserver leur indépendance extérieure, pour assujettir d'autant mieux les masses ouvrières au Front populaire, c'est-à-dire au capital* » (Trotsky dans *Où va la France ?*, Les Bons caractères, 2007).

(3) Guy Bourdè, *La défaite du Front populaire*, François Maspero, 1977.

brièvement à la tête du gouvernement en mars 1938. En avril 1938, c'est la formation du gouvernement Daladier, un des leaders du Parti radical, qui comprend des ministres libéraux de centre-droit, dont Paul Reynaud (4), mais aucun socialiste ni communiste. Ce qui n'empêche pas les députés de ces deux partis de voter la confiance au gouvernement Daladier.

L'offensive contre la classe ouvrière : les décrets-lois Daladier-Reynaud

En octobre 1938, au lendemain de la conférence de Munich qui a vu les gouvernements français et britannique céder aux exigences de Hitler sur la Tchécoslovaquie « *pour préserver la paix* », la Chambre des députés vote les pleins pouvoirs au gouvernement « *pour réaliser le redressement immédiat de la situation économique et financière* » (5). Un remaniement ministériel fait passer Paul Reynaud de la Justice aux Finances.

Paul Reynaud propose un plan de redressement des finances dont « *l'idée maîtresse [...] est d'inspirer confiance aux possédants, de manière à inciter les capitaux à rentrer en France [...]. Par la même occasion, le plan se propose de briser le "carcan" des quarante heures.* »

Concrètement cette politique se traduit par les décrets-lois (6) Daladier-Reynaud qui visent à contourner la loi sur les 40 heures ; ils sont publiés au *Journal officiel* le 13 novembre 1938. « *Les horaires hebdomadaires ne sont plus répartis sur cinq mais sur six jours ouvrables. Le régime des "cinq huit" est volontairement disloqué. La procédure d'octroi des heures supplémentaires est très assouplie : jusqu'à cinquante heures, le chef d'établissement se contente d'aviser l'inspecteur du travail, sans présenter de justification ; au-delà de cinquante heures, la direction de l'entreprise doit demander une autorisation – qui lui est accordée aisément. Le taux des majorations des heures supplémentaires est ramené à 10 % pour les 250 premières heures ; il est de 15 % à partir de la 250^e heure, de 25 % à partir de la 400^e » (7). Les décrets pré-*

voient des sanctions pour refus d'heures supplémentaires pour la défense nationale et annulent les dispositions des conventions collectives qui interdisaient le travail aux pièces. L'impôt sur les salaires passe de 7,5 % à 8 % et alors qu'elle a été créée l'année précédente, la SNCF doit réduire son déficit et on parle de supprimer 40 000 postes !

Paul Reynaud justifie ainsi les décrets-lois dans un discours radiodiffusé : « *Les prix étant libérés, le crédit étant abondant, la machine économique va pouvoir repartir ; le seul frein qui reste à desserrer, pour être sûr du succès, ce sont les entraves légales ou administratives du régime du travail [...]. Devant les étrangers qui nous écoutent, je vous annonce qu'en France la semaine des deux dimanches a cessé d'exister* » (8).

La résistance ouvrière aux décrets-lois

L'annonce des décrets-lois coïncide fortuitement avec l'ouverture du 31^e Congrès de la CGT qui se déroule à Nantes entre le 14 et 17 novembre. En mars 1935 à Toulouse, la CGT, dirigée par les socialistes (les *confédérés*), et la CGTU (les *unitaires*), dirigée par les communistes, se sont réunifiées. La CGT compte à ce moment-là 4 millions d'adhérents, mais depuis la fin de 1937 les effectifs ont tendance à chuter. Les *unitaires* sont à la tête de dix fédérations industrielles et les *confédérés* à la tête de 28 fédérations, mais numériquement les deux tendances

(4) Paul Reynaud (1878-1966) : député du Bloc national en 1919, puis de 1928 à 1940, plusieurs fois ministre à partir de 1930, ennemi du Front populaire et des lois sociales de 1936. Président du Conseil en 1940, appelle Pétain à la vice-présidence et lui laisse sa place en juin. Interné en 1940. Membre du Conseil constitutionnel en 1958.

(5) Lors du vote des pleins pouvoirs économiques, les communistes votent contre et les socialistes s'abstiennent.

(6) Sous la III^e République, les décrets-lois permettent de se passer du vote du Parlement comme les ordonnances sous la V^e République.

(7) Guy Bourdè, *op. cit.*

(8) Guy Bourdè, *op. cit.*

font jeu égal. Léon Jouhaux (9), le secrétaire général, se tient à distance des deux tendances. De nombreux télégrammes sont adressés au congrès lui demandant de protester et d'agir contre les décrets-lois de Daladier [...]. Une résolution unanime flétrit l'attitude du gouvernement. En ce qui concerne l'action à mener, elle réserve en partie l'avenir puisqu'elle « *donne mandat au bureau et à la C[ommission] A[dministrative] de la CGT d'organiser [...] la résistance à l'application des décrets. [Le Congrès] leur donne également mandat de préparer sans retard toute l'action nécessaire, y compris la cessation collective du travail dans le cas où celle-ci s'avérerait indispensable à la défense des réformes sociales* » (10). La résolution est très modérée, on n'y parle même pas de grève générale mais de « *cessation collective du travail* » !

Entre le 18 et le 25 novembre, alors que la direction de la CGT hésite et temporise, la base militante engage la résistance aux décrets. Des grèves « sauvages », ainsi qualifiées car ne respectant pas les modalités prévues par la loi sur l'arbitrage, éclatent dans les bastions industriels. Partout les ouvriers occupent les usines ou, dans le Nord, les mines. « *La France semble à la veille d'un nouveau juin 1936* » (11). Le gouvernement envoie les gardes mobiles évacuer usines et mines occupées. Dans le Nord, l'armée patrouille dans les bassins miniers. Aux usines Renault de Billancourt, la mobilisation ouvrière prend un tour particulièrement spectaculaire. L'usine occupée subit l'assaut de 3 000 gardes mobiles et 1 500 agents de police (12). La direction décide le lock-out (13) : 28 000 ouvriers sont brutalement licenciés, 85 seront condamnés pour « violences » (14).

L'action est freinée par la CGT et les partis socialiste et communiste. Le Parti communiste « *met en garde les travailleurs contre toute diversion, contre toute provocation destinée à créer des incidents qui seraient exploités pour frapper les organisations de la classe ouvrière* » (15).

Ce n'est que le 25 novembre, alors que la vague gréviste a commencé à refluer, que la direction de la CGT décide d'appliquer la résolution du congrès de Nantes et d'appeler à une journée de grève nationale



Le gouvernement en question, c'est celui de Daladier investi avec le vote des députés socialistes et communistes ! (D.R)

pour le 30 novembre. C'est un arrêt de travail limité à 24 heures. Le communiqué précise que, « *quels que soient les circonstances et les événements, le travail devra reprendre le jeudi 1^{er} décembre au matin [...]. La CGT déclare que la grève se fera sans occupation d'usine, de chantier ou de bureau. Le mercredi 30 novembre, il ne sera organisé aucune manifestation et tenu aucune réunion* » ! (16). *Le Peuple*, journal socialiste belge, commente ainsi l'appel à la grève du 30 novembre : « *Devant l'ampleur du mouvement gréviste, la CGT a pris la décision de canaliser, discipliner et enrayer le mouvement en proclamant pour mercredi prochain une grève générale de protestation de 24 heures. Après quoi le travail sera repris dans l'ordre* » (17).

(9) Léon Jouhaux (1879-1954) : secrétaire général de la CGT de 1909 à 1947. D'abord syndicaliste révolutionnaire, il est partisan de l'Union sacrée en 1914. En 1947, il fonde la CGT-Force ouvrière, qu'il préside jusqu'à sa mort en 1954.

(10) Danos et Gibelin, *Juin 36*, Les Bons caractères, 2006.

(11) Guy Bourdé, *op. cit.*

(12) Guy Bourdé, *op. cit.*

(13) Le lock-out, c'est la grève patronale. Le patron ferme l'usine pour briser une grève ouvrière. Le lock-out entraîne la suspension du contrat de travail, ce qui permet de réembaucher sélectivement les ouvriers.

(14) Article de P. Broué et N. Dorey dans *Le Mouvement social*, n° 54 (1966) : *Critiques de gauche et opposition révolutionnaire au Front populaire (1936-1938)*.

(15) Cité dans l'ouvrage de Guy Bourdé.

(16) *Juin 36*, *op. cit.*

(17) Cité par P. Broué et N. Dorey dans l'article du *Mouvement social*, n° 54 (1966).

Cinq jours, cela laisse le temps au gouvernement de préparer la répression en procédant à des réquisitions chez les cheminots et les fonctionnaires, ces derniers n'ayant pas le droit de grève risquent la révocation ; en faisant pression sur les travailleurs immigrés en les menaçant d'expulsion s'ils se joignent à la grève ; en utilisant la radio pour faire une intense propagande contre les grévistes. De son côté, le patronat mobilise ses troupes en les invitant à faire preuve de fermeté

Quant aux dirigeants de la CGT, ils continuent à temporiser. Différents intermédiaires tentent de renouer les contacts entre la CGT et le gouvernement, qui reste intransigeant.

La journée du 30 novembre 1938

Les transports publics fonctionnent du fait de la réquisition. À Paris, quand les militants essaient d'envahir les dépôts de bus, les gardes mobiles les refoulent et procèdent à des centaines d'arrestations. Globalement, la grève est un échec dans les services et un relatif succès dans les usines, notamment chez les métallurgistes, les mineurs, les marins, les dockers. Dans l'enseignement, la grève est mieux suivie chez les instituteurs que chez les professeurs du secondaire. Dans la « banlieue rouge » autour de Paris, la grève est totale, dans le Nord, la grève est un succès dans le textile. Comme la presse ne paraît pas du fait de la grève, le gouvernement dispose du monopole de l'information avec la radio.

Les communiqués mensongers qui sont diffusés donnent des pourcentages de grévistes ridicules, ce qui contribue à démoraliser les rangs ouvriers « *y compris au siège de la CGT ; ils incitent plusieurs syndicats à ordonner la reprise du travail en fin de matinée ou en fin début d'après-midi* » (18).

Le soir à la radio, Daladier triomphe : « *J'ai le droit de dire le 30 novembre 1938 restera une date historique par l'échec total de la grève générale [...]. Français, vous n'avez pas oublié que la liberté elle-même est fille de la République ; qu'en France ce n'est pas la rue mais le peuple qui doit être souverain* » (19).

La grève du 30 novembre est un échec du fait même qu'elle n'a pas fait reculer le gouvernement, ce qu'elle ne pouvait pas faire, la direction de la CGT décidant d'avance de limiter le mouvement à 24 heures... sans occupation des usines.

Une lourde répression s'abat sur la classe ouvrière. 1731 poursuites judiciaires sont intentées pour entrave à la liberté du travail et 806 peines de prison ferme prononcées ; parmi les condamnés à des peines de prison, un tiers sont des responsables syndicaux. Le gouvernement licencie 40 000 travailleurs dans les usines aéronautiques nationalisées, des sanctions sont prises contre les fonctionnaires et les postiers. Le patronat lock-out massivement : des centaines d'entreprises sont fermées, le nombre de travailleurs lock-outés s'élève à plus de 500 000. D'après l'historien Guy Bourdé, la perte de production due au lock-out dépasse celle qui est provoquée par la grève elle-même ! La grève ayant été déclarée « *politique* » par le gouvernement, le patronat, s'appuyant sur la loi sur l'arbitrage – votée par le Front populaire –, soutient qu'il y a eu grève pour motif extra-professionnel et en conclut à la rupture de contrat. Les lock-outés sont donc purement et simplement licenciés. Les ouvriers sont réembauchés un par un avec en général baisse de salaire et perte de l'ancienneté. Le réembauchage permet la sélection du personnel. Les militants syndicaux sont dans le collimateur, des listes noires sont établies. Tel militant réembauché se voit licencié quand le patron apprend qu'il est sur une liste noire.

Une catégorie de travailleurs est particulièrement victime des procédures de réembauchage, ce sont les travailleurs immigrés. Tous les ouvriers immigrés ayant participé à la grève – ils sont peu nombreux – sont expulsés et la préférence est toujours donnée aux Français au détriment des étrangers.

Le 10 novembre 1938, le Parti radical a annoncé son retrait du Front populaire.

(18) Guy Bourdé, *op. cit.*

(19) Guy Bourdé, *op. cit.*

Face à la répression patronale appuyée par le gouvernement, socialistes et communistes sont contraints de rompre avec le ministère Daladier. Le 11 décembre 1938, Daladier obtient une nouvelle majorité en s'appuyant sur les radicaux, la droite et l'extrême droite. L'échec de la grève générale du 30 novembre 1938 désoriente la classe ouvrière. Les organisations ouvrières, syndicats et partis, voient leurs effectifs continuer à décroître. « *La bourgeoisie peut penser que "maintenant tout est possible"* (20). *Août 1939 et juin 1940 sont proches.* » ■

L'Humanité, organe central du PC, célèbre le « succès » de la grève générale qui fut en réalité un échec. (DR)



Trotsky et le Front populaire

Extraits de l'article « *L'heure de la décision approche, à propos de la situation en France* », daté du 18 décembre 1938, faisant le bilan de la situation française au lendemain des accords de Munich et de la grève générale du 30 novembre 1938 (21)

« Le Front populaire, c'est une coalition de partis. Toute coalition, c'est-à-dire toute alliance sur une large base, a nécessairement le programme du plus modéré des partis unis. Le Front populaire en France signifiait dès le début que socialistes et communistes plaçaient leur activité politique sous le contrôle des radicaux. Les radicaux français constituent le flanc gauche de la bourgeoisie impérialiste. Sur le drapeau du parti radical, on lit "patriotisme", "démocratie". Le "patriotisme", c'est la défense de l'empire colonial français ; la « démocratie », ne représente rien de réel, mais sert simplement à accrocher les classes petites bourgeoises au char de l'impérialisme. Et précisément parce que les radicaux lient l'impérialisme pillard à un démocratisme de façade, ils sont dans l'obligation de mentir, de tromper les masses populaires, bien

plus que tout autre part. On peut dire sans exagération que le parti de Herriot-Daladier (22) est le plus dépravé de tous les partis français [...]. Comme les partis du Front populaire ne pouvaient pas aller au-delà du programme des radicaux, cela aboutit, dans la pratique, à subordonner les ouvriers et les paysans au programme impérialiste de l'aile la plus corrompue de la bourgeoisie.

Le Front populaire justifie sa politique par la nécessité de l'union du prolétariat et de la "petite bourgeoisie". On ne peut imaginer mensonge plus grossier ! Le parti radical représente les intérêts de la grande bourgeoisie et non ceux de la petite bourgeoisie [...].

(20) Juin 36, *op. cit.*

(21) Léon Trotsky, *Œuvres, tome 19*, Institut Léon Trotsky, 1985.

(22) Edouard Herriot (1872-1957), maire de Lyon depuis 1905, président de la Chambre des députés, sans être formellement opposé au Front populaire, avait manifesté des réserves. Au contraire, Edouard Daladier (1884-1970), d'une génération plus jeune, avait été l'homme du Front populaire dans son parti et avait aussi la confiance de l'état-major.

En 1936, socialistes, communistes et anarcho-sindicalistes ont aidé le Parti radical à freiner et à atomiser le puissant mouvement révolutionnaire. Le grand capital a réussi, au cours des deux ans et demi écoulés, à se remettre quelque peu de sa frayeur. Le Front populaire, ayant joué son rôle de frein, était devenu embarrassant pour la bourgeoisie. L'orientation de la politique internationale de l'impérialisme français s'était également modifiée. L'alliance avec l'URSS était considérée comme peu rentable et risquée, alors que l'entente avec l'Allemagne était indispensable. Les radicaux ont reçu l'ordre du capital financier de rompre avec leurs alliés socialistes et communistes. Comme

toujours ils ont exécuté l'ordre sans un murmure [...].

Les deux années et demie qui se sont écoulées ont montré pas à pas la faiblesse, le caractère mensonger, hypocrite du Front populaire. Ce que les travailleurs ont pris pour un gouvernement "populaire" s'est avéré simplement le masque temporaire de la bourgeoisie. Ce masque est maintenant tombé. La bourgeoisie juge visiblement que les travailleurs ont été suffisamment trompés et affaiblis, que le danger immédiat de la révolution est passé. Le gouvernement Daladier n'est dans l'esprit de la bourgeoisie, qu'un petit pas vers un gouvernement plus fort, plus sérieux, de la dictature impérialiste [...]. » ■

L'évacuation des usines Renault

(Extrait de *La défaite du Front populaire, de Guy Bourdè*) (23)

« Le 23 [novembre 1938], dans la matinée, un syndicaliste est licencié ; immédiatement, l'atelier débraie ; le délégué est réintégré. Dans la soirée, 5 000 militants se réunissent afin de préparer une riposte en cas d'application des décrets-lois. La situation devient de plus en plus explosive.

La direction se comporte alors comme si elle recherchait le conflit ouvert. Le 24 novembre au matin, les directives sont affichées. À la grande usine, qui travaille habituellement trente-deux heures par semaine, les horaires sont portés à quarante heures sur six jours. À l'usine, où sont exécutés les contrats d'armement, la convention collective est remise en cause [...]. Le cas de l'atelier 206 est révélateur ; son horaire s'élève désormais à quarante-huit heures (6 x 8), dont quarante-trois heures au taux normal et cinq heures avec majoration ; trois heures cessent d'être supplémentaires et payées comme telles [...]. Deux responsables syndicaux et un jeune ouvrier reçoivent des avis de licenciement. À l'évidence, la direction souhaite un affrontement.

En début d'après-midi, la grève est déclenchée simultanément dans la plupart des ateliers [...]. Entre 14 heures et

14 h 30, plusieurs groupes convergent vers la grande usine de l'île Seguin. Là, une heure plus tard, Vigny, Timbaud et Lunet s'adressent aux ouvriers au nom de la fédération des métaux. Les orateurs laissent entendre que la grève se généralise dans la région parisienne, incitent les militants de Renault à débrayer à leur tour pour renforcer le mouvement, mais suggèrent d'évacuer l'établissement afin d'éviter les violences. Ce dernier conseil n'est pas écouté [...].

La défense d'organise. Une commission de discipline est mise en place (on estime superflu ou on n'a pas le temps d'élire un comité de grève). Presque toutes les portes sont verrouillées et gardées par des volontaires. Seules deux issues (les portes n° 3 et n° 10) échappent au contrôle des syndicalistes. Des projectiles sont réunis à portée de la main, des voitures poussées en travers des entrées, des matériaux accumulés pour bâtir éventuellement des barricades. Vers 18 heures, 10 000 à 15 000 grévistes demeurent à l'intérieur des murs. La grande usine a l'aspect d'une forteresse, prête à soutenir un siège.

(23) *La Défaite du Front Populaire*, Guy Bourdè, Editions Maspero, 1977 (avec l'aimable autorisation des Editions La Découverte).

Sitôt connue l'occupation, F. Lehideux, gendre de L. Renault, sollicite en haut lieu une évacuation par la force. Les deux principaux membres du gouvernement prennent l'affaire en main. Lors d'une réception officielle, P. Reynaud entraîne Daladier à l'écart dans une embrasure de fenêtre. Il lui dit : *“Si nous laissons glisser de nouveau le pays aux troubles de 1936, si l'usine Renault n'est pas évacuée cette nuit, mon ‘expérience’ est terminée.”* [...]

De fait le gouvernement ne lésine pas sur les moyens. Autour de l'usine se massent des forces considérables : 3 000 gardes mobiles, 1 500 agents de police, 300 camions, des ambulances, des voitures de pompier. La ville de Boulogne se transforme en camp militaire. Vers 20 h 15, profitant d'un temps mort à l'heure du dîner, les stratèges de la préfecture lancent à l'assaut leurs troupes. Vingt pelotons de gardes mobiles pénètrent dans l'enceinte par une issue non protégée, la porte n° 10, avenue Emile-Zola. C'est alors l'inévitable affrontement [...]. Des deux côtés, les premiers blessés sont relevés.

[Pendant une accalmie, une tentative de médiation entreprise par le sénateur-maire socialiste de Boulogne, Morizet, et Coste, le député communiste, échoue.]

Entre-temps des renforts de police sont arrivés. Vers 21 h 30, la porte centrale, place Jules-Guesde, est enfoncée. Les gardes mobiles chargent, matraquent les grévistes, les refoulent dans les ateliers. Les ouvriers reculent pied à pied [...]. De nombreuses arrestations sont effectuées et les prisonniers sont conduits dans les commissariats d'Auteuil. À 22 heures, le préfet Langeron, qui dirige personnellement les manœuvres, ordonne d'employer les gaz lacrymogènes pour dégager le bâtiment n° 2, barricadé avec des

camions [...]. À 22 h 30, les gardes mobiles simulent une attaque avenue Emile-Zola et pénètrent par le côté opposé, quai de Billancourt. Les occupants sont pris à revers et contraints d'évacuer les forges, les fonderies et les moteurs. Une heure après, les 2 500 grévistes enfermés dans l'île Seguin se retirent d'eux-mêmes sans livrer bataille, par la porte de Meudon. À minuit, le siège est levé.

Les policiers victorieux hurlent des injures aux ouvriers vaincus [...]. Pour sortir de l'atelier d'artillerie, les occupants sont obligés de marcher au pas, quatre par quatre, en faisant le salut fasciste et en criant : *“Vive la police !”* Un commissaire manie une barre de fer en ironisant : *“Un coup pour Blum ! Un coup pour Thorez ! Un coup pour Jouhaux !”* Ce qu'il frappe symboliquement, c'est le Front populaire. La hargne policière s'explique, en partie, par la violence des heurts [...].

L'évacuation est à peine achevée, déjà s'amorce la répression. Sur environ 500 arrestations, 283 sont maintenues. Les inculpés sont des hommes jeunes, des ouvriers de toutes catégories, résidant non loin de leur lieu de travail ; [...] ils reconnaissent, dans une proportion supérieure à un tiers, être membre de la CGT, mais refusent d'avouer une appartenance au PC ou à la SFIO. Dès la semaine suivante, ces militants résolus – ou malchanceux – vont être traduits en correctionnelle et encourir de lourdes sanctions pénales. Le 25 novembre, au lendemain du siège, la direction fait apposer cette affiche : *“Le personnel ouvrier ayant cru devoir, en violation de la convention collective du 2 mai 1938, rompre le contrat de travail qui le liait à la société des usines Renault, celle-ci prend acte de la rupture et décide que les ateliers seront fermés jusqu'à nouvel avis.”* C'est le lock-out : 28 000 ouvriers sont brutalement licenciés. » ■

1917 : quand l'espoir des peuples se leva à l'Est

par Pierre Brocheux

Dans la conjoncture d'une guerre mondiale dont on n'entrevoit pas la sortie à la date de 1917, la révolution russe ébranla un vaste empire qui s'étendait de l'Europe à l'Asie du Pacifique. Non seulement les tsars de Russie avaient soumis à leur autorité les peuples du Caucase et d'Asie centrale, mais ils fondèrent Vladivostok (« celui qui dompte l'Orient ») au milieu du XIX^e siècle. Les dimensions géographiques de l'Empire russe ainsi que sa pluriethnicité amplifièrent la résonance et les conséquences d'un événement que n'eurent pas les révolutions européennes des XVIII^e et du XIX^e siècles.

Les Russes participèrent à l'ouverture forcée de l'Empire chinois et à son *break-up* de concert avec les autres grandes puissances occidentales. Ils se taillèrent une zone d'influence dans le nord-est, en Mandchourie, autour de concessions ferroviaires, minières, portuaires. L'implication dans les compétitions inter-impérialistes conduisit l'empire des tsars à affronter l'expansion japonaise naissante. La victoire japonaise en 1904-1905 porta un coup certain à la monarchie russe et compta parmi les causes de la révolution de 1905 qui ébranla le régime autocratique.

Ces événements du début du XX^e siècle étaient des signes précurseurs d'une histoire partagée de l'Occident et de l'Extrême-Orient, lorsqu'éclatèrent les événements de Russie en 1917. L'onde de choc d'Octobre 1917 supplanta très vite celle de février et produisit des effets à

court terme et à long terme sur les pays de l'Asie orientale.

Un inventaire-récit de l'impact de la révolution de 1917 en Asie serait superficiel étant donné l'immensité et la diversité du terreau civilisationnel où des hommes tentèrent d'implanter les semences de la révolution d'Octobre. Mon exposé se focalise sur la Chine et le Vietnam, deux pays où la greffe du bolchevisme fut opérée avec succès bien que sa transposition fut marquée par des péripéties et des mutations qui transformèrent ce qu'il est convenu d'appeler le marxisme ou le marxisme-léninisme.

L'Asie réceptrice de la révolution de 1917

La Chine et le Vietnam étaient soumis à la domination des puissances étrangères européennes comme l'étaient les mondes indien et insulindien. La Chine, le plus vieil empire du monde, était placée essentiellement sous dépendance économique et financière, c'est pourquoi Sun Yatsen, considéré comme le père de la révolution chinoise (celle de 1911 qui avait aboli la monarchie), la qualifiait d'hypo-colonie. Le Vietnam et les autres possessions de l'Indochine française (Cambodge et Laos) étaient placées sous la tutelle complète de la France même si elles avaient le statut de protectorat.

Un courant modernisateur inspiré de l'Occident, principalement européen, était apparu en Chine et passa au Vietnam. Ce voisin immédiat en avait reçu une forte empreinte civilisationnelle qui en avait fait

un réceptacle accueillant pour les changements. L'esprit scientifique et technicien mais aussi la philosophie politique de l'Occident dans son expression plurielle et contradictoire avaient fait leur chemin dans les élites depuis l'ouverture des pays asiatiques. Le Japon s'étant modernisé de façon autonome, en évitant d'être soumis aux traités dits inégaux, fut la référence de ce mouvement moderniste. Mais sa mainmise successive sur Taiwan puis la Corée, sa victoire sur la Russie impériale, avaient révélé son aspiration à « jouer dans la cour des grands ». Sun Yatsen et d'autres modernistes chinois (et asiatiques), qu'ils fussent réformistes ou révolutionnaires, se détournèrent du pan-asiatisme prôné par les idéologues japonais. En 1908, le gouvernement japonais ayant signé un traité avec le gouvernement français (pour contracter un emprunt financier) expulsa les jeunes nationalistes regroupés au Japon autour du lettré Phan Boi Chau et du prince Cuong Dê.

En 1919, le traité de paix signé à Versailles, qui offrit au Japon les possessions allemandes en Chine du nord (concession territoriale du Shandong avec toutes les installations ferroviaires, minières et portuaires autour de Jingdao), fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase. De même, la Conférence resta sourde aux revendications indépendantistes de la Corée qui resta une colonie japonaise. Lorsque Nguyen Ai Quôc, le futur Hô Chi Minh, déposa les « revendications du peuple annamite » au secrétariat du président W. Wilson, il s'entendit répondre qu'elles seraient transmises... Ce jour-là, Nguyen Ai Quôc comprit que les grandes puissances ne tenaient pas compte des aspirations des « petits » peuples.

Le traitement imposé à la Chine fut jugé injuste et déclencha le Mouvement du 4 mai 1919 (1). Celui-ci fut d'abord un soulèvement patriotique dirigé contre le Japon et devint une révolution culturelle qui prônait la destruction d'un passé culturel jugé responsable de la dégénérescence et de l'impuissance de la Chine devant les puissances étrangères. « Démolir la boutique de Confucius » devint une idée-force et un slogan affiché dans les manifestations d'étudiants auxquels s'associèrent marchands et ouvriers. Ils transposèrent

le duo « révolution culturelle au nom des Lumières » et « sauvetage du pays » en « anti-féodalisme et anti-impérialisme ». Ce qui provoqua la rupture entre les radicaux et les libéraux en 1920 ; en 1921, les deux chefs de file radicaux, Chen Duxiu et Li Dazhao, fondèrent le Parti communiste chinois (2).

Li DaZhao écrivit en octobre 1918 deux articles : « *La victoire du bolchevisme* » et « *La victoire des masses* » à l'accent utopique et messianique où l'on put lire : « *La vraie victoire n'est pas celles des Alliés sur les Allemands mais celle des bolcheviks... donc toutes les frontières, toutes les différences de classes, tous les obstacles à la liberté, seront balayés.* » La révolution d'Octobre dans un pays capitaliste et impérialiste justifiait l'adhésion de l'intelligentsia chinoise à la culture occidentale moderne. À ses yeux, la « victoire de la révolution russe ne peut qu'influencer la prochaine révolution en Chine ».

De leur côté, les Vietnamiens comme les Chinois, les Coréens (et les Kurdes) constatèrent que les grandes puissances redessinaient la carte du monde sans tenir compte du droit à l'autodétermination de chaque peuple conformément aux Quatorze points du Président Woodrow Wilson. En effet lorsque Nguyen Ai Quôc (plus connu sous le nom de Hô Chi Minh) apporta la *Déclaration du peuple annamite* au président Wilson, il s'entendit répondre par le colonel House, conseiller du président américain, que sa déclaration serait transmise...

Hô Chi Minh séjournait en France depuis 1917 (ou 1919), il avait adhéré au Parti socialiste français mais il était parvenu à la constatation que les gouvernants français pas plus que les courants anticolonialistes français (socialistes, Ligue des droits de l'homme, anarcho-syndicalistes) n'aboliraient le régime colonial. C'est pourquoi, au congrès de la SFIO, à Tours, en décembre 1920, il vota l'adhésion à la III^e Internationale. Sa décision fut déter-

(1) Chow Tse-tsoung, *The May Fourth Movement. Intellectual Revolution in Modern China*, Stanford University Press, 1960.

(2) Maurice Meisner, *Li Dazhao and the origins of Chinese Marxism*, Harvard University Press, 1967.

minée par la lecture de ce que Lénine avait écrit sur la question nationale et coloniale. Comme Li Dazhao qui compara la révolution russe à la française, Hô devait penser que la première fut au XX^e siècle ce que la seconde fut au XIX^e siècle, la première était internationaliste tandis que le nationalisme de la seconde poussa la France à l'expansion coloniale (3).

Lorsque la Première Guerre mondiale fut en voie d'achèvement, l'horizon politique sembla bouché pour les peuples qui aspiraient à recouvrer leur indépendance perdue. Chinois et Vietnamiens furent dorénavant en quête de références, de repères philosophiques, politiques qui puissent les orienter, les guider vers l'avenir. Pour les Chinois, les Vietnamiens et d'autres Asiatiques, ce fut Lénine et non Karl Marx (même si, plus tard, Chinois, Vietnamiens et d'autres firent du marxisme-léninisme une marque de fabrique, une référence identitaire) qui apporta des réponses à leur désarroi, à leurs interrogations et à leurs revendications.

En effet Lénine avait écrit en 1916 *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* et il avait qualifié les colonies de « maillon le plus faible de la chaîne capitaliste ». La théorie léniniste apparaissait congruente et convaincante à ceux qui étaient soumis à la domination coloniale ou semi-coloniale. Le léninisme est aussi une idéologie volontariste assortie d'une stratégie de prise du pouvoir, elle convenait à des sociétés qui n'étaient pas encore entrées dans l'âge industriel et ne possédaient pas de prolétariat ouvrier. Elle affranchissait ces peuples de la déclinaison déterministe et socio-économiste du marxisme.

Pour lancer la révolution socialiste à l'échelle planétaire, les bolcheviks fondèrent la III^e Internationale connue sous la dénomination de Komintern. À partir de 1920, la défaite des révolutions en Europe (Allemagne, Pologne, Hongrie) réorienta l'Internationale communiste vers l'Orient, vers les sociétés non industrielles, où la paysannerie était majoritaire, où les religions conservaient leur emprise sur les populations. Mais dans ces pays, les mouvements (violents et non violents) qui contestaient les pouvoirs établis, le

socialisme moderne n'existaient pas. En revanche, ces pays asiatiques, excepté le Japon et le Siam (Thaïlande), avaient en commun leur dépendance vis-à-vis d'une puissance étrangère. Recouvrer ou gagner l'indépendance était l'objectif prioritaire de ces pays pour peu qu'ils puissent se réclamer d'une histoire glorieuse et invoquer des mythes rassembleurs collectifs. L'orientation de la III^e Internationale est confirmée par la création de l'Université des travailleurs d'Orient (1921-1922), l'ouverture de l'Université Sun Yatsen (1925), la réception de Chinois dans les académies militaires ; tel fut le cas du général Chiang Kai-shek qui, après un stage en Union soviétique, reçut la direction de Whampoa et rompit avec les communistes chinois dès 1926 et mit fin à l'ère des *sovietniki* en 1927.

En Chine, une fois passée l'accueil enthousiaste et spontané de la victoire des bolcheviks, une double question se posa à tous : à quelle fin la révolution ? À qui revient la direction de la révolution ? Au congrès de Bakou (« la deuxième moitié du congrès de l'Internationale », selon Zinoviev), qui réunit 2 850 délégués dont une majorité de musulmans de l'Empire russe, la principale préoccupation fut l'association de l'anti-impérialisme et la lutte des classes. Les tenants du nationalisme et ceux pour qui la lutte des classes était prioritaire s'affrontèrent autour de cette question. Le délégué français Alfred Rosmer déclara : « *L'ébranlement était profond mais il ne fit sentir ses effets que plus tard...* ». La question fut posée à nouveau et engendra des débats aussi vifs en 1922 au congrès des travailleurs d'Extrême-Orient.

Jusqu'en 1927, elles furent débattues dans les congrès du Komintern. En Chine et en Indochine (plus précisément au Vietnam), deux tactiques s'affrontèrent : le prolétariat (en fait le parti communiste considéré comme son porte-parole politique et son « avant-garde » activiste, s'unit avec la bourgeoisie nationaliste contre les impérialistes et leurs alliés (capitalistes locaux, latifundiaires, armée

(3) Pierre Brocheux, *Hô Chi Minh. Du révolutionnaire à l'icône*, Paris, Payot, 2003.

moderne). Dans ce cas, la lutte des classes fut mise en veilleuse ou repoussée à l'arrière-plan. L'alternative fut la révolution agraire posée comme fondamentale : la paysannerie devait être émancipée et la justice sociale instaurée dans les campagnes. Dans ce cas, les communistes firent cavalier seul et la lutte des classes devint la ligne politique directrice.

Les réponses apportées à ce choix (qui fut parfois un dilemme) déterminèrent la définition de la ligne politique du Komintern à laquelle les partis communistes (sections de l'Internationale) furent tenus de se conformer.

Le léninisme, phare et moteur de la révolution

Après la proclamation de la République chinoise en 1911, le général Yuan Shikai restaura la monarchie à son profit, mais à sa mort, un an plus tard, la Chine se trouva partagée entre les « seigneurs de la guerre », dont le plus puissant régnait à Pékin. Chaque général détenteur de la force militaire avait la capacité d'exercer le pouvoir dans une ou plusieurs provinces. Dans le sud, à Canton, Sun Yatsen et le parti Guomindang (parti national et démocratique) tentaient de restaurer une république unitaire. Il leur fallait constituer une armée capable de restaurer cette république, pour cela il avait besoin de l'aide étrangère. L'objectif de Sun était triple : restaurer l'unité de la république chinoise, moderniser le pays pour qu'il puisse entrer dans le concert des nations (entrer à la Société des Nations fondée en 1920) ; pour réaliser ces projets, il fallait une aide étrangère. Or les puissances les plus riches étaient également celles qui dominaient la Chine financièrement (elles ont joué Yuan Shikai contre la république chinoise) et qui profitaient de l'anarchie dans laquelle se débattait la Chine.

La Russie, où les bolcheviks avaient pris le pouvoir (Sun Yatsen envoya un message de félicitations à Lénine), rompit avec la politique extérieure de ses précédents gouvernants. Les contacts furent établis très tôt du côté russe. Dès 1920, le kominternien Grigori Voitinsky arrive en Chine, rencontra Li Dazhao et Chen Duxiu (deux intellectuels universitaires)

tout en mettant en place l'appareil de propagande et de liaison avec les Chinois. Les premiers syndicats communistes chinois (dockers et cheminots) apparurent en Chine du Nord à ce moment-là.

En 1919, le gouvernement soviétique, par la voix de Lev Karakhan, commissaire adjoint aux Affaires étrangères, offrit d'abolir tous les traités qui portaient atteinte à la souveraineté de la Chine. Cette offre prit corps en 1924 : la Russie soviétique renonça à l'exterritorialité, à ses concessions de Tientsin et Hankéou, et aux « indemnités Boxers » que versaient le gouvernement chinois aux puissances occidentales.

Un pas très important fut franchi lorsque Sun Yatsen forma un gouvernement à Canton avec ses propres forces armées pour se réunifier à la Chine. Il inaugura le moment des *sovietniki* : le komintern envoya Mikaël Borodine pour réorganiser le Guomindang sur le modèle du Parti bolchevique, des généraux soviétiques (Pavlov et Blücher) organisèrent l'académie militaire de Whampoa. Des experts en agriculture, en économie se joignirent à la mission Borodine. Cette courte période mit en lumière la consonance du sunyatsénisme et du léninisme car Sun Yatsen avait conçu un régime de gouvernance dirigiste et il alla jusqu'à envisager la nécessité d'une transition sous dictature militaire (4).

Cette alliance étroite fortement contestée par la composante nationaliste conservatrice voire réactionnaire du Guomindang ne survécut pas à la mort de Sun Yatsen en 1924. Elle contenait un antagonisme potentiel entre les nationalistes dont le programme avait pour objectif essentiel la réunification étatique de la Chine en réalisant les trois objectifs du Triple Demisme : indépendance, souveraineté, bien-être du peuple. Or réaliser la révolution sociale en mobilisant la paysannerie était le but des communistes (en minorité dans le Guomindang et dans le pays à ce moment-là). Elle provoqua la rupture du front uni nationalistes-communistes et la défaite de ces derniers pour de nom-

(4) Marie-Claire Bergère, *Sun Yat Sen*, Paris, Fayard, 1994.

breuses années. Cette défaite fut imputée à la politique du Komintern où la politique du front uni communistes et nationalistes (considérés respectivement comme forces politico-militaires du prolétariat et de la bourgeoisie) fut le sujet de vifs débats qui opposèrent Lénine à l'Indien M. N. Roy, au Tatar Sultan Galiev, à l'Indonésien Tan Malaka, dès le II^e Congrès du Komintern : fallait-il s'allier aux bourgeois nationalistes ou non, les combattre ou non ? Fallait-il admettre le fait religieux là où il avait une assise populaire majoritaire, le respecter (question qui se posa pour l'islam, non seulement en Asie centrale mais également en Indonésie (5) ?

Les communistes tirèrent la leçon du dramatique échec de cette tactique du front uni : il était nécessaire de s'unir avec les forces anti-impérialistes mais à condition de conserver l'hégémonie dans le front uni. Mao Zedong et Hô Chi Minh démontrèrent le succès de cette politique vingt ans plus tard. En quoi ils ne firent qu'appliquer les directives du Komintern émis dans son VII^e Congrès international en 1935.

Des deux séquences de la révolution russe de 1917 (février et octobre), ce fut la seconde qui exerça la plus grande attirance sur les peuples d'Asie. Ce fut le léninisme et non le marxisme qui attira les révolutionnaires asiatiques : philosophiquement et pratiquement, la stratégie de prise du pouvoir et l'instrument de cette prise de pouvoir (un parti fonctionnant sur le modèle militaire) répondaient le mieux aux attentes de peuples soumis aux impérialismes étrangers et qui n'avaient pas cessé de résister.

En Chine et au Vietnam, de nos jours, les régimes communistes sont dirigistes et univoques. Le dirigisme politique

et sociétal est un héritage du communisme de guerre ; rappelons que ces deux pays ont traversé plusieurs décennies de guerres, civiles et mondiales. Mais on peut se demander s'il n'y aurait pas un « ADN » léniniste qui détermine en profondeur l'évolution de ces régimes dans un sens autoritaire et en les soumettant à une idéologie orthodoxe et exclusive. ■

Bibliographie

Pierre Brocheux, *Hô Chi Minh. A Biography*, Cambridge University Press, 2007.

Pierre Broué, *Histoire de l'Internationale communiste*, Paris, Fayard, 1997.

Pierre Broué, *La question chinoise dans l'Internationale communiste*, Paris, EDI, 1976.

Huynh Kim Khanh, *Vietnamese Communism. 1925-1945*, Cornell University Press, Ithaca, 1982.

Ruth McVey, *The Rise of the Indonesian Communism*, Cornell University Press, Ithaca, 1965.

Stuart Schramm et Hélène Carrère d'Encausse, *Le Marxisme et l'Asie. 1853-1964*, Paris, Armand Colin, 1965.

(5) En Asie orientale, le retentissement et les contrecoups de la révolution russe de 1917 ne se sont pas limités au monde sinisé. Mais en dépit de la proximité géographique, des relais sociétaux (le monde ouvrier au Japon) et de l'intervention extérieure (celui du Parti communiste américain aux Philippines, celui d'Henrik Sneevliet, syndicaliste hollandais d'extrême gauche à Java (les Indes néerlandaises à l'époque), les mouvements inspirés de l'Octobre russe ont subi des échecs (parfois dramatiques comme en Indonésie). Les historiens constatent ces faits et s'interrogent sur les causes qui ont varié selon chaque pays et les moments historiques traversés.

e-mail : pib531@wanadoo.fr

Notes de lecture

Vient de paraître à Moscou :
**« Un livre qui a
 trompé le monde »**
L'Archipel du Goulag de Soljenitsyne
 disséqué et démystifié



Ce livre se compose d'une trentaine d'études d'auteurs différents dont celle de Vadim Rogovine (1937-1998), cofondateur des *СМО* – un vieux texte évidemment – et Marc Goloviznine, actuel collaborateur des *СМО*. Nous en publierons certaines dans les prochains numéros des *СМО* (celle de Vadim Rogovine figure déjà dans le numéro 71 des *СМО*).

Varlam Chalamov : « *M. Soljenitsyne... je sais précisément que Pasternak a été une victime de la guerre froide dont vous êtes un instrument.* »

Vadim Rogovine : « *L'Archipel du Goulag (qui) confirme la vieille vérité selon laquelle les meilleurs mensonges sont faits de demi-vérités.* »

Un petit livre important : *Faire front* de Marc Bernard

On connaît l'importance de l'article de Trotsky *Où va la France ?* (octobre 1934). Dans ce texte crucial, au-delà de la question du bonapartisme, du rôle du Parti radical, on trouve une série de développements sur la politique dite de front unique. Ils sont encore aujourd'hui incontournables.

Où va la France ? s'appuie sur les événements français de février 1934 et sur leurs conséquences politiques pour poser la question du contenu politique du front unique, pour dénoncer par avance la politique dite de Front populaire. Et dans une large mesure *Faire front*, écrit par un auteur qui se définissait comme communiste « unitaire », est un complément bienvenu au texte de Trotsky. Il fournit en effet de nombreuses données factuelles, peu troublables ailleurs.

Faire front est composé de trois parties : une longue préface écrite par Laurent Lévy, la brochure de Marc Bernard proprement dite et une recension-conclusion publiée en 1934 par une revue « luxemburgiste » qu'on ignorera ici. Au final, cette publication est d'autant plus opportune que la description qu'on trouve de ces événements dans *Fronks populaires d'hier et d'aujourd'hui* (1), autre classique relatif à ce sujet, reste sommaire.

L'enjeu d'un travail

Fort justement, Lévy titre son introduction « *Un événement fondateur* ». On ne peut que le suivre sur ce plan et insister sur l'utilité de ce petit livre, qui fait de l'unité ouvrière un drapeau.

Lévy ne fait d'ailleurs que reprendre là l'appréciation portée sur ces événements par *Fronks populaires d'hier et*

Couverture du livre de Marc Bernard
« *Faire front* » - Ed. La Fabrique. D.R.



d'aujourd'hui il y a près de quarante ans : « *La réplique du 12 février tourne une page de l'histoire du mouvement ouvrier et des rapports entre les classes en France. Un nouveau chapitre s'ouvre, militants et masses ont réussi à imposer aux dirigeants, pour un moment, le front unique ouvrier. Partant de là, le mouvement ouvrier français, la lutte de classe du prolétariat, vont connaître une véritable renaissance.* » Ainsi, le PCF, par exemple, voit ses effectifs plus que doubler entre 1933 et 1935.

On l'aura compris : la lecture de ce texte sera fort utile à ceux qui recherchent les voies de l'action politique pour la défense du mouvement ouvrier, pour sa reconstruction.

Bref rappel

On sait qu'au début 1934 la III^e République fut éclaboussée par l'affaire Stavisky, un escroc opportunément « suicidé ». L'affaire démontrait à tous la pourriture du régime d'alors et le ministère Chautemps (Bloc des gauches) s'effondra. Le 6 février, profitant de l'occasion, divers

(1) Charles Berg & Stéphane Just : *Fronks populaires d'hier et d'aujourd'hui* (Ed. Stock, 1977, p. 66).

groupes d'extrême droite, rejoints par le PCF (!), convoquèrent une manifestation. Il s'agissait d'utiliser la situation et la dynamique créée par la victoire de Hitler (janvier 1933), pour déposer la III^e République, instaurer un régime autoritaire.

Le 6 février, on se battit donc dans Paris – plus d'une trentaine de morts, 2 000 blessés... La manifestation fut contenue, mais au final, le gouvernement Daladier prévu pour remplacer celui de Chautemps ne put accéder au pouvoir ; ce fut Doumergue qui prit la place, gouvernant par décrets-lois. Trotsky y voyait « *le commencement du bonapartisme* » : « *L'apparition sur l'arène des bandes fascistes armées a donné aux agents du grand capital la possibilité de s'élever au-dessus du Parlement* » (2), expliquait-il alors...

On sait qu'à cette époque le mouvement ouvrier était profondément divisé. La ligne dite du social-fascisme imposée par le Kremlin au PC, et utilisant à fond le soutien socialiste au Bloc des gauches, faisait des ravages. Pour donner une idée de jusqu'où pouvait aller cette politique, Marc Bernard évoque une manifestation au mur des Fédérés « *où les frères rivaux, animés d'une haine sans nom, s'étaient poursuivis jusqu'à travers les tombes du Père-Lachaise* » (3).

Dans ce contexte, le 7 février, la CGT, sous direction socialiste, se réunit. Contre les tentatives de putsch réactionnaire, un appel à la grève fut lancé pour le lundi 12, immédiatement soutenu par l'ensemble des organisations ouvrières non communistes (socialistes, anarchistes...). De leur côté, CGTU et PCF lancèrent un appel à la grève pour la même date.

Le 12 février, donc, la grève fut un succès – à Paris comme en province où on compta plus de 400 manifestations. Dans la capitale, les grévistes se réunirent cours de Vincennes – communistes d'une part, socialistes de l'autre. On parle de 150 000 personnes, chiffre énorme à l'époque. Marc Bernard décrit la jonction des manifestants :

« *Un poing se dresse, non pas pour frapper, mais pour saluer par ce geste la volonté de lutte contre l'ennemi commun ; en voici aussitôt dix, cent, mille, des milliers, une forêt de bras qui s'élève, rapide, touffue ; entre le vide qui sépare encore*

les deux groupes – et qui garde encore une valeur de symbole – une formidable clameur monte (...): Unité ! Unité d'action !

Elle gronde dans l'avenue qu'elle remplit jusqu'au ciel d'une rumeur d'océan ; elle remonte de rang en rang jusqu'à la fin du cortège, elle s'étend et gagne avec une rapidité de flamme la porte de Vincennes.

C'est fini. Les uns et les autres se précipitent dans l'espace resté vide (...) et bientôt il n'y a plus là qu'une seule masse confondue » (p. 144).

Les masses avaient imposé à leurs dirigeants, PCF, SFIO, CGT et CGTU, de s'unir face aux fascistes et aux réactionnaires. Pour les travailleurs français, c'était un immense pas en avant ; ils avaient pu utiliser leurs organisations à leur propre compte.

En conséquence de cette poussée unitaire, en pleine crise interne, le PCF dut abandonner sa politique de division – le 27 juillet, un pacte d'unité d'action fut signé par le PC et la SFIO. Un an plus tard, ce fut le Front populaire, regroupant dirigeants radicaux, socialistes et communistes.

Défiler « contre le fascisme » avec les Croix-de-Feu ?

Globalement utile, le texte de Lévy comporte néanmoins quelques considérations qui méritent discussion. Ainsi atténue-t-il la dénonciation de la politique de division stalinienne, ses compromissions avec l'extrême droite. Notamment, il juge « *peu clair* » (p. 35) l'appel à manifester du PCF le 6 février : « *Tous à 20 heures rond-point des Champs-Élysées pour manifester aujourd'hui vigoureusement à la fois contre les bandes fascistes et contre le gouvernement qui les protège et les développe, contre la social-démocratie qui par sa division de la classe ouvrière s'efforce de l'affaiblir* » (4).

(2) Léon Trotsky, *Où va la France ?* (in *Le mouvement communiste en France*, Ed. de Minuit, 1967, p. 451).

(3) *Faire front*, p. 143.

(4) Charles Berg & Stéphane Just, *op. cit.*, p. 62.

Cette appréciation nous semble très discutable. Certes, formellement, le PC dénonçait l'extrême droite. Mais il ne s'agissait que de duplicité – la même que Moscou avait utilisée quelques mois plus tôt en Allemagne, lorsque le PC allemand avait pactisé avec les nazis, alors aux marches du pouvoir (5).

Dans le même ordre d'idée, Lévy semble critiquer l'idée selon laquelle, le 6 février, on aurait assisté à un front commun de l'extrême droite et du PC (p. 35). L'historien Philippe Robrieux avait répondu par avance à ces objections dans un article de 1987 : « *Même s'il précisait qu'il s'agissait pour lui de manifester "pour d'autres buts" que ceux des anciens combattants nationalistes (...), l'appel de l'Humanité ne pouvait que contribuer à grossir le flot des manifestants, les communistes du PCF se retrouvant submergés par les "ligueurs" en raison du rapport de force. Ce fut très exactement ce qui se produisit* » (6).

Bref, rien n'oblige à prendre au sérieux les écrans de fumée du Kremlin et de ses porte-parole.

Front unique...

Si nous le comprenons bien, Laurent Lévy considère aussi le Front populaire comme le produit du front unique imposé d'en bas, le 12 février 1934. « *La logique de l'unité d'action se poursuivra dans celle du Front populaire* », écrit-il (p. 55). Comme on va le voir, il se trompe sur ce point.

On a vu que dans la foulée du 12 février, PCF et SFIO signèrent un pacte d'unité d'action en juillet 1934 (la question du programme était reportée à une discussion ultérieure). Comme l'écrivait Daniel Guérin : « *L'unité d'action (...) était capable non seulement de barrer la route au fascisme, mais peut-être aussi de renverser la conjoncture politique, et, dans un élan irrésistible de s'emparer du pouvoir* » (7).

Trotsky, dans son *Où va la France ?*, se situe politiquement dans le camp de cette unité d'action. Il en souhaitait le succès. Son article se voulait une contribution au front commun naissant, visait à en préciser les revendications (les milices ouvrières...), et surtout de lui donner un objectif politique : « *Le but du front unique*

des partis socialiste et communiste ne peut être qu'un gouvernement de ce front, c'est-à-dire un gouvernement socialiste-communiste, un ministère Blum-Cachin » (8).

... et Front populaire

Tout autre chose est le Front populaire, constitué sous l'impulsion de la direction du PC et consistant en l'« *élargissement* » du pacte aux radicaux, sous prétexte d'« *antifascisme* ».

Il suffit pour s'en convaincre de lire le programme de ce front : on n'y trouve ni assurances sociales, ni nationalisation du crédit, ni même le droit de vote pour les femmes... C'est en fait le programme des radicaux qu'endossent dirigeants socialistes et communistes.

À ce propos, Guérin a une formule cinglante mais juste : le Front populaire, c'est une « *mésalliance* » des partis ouvriers, au « *programme rabougri* ». Il s'agissait non pas de poursuivre, d'approfondir, l'œuvre entreprise en juillet 1934, mais de la mettre sous l'étouffoir, de soumettre PCF et SFIO aux exigences du parti traditionnel des capitalistes français. Une alliance du PCF-SFIO-radicaux valait pour renoncement à toute politique anticapitaliste.

Le député radical Campinchi n'en faisait d'ailleurs pas mystère : « *Partisans de la propriété individuelle et de la défense nationale (...), notre parti était soucieux avant tout de garder son autonomie en se différenciant du socialisme et du communisme (...). On vient à nous, faisant toute la longueur du chemin, ne nous demandant pas d'autre garantie que la défense de la République, et nous refuserions la main qui nous est tendue ?* » (9).

(5) Voir à ce sujet Léon Trotsky, *Contre le national-communisme* (disponible sur le site Internet marxists.org).

(6) Philippe Robrieux, « *1934, on tourne à Moscou* », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 27 et n° 31. Ce texte fournit de nombreuses informations sur les conditions du tournant du PC et son tournant de la politique de division vers celle des fronts populaires.

(7) Daniel Guérin : *Front populaire, révolution manquée* (Ed. Agone, pp. 122, 125).

(8) Léon Trotsky, *op. cit.*, p. 472.

(9) Jacques Kergoat, *La France du Front populaire* (La Découverte, 2006, p. 71).

Répondant par avance à Lévy, Serge Wolikow, autre historien de cette période, écrivait : « *Quelle que fut l'originalité du pacte d'unité d'action, il s'inscrivait au moins formellement dans la logique des accords entre partis et organisations ouvrières. On ne peut donc l'assimiler à la naissance du Front populaire* » (10).

En termes clairs, le Front populaire qui se constitue en 1935 n'est pas la *continuité* de l'unité d'action, mais sa *négation*.

« **Les journées ouvrières des 9 et 12 février 1934** »

Comme on l'a dit, le texte de Marc Bernard proprement dit est d'un intérêt incontestable pour quiconque s'intéresse à l'histoire du mouvement ouvrier.

Marx expliquait que c'est souvent le fouet de la contre-révolution qui fait avancer la révolution. C'est exactement le processus que décrit Marc Bernard relativement au lendemain du 6 février. On est face au surgissement d'une classe qui s'unit dans ses profondeurs face au risque fasciste. En province, malgré la lenteur des communications d'alors, malgré la politique de division, des manifestations plus ou moins spontanées ont lieu dès le lendemain du 6. Ainsi, écrit-il qu'à Lille, 4 000 travailleurs mettent en fuite les militants de l'Action française (royaliste). À Toulouse, ils seront 20 000, 6 000 à Saint-Nazaire...

Et puis, il y a l'action du mouvement ouvrier organisé. Marc Bernard fournit de nombreuses déclarations, surtout d'origine socialiste. Elles donnent une idée de la pression qui s'exerça alors sur Thorez, Duclos et leurs homologues, alors qu'ils étaient déjà soumis à une forte pression interne (Doriot ne cachait plus son rejet de la politique de division). On comprend mieux ainsi qu'ils ne pouvaient que mettre au rancart la politique de division, sous peine de voir le PC se disloquer. C'est

bien la pression ouvrière, répercutée au sein des organisations, qui imposa le front unique, la rupture avec une politique qui allait jusqu'au flirt avec l'extrême droite.

Bernard revient sur un épisode moins connu de ces journées. Le 9 février, les dirigeants staliniens convoquèrent seuls une manifestation à la République, tournant le dos aux propositions unitaires des socialistes. Cette manifestation fut interdite, la répression fut féroce (six morts). L'objectif était évident : faire oublier la politique honteuse du PCF lors du 6 février, fut-ce au prix d'une initiative dont chacun pouvait prévoir qu'elle allait coûter cher. Malheureusement, Marc Bernard se limite à exalter l'héroïsme, par ailleurs incontestable, des militants communistes engagés dans cette aventure (Doriot y fit d'ailleurs preuve d'un incontestable courage alors que la direction « officielle » du PC était terrée dans des planques...).

Puis arrive la grève du 12 février et la manifestation (interdite dans Paris, elle ne fut autorisée qu'à une porte). Là encore, Bernard fournit de nombreux détails peu connus sur la puissance du mouvement, notamment en banlieue et en province (qui sait encore que 50 000 travailleurs défilèrent à Marseille, 20 000 à Argenteuil ?).

Les informations fournies par Marc Bernard sont donc précieuses, même s'il n'en tire que peu de leçons politiques.

*

On l'aura compris : avec ses imperfections, *Faire front* est un texte précieux. Les détails qu'il fournit sur les journées cruciales de février 1934 aident à prendre la mesure de ce qui fut alors en jeu.

On ne saurait donc trop en recommander la lecture. ■

Pierre Mordut

(10) Serge Wolikow, *Le Front populaire en France* (Complexe, 1996, p. 79).

Deux lucarnes sur la Russie de Poutine

Mikhail Zygar, *Les Hommes du Kremlin. Dans le cercle de Vladimir Poutine.*

Traduit de l'anglais par Paul-Simon Bouffartigue, Cherche-Midi, 21 euros.

Anne Nivat, *Un continent derrière Poutine ?*

Seuil, 18 euros.

Peut-on reprocher à l'auteur d'un livre de ne pas vous donner ce qu'il ne vous a pas promis ? Au premier regard, non. Et pourtant, on a bien envie d'adresser ce reproche, a priori très discutable, à Mikhail Zygar. Le contenu de son livre correspond très exactement à son titre : *Les hommes du Kremlin*, à son sous-titre : *Dans le cercle de Vladimir Poutine*, et même à l'illustration de la couverture où l'on voit, derrière une photographie de Vladimir Poutine, six silhouettes vagues, sans visage, bien entendu sans voix, toutes semblables et apparemment interchangeables et prêtes à s'effacer au premier coup de torchon. On voit défiler le chef de cabinet de Poutine, Dmitri Medvedev, le chef de l'administration présidentielle ukrainienne Viktor Medvedtchouk, le chef adjoint de l'administration présidentielle russe, Vladislav Sourkov, le vice-Premier ministre, Igor Chouvalov, puis son successeur, Sergueï Ivanov, suivi de son successeur, Igor Setchine, puis le stratège du Kremlin Viatcheslav Volodine, le ministre de la Défense, Sergueï Choïgou, le ministre des Finances, Alexeï Koudrine. Zygar expose en détail les intrigues, les manœuvres, les manipulations de ces Machiavel de sous-préfecture qui diffèrent finalement assez peu des coutumes assez médiocres

du personnel politique de la V^e République française, à une nuance près : les présidents français n'ont pas, eux, à la différence de Poutine, la certitude d'être réélus, certitude fondée sur plusieurs éléments que Zygar n'évoque guère : l'absence de tout parti politique réel en Russie, l'absence de candidat alternatif sérieux – à la seule exception, douteuse, du chéri de l'Union européenne et des États-Unis, Alexeï Navalny, ancien organisateur, jusqu'en 2011, de la « marche russe » annuelle du 4 décembre dont la première moitié du cortège défilait en faisant le salut nazi ! – et la mainmise d'un appareil d'État soumis qui améliore les scores réels par le dopage de trafics divers et transforme ainsi en triomphe la réélection assurée de Poutine.

Mais quelles forces sociales dictent leurs désirs, voire leurs volontés dans les coulisses du Kremlin ? Le livre de Zygar, malgré son intérêt réel, ne permet guère de le deviner. Il laisse donc à peu près intacte l'image relayée par la propagande occidentale d'un président omnipotent, pourtant confronté à des difficultés qu'il a bien de la peine à surmonter. La première d'entre elles est la gigantesque corruption qui ronge la Russie de bas en haut. « *En Russie tout le monde vole et le Christ lui-même volerait s'il n'avait les mains clouées à la croix* »,

écrivait Anatole Leroy-Beaulieu dans *La Russie des tsars* en 1881. Selon lui, c'était là une maxime alors répandue dans le peuple russe. Le clergé de l'Église orthodoxe qui, lui, n'a pas les mains clouées à la croix, aujourd'hui confirme, lui-même, cette vieille vérité. Leroy-Beaulieu ajoutait : « *Le grand vice de la bureaucratie russe est la vénalité (...). Comme un venin ou un virus répandu dans tout le corps social, la corruption administrative en a empoisonné tous les membres, altéré toutes les fonctions, énervé toutes les forces.* ». Rien n'a changé, mais les bureaucrates corrompus et les filous d'hier paraissent aujourd'hui bien modestes comparés à leurs lointains successeurs dans la Russie de Poutine, où la corruption gangrène de haut en bas l'appareil d'État, l'administration et le milieu des affaires. Certes, Poutine feint de vouloir la contenir et la réduire. De temps à autre, il suspend ou limoge un coupable, simple bouc émissaire d'une pratique immuable. La corruption est, en effet, une composante organique de l'État russe, héritier de l'État tsariste et de l'État bureaucratique stalinien. Le développement des premières mafias, les ravages de la privatisation-pillage d'Eltsine, qui ont décuplé leur appétit et leur puissance, et la lutte des clans dans la Russie d'aujourd'hui, en définissent la réalité. Les sanctions de Poutine ne visent d'ailleurs – sauf rares exceptions – que des personnages de second rang et ne peuvent donc avoir qu'un aspect cosmétique ou propagandiste. Il ne peut prendre de front les corporations bénéficiaires de la chute de l'URSS. Les manœuvres des uns et des autres se heurtent à cette réalité dont Anne Nivat souligne le revers dans son livre *Un continent derrière Poutine ?*

Elle y souligne un aspect, certes connu, mais trop souvent occulté : « *Selon des statistiques officielles, 21,1 millions de Russes vivent avec le minimum vital qui s'élève à 146 euros mensuels (90 905 roubles). Cette pauvreté – pire en province qu'à Moscou – concerne environ 14 % de la population. Cependant qu'1 % de la population concentre près de 75 % des richesses au pays* » (p. 176). Anne Nivat promène son lecteur – ou sa lectrice ! – à Vladivostok, Khabarovsk, Irkoutsk, Petrouchovo, Saint-Petersbourg

et dans la minuscule république dite très abusivement – vu le nombre très réduit de juifs qui l'ont jamais habitée et aujourd'hui moins que jamais – juive du Birobidjan. Cette excursion débouche sur la conclusion suivante : « *Les Russes sont habitués à dramatiser : ils accusent les plus hautes instances, puis haussent les épaules. Depuis toujours ils subissent.* ». C'est effacer de nombreuses pages de l'histoire de ce pays parsemée de révoltes payannes, puis de grandes grèves ouvrières jusqu'à celle des mineurs de juillet 1989... sans oublier bien sûr les révolutions de 1905, de février et d'octobre 1917. La suite est sans doute plus juste :

Subir... « *Jusqu'à quand ?* », s'interroge Anne Nivat. « *Une révolte est-elle possible (...) ? En privé, quasiment aucun de mes contacts (...) ne soutient réellement le pouvoir. Partout, dans toutes les couches de la société, des critiques éclatent au grand jour et elles n'épargnent personne. Et ce n'est pas parce qu'elles ne se transforment pas immédiatement en forces actives d'opposition qu'elles n'existent pas* » (p. 177). Mais il n'existe aucune force sociale ou politique organisée, aucun parti, aucune centrale syndicale à l'échelle nationale capable de nourrir les mécontentements et de les transformer en conscience et en actes. Les partis existants sont des farces, des groupements de corrompus et de mafieux ou des créations parfaitement artificielles. La Fédération des syndicats dits par antiphrase indépendants est, sous un nouveau nom, l'ancien syndicat d'État officiel dont les dirigeants appartiennent au parti de Poutine, Russie unie, et dont la seule activité consiste à participer aux « concertations » tripartites avec l'État et le patronat pour avaliser *in fine* toutes les mesures dictées par ces derniers. Poutine règne donc sur un désert politique. C'est ce qui donne à son pouvoir l'apparence – largement exagérée dans la propagande occidentale – d'un pouvoir fort. Chacun à leur manière, ces deux livres, en réalité, le confirment, la Russie d'aujourd'hui, malgré les rodomontades de Vladimir Poutine, est un colosse aux pieds de sable et aux jambes de coton. ■

Jean-Jacques Marie

Chronique des falsifications



Les révolutions, le djihadisme... et les faussaires

Un lieu commun de la pensée réactionnaire veut que toute révolution engendre nécessairement un régime pire que celui qu'elle a abattu. Le « *totalitarisme* » dont la Révolution française serait la « *matrice* » (1), la révolution russe la première concrétisation historique, le « *communisme* » et le nazisme les deux déclinaisons majeures, en aura été l'avatar le plus connu. Parce que les faits s'éloignent dans le temps, peut-être aussi tout simplement parce que notre système d'enseignement ne dispense même plus les connaissances permettant de se faire une idée précise de ce que furent ces régimes, cette théorie, quasi officielle pendant trente ans, ne semble plus faire recette. Aussi, certains auteurs s'efforcent-ils, depuis quelques années, de formuler une théorie de rechange : les révolutionnaires d'hier et d'aujourd'hui seraient des précurseurs ou des fourriers de Daech ; la révolution et le terrorisme islamiste dériveraient des mêmes processus ; on pourrait observer, entre la Révolution française, le bolchevisme et le djihadisme, des « *parallèles frappants* » et des « *logiques communes* ».

Dans un article d'*Ouest-France* (10 juin 2015), après les précautions oratoires d'usage (« *La comparaison historique entre Daech et la France de Robespierre choquera peut-être. Elle n'en est pas moins instructive* »), le sociologue Michel Wieviorka lançait la nouvelle mode : « *En 2015 au Moyen-Orient comme en 1793 en France, un ou deux États pourraient se construire dans le sang. La bien nommée*

Terreur a été précédée par des massacres de prêtres, prélude aux guerres de Vendée. Un décret du 31 juillet 1793 demandait la destruction des tombeaux royaux et autres mausolées dans toute la République. Daech n'a rien inventé... » Approche bien peu historienne mais qu'importe à monsieur Wieviorka que les guerres civile et étrangère qui opposèrent la République naissante à l'Europe des rois n'aient rien à voir avec le *djihad* et la résurgence du califat ?! Il y a eu du sang, des têtes sont tombées, les deux phénomènes sont donc de même nature ! D'ailleurs, n'a-t-on pas assisté dans les deux cas au déchaînement d'un « *vandalisme révolutionnaire* » ? Les tombeaux des rois, symboles d'une oppression multiséculaire, ou l'héritage de l'Antiquité, quelle différence ?!

Après avoir rappelé que les dirigeants de Daech et de Boko Haram ne sont pas de simples « *terroristes* » (les guillemets sont de l'auteur), Wieviorka insiste sur leur « *capacité à prendre le contrôle de territoires, à y gouverner, et pas seulement par la terreur...* ». Cela pour conclure : « *Comme pour la France de 1793, leur sanguinaire processus historique révoluse, ou devrait révoluser. Leur cruauté fait partie d'une stratégie visant à terroriser l'ennemi, et, dans les territoires contrôlés, à ne laisser aucun espace à d'éventuelles contestations. Ainsi s'ébauchent de nouveaux États.* » Tout régime nouveau ne peut donc naître que d'un « *sanguinaire processus* », hier la République,

(1) François Furet, *Penser la Révolution française*, Gallimard Folio histoire, 1978, p. 282.

aujourd'hui Daech... et tous se valent. « *Matrice de tous les totalitarismes* », la Révolution française est fort logiquement celle de « *l'État islamique* » !

Répondant à la fois à Michel Wieviorka et à Pedro J. Ramirez, ancien directeur du journal madrilène *El Mundo*, qui voulait voir en Pablo Iglesias, fondateur de *Podemos*, un nouveau Robespierre (2), Florence Gauthier soulignait qu'à défaut d'apporter de nouvelles lumières sur la Révolution ou sur Daech ces auteurs trahissaient surtout « *l'ampleur de leur ignorance* » (3). C'est peu dire. Si les journalistes emploient effectivement à tort et à travers les notions de « *révolution* » et de « *coup d'État* », de « *terreur* » ou de « *robspierrisme* », nous avons peine à croire que Michel Wieviorka soit l'ignorant de la famille (4). Il s'agit ici d'une falsification délibérée, d'un amalgame entre des mesures de guerre civile qui, si douloureuses qu'elles aient pu être, étaient dictées par la défense de la République et des atrocités inspirées par l'obscurantisme religieux. Le « *prurit "terrorisant" a encore frappé !* » (Florence Gauthier).

Quand la machine est lancée et que les relais médiatiques sont complaisants, le délire peut même s'emparer de chercheurs reconnus. En 2016, l'anthropologue franco-américain Scott Atran (5) y va à son tour de son parallèle entre la Terreur de 1793 et la barbarie de Daech : « *Il y a des parallèles frappants dans l'histoire des révolutions modernes depuis que les Jacobins, conduits par Maximilien Robespierre, ont introduit le concept politique de terreur et la décapitation par la guillotine* » (6). Hervé Leuwers, spécialiste de la Révolution, fait remarquer, à juste titre, qu'une telle affirmation revient non seulement à « *caricaturer l'histoire, mais aussi [à] postuler des logiques communes entre la Révolution française et l'État islamique* » (7). Des travaux récents établissent que si la Terreur fut un ensemble de mesures effectivement coercitives prises, faut-il encore le rappeler, dans une situation de guerre civile inexpiable, elle n'a jamais été un « *concept* » ni une « *politique* » d'ensemble, moins encore un « *système* » (8), mais peu importe à ces idéologues... La méthode consistant à

rechercher des « *dynamiques* » communes à partir d'analogies superficielles n'est ni neuve ni honnête. On a coupé des têtes en 1793, on en a coupé à Rakka en 2015, voilà bien un « *parallèle frappant* » ! Substituer la guillotine à la roue et au bûcher, décapiter ou brûler vifs des mécréants... Foin du contexte et des logiques historiques, une analyse rigoureuse et le sens des nuances sont affaire de mauvais esprits !!

En arrière-fond de ces rapprochements discutables de faits délibérément isolés de leur contexte, on peut relever un double tour de passe-passe conceptuel. En premier lieu, une confusion volontaire entre révolution et coup d'État, les termes étant souvent inversés : les prises de pouvoir s'appuyant sur les masses comme en juin 1793 ou en Octobre 1917 sont volontiers désignées comme des « *coups d'État* » alors que les exactions nazies ou djihadistes sont présentées comme des « *révolutions* ». Deuxième confusion délibérée : l'emploi du mot « *terrorisme* » pour désigner aussi bien la terreur exercée par un gouvernement révolutionnaire que les attentats meurtriers des islamistes, ce

(2) *El primer naufragio*, traduit en français sous le titre on ne peut plus suggestif : *Le Coup d'État. Robespierre, Danton et Marat contre la démocratie* (Paris Vendémiaire, 2014). L'attaque contre Iglesias ne figure pas dans le livre mais dans les interviews données par l'auteur.

(3) La « *Terreur* », de Robespierre à Daech, en passant par Podemos (en ligne sur revolution-francaise.net, 29 juin 2015).

(4) Il est le frère de deux historiens réputés, Olivier et Annette Wieviorka, et de la psychiatre et universitaire Sylvie Wieviorka.

(5) Il est chercheur au CNRS et professeur à Oxford et à l'université du Michigan.

(6) *L'État islamique est une révolution, Les liens qui libèrent* (site de *L'Obs*).

(7) *Non, la Révolution française n'aide pas à comprendre Daech. Les comparer est un non-sens* (site de *L'Obs, le Plus, témoins, experts, opinions* du 4 février 2016).

(8) Le « *système de la Terreur* » est une invention des thermidoriens. Voir notamment sur ces questions : M. Biard et H. Leuwers, *Visages de la Terreur* (A. Colin 2014) ; J.-C. Martin, *La Terreur, vérités et légendes* (Perrin 2017) ; A. Jourdan, *Nouvelle Histoire de la Révolution française* (Flammarion 2018).

qui accrédite l'idée que ces deux « *terrorismes* » sont de même nature.

Cette idée est développée par Yvan Blot, haut fonctionnaire et essayiste, au cours d'une conférence devant le Cercle interallié, le 30 mai 2016 : « *Les islamistes qui dirigent la guerre sainte, le djihad, et qui ordonnent des attentats terroristes, ne sont pas originaux dans la mesure où la croyance révolutionnaire existe depuis toujours chez les êtres humains. Cette croyance peut s'appliquer à l'idéologie jacobine comme ce fut le cas sous la Terreur robespierriste, à l'idéologie marxiste comme ce fut le cas dans plusieurs pays notamment au Cambodge des Khmers rouges avec Pol Pot, ou à l'islam comme on le voit aujourd'hui* » (9).

L'originalité de M. Blot réside dans son explication « *anthropologique* ». La source de la sauvagerie, de la barbarie ou de la civilisation se trouve uniquement dans notre cerveau. En réalité, nous en possédons trois : un paléocortex « *reptilien* » pour diriger nos instincts de survie, un cerveau « *affectif* » débordant d'énergie et un néocortex, propre à l'espèce humaine, pour guider la pensée abstraite. La civilisation ne peut naître que de l'alliance du « *cœur* », terme par lequel les Pères de l'Église désignaient le cerveau « *affectif* », et de la raison, c'est-à-dire du néocortex. En revanche, « *si les deux premiers cerveaux font alliance contre le troisième, on est dans la sauvagerie, caractéristique d'une foule meurtrière. Si le cerveau instinctif l'emporte, écrase le cerveau affectif et utilise la raison pour justifier ses mauvais instincts "par de bonnes raisons", on est dans le cas de figure de la barbarie. C'est le cas aussi du comportement révolutionnaire qui veut créer un homme nouveau par la violence la plus extrême : on a eu cela avec les "Enragés" sous la Révolution française (qui aimait couper les têtes comme les islamistes), les révolutionnaires bolcheviks en Russie ou les islamistes aujourd'hui, eux aussi coupeurs de têtes.* »

Une petite pincée « *d'études sociologiques approfondies [et d'] expérience professionnelle personnelle* » (10) et nous avons une explication complète des phénomènes révolutionnaire et djihadiste : « *Le phénomène révolutionnaire se développe*

dans les populations déracinées qui ont perdu la foi dans leurs traditions. D'après la police française, 80 % des convertis au djihad viennent de familles sans croyance religieuse. L'athéisme ou l'agnosticisme ne sont pas une protection contre la conversion à la violence révolutionnaire : d'ailleurs, Hitler ou Lénine ou Pol Pot avaient renié les religions traditionnelles. Voltaire, lorsqu'il dit que si les religions disparaissent au profit d'un vague déisme rationnel, il n'y aura plus de guerres et de persécutions sanglantes, s'est totalement trompé ». On l'avait compris : « *C'est la faute à Voltaire* » !

Un sommet est atteint sur le blog de Philippe Fabry (11), *Historionomie*. Tableau comparatif à l'appui, l'auteur établit, sous le titre « *Bolchevisme musulman* », un parallèle entre djihadisme et bolchevisme. D'entrée le ton est donné : « *L'islamisme radical fournit à des marginaux et des délinquants en quête de sens une idéologie de révolte clef en main comme, jadis, l'anarchisme au temps de la bande à Bonnot ou le marxisme au temps de la bande à Baader. Ce que je souhaite montrer aujourd'hui, c'est combien le djihadisme, plus profondément et systématiquement, est au monde musulman ce qu'a été le bolchevisme au monde chrétien : une hérésie millénariste débouchant sur un mouvement politique internationaliste violent.* »

L'amalgame tourne cette fois au salmigondis : « *Tous ces gens sont des criminels, par nature, et n'ont pas d'excuse. Je dis bien "par nature" : ce n'est pas leur idéologie qui les transforme. Ces gens sont toujours des délinquants avant d'être des fanatiques. Bonnot, comme Baader et même Djougachvili-Koba-Staline étaient des criminels à main armée avant de donner dans le communisme révolutionnaire ; de la même façon, tous les terroristes qui nous frappent depuis des années, les Merah, Nemmouche, ou les derniers en date, sont des délinquants violents deve-*

(9) En ligne sur le site Polémia.

(10) En introduction à la conférence.

(11) Historien du droit, des institutions et des idées politiques. À enseigné à l'université de Toulouse I-Capitole.

nus révolutionnaires. Ce ne sont pas des victimes qui basculent dans le terrorisme par désir de vengeance, ce sont des criminels qui cherchent à rationaliser et légitimer, donner du sens à leurs crimes en les enrobant dans une idéologie de révolte clef en main » (novembre 2015).

Nous ne voyons pas très bien ce que la bande à Baader pouvait avoir de « marxiste » ni en quoi le bolchevisme serait une « hérésie millénariste » (12). À notre connaissance, les dirigeants bolcheviques étaient en règle générale des intellectuels extrêmement cultivés. Où cet auteur est-il allé chercher qu'ils ont été « des délinquants », « des criminels à main armée », « avant d'être des fanatiques » ? Staline a, certes, donné dans les « expropriations » (13) après l'échec de la révolution de 1905, déviation passagère à laquelle Lénine mit un terme, mais il comptait déjà plusieurs années de militantisme politique et auparavant, il avait fréquenté le séminaire. Si Bonnot attaqua les banques, ce fut d'abord un anarchiste qu'il est tout simplement odieux d'assimiler à Merah, assassin d'enseignants et d'enfants juifs. Un tel délire laisse pantois... Mais, où va-t-on s'il faut s'en tenir aux faits et prouver ce que l'on avance ?

Suit un tableau comparatif qui n'est qu'un assemblage d'analogies douteuses. La filiation du bolchevisme comme celle du djihadisme remonterait à un « penseur d'origine » : Rousseau, penseur de la démocratie, se voit ainsi assimilé à Abdelwahhab, père d'une lecture particulièrement réactionnaire du Coran qui est la source du wahhabisme (14). Bolchevisme et djihadisme reposeraient tous deux sur une idée fondamentale : la propriété privée d'une part, l'oubli des valeurs de l'islam, de l'autre, seraient source de tous les maux ; la révolution pour les uns, le retour à une lecture littérale de l'islam pour les autres, aboliront « le mal ». Chacun a généré une organisation internationale : l'Association internationale des travailleurs devient ainsi le pendant des Frères musulmans. Se succèdent ensuite les correspondances loufoques entre Lénine et l'ayatollah Khomeiny (15), entre l'insurrection spartakiste et la prise de la mosquée de La Mecque par des intégristes chiites, entre les années de plomb

italiennes attribuées au marxisme et l'attaque du World Trade Center... Même pour écrire des âneries, n'est pas Hannah Arendt (16) qui veut !

Dans un registre plus étriqué, Benjamin Stora ajoute sa modeste petite pierre à cette nouvelle construction idéologique. L'historien médiatique qui fut jadis militant trotskyste trouve là une nouvelle occasion de régler ses comptes avec sa jeunesse. Dans un ouvrage récent, il se

(12) Dans le langage du christianisme médiéval, une hérésie est une pensée non conforme à l'orthodoxie. Les millénarismes (qui se rencontrent aussi bien dans le judaïsme et dans l'islam que dans le christianisme) consistent en l'attente d'un « règne » ouvert, dans la version chrétienne, par le retour du messie, lequel aurait préalablement chassé un imposteur : l'Antéchrist. Ce règne durerait jusqu'au jugement dernier c'est-à-dire 1 000 ans. D'où le terme *millénarisme*. On est bien loin de Marx et de Lénine !

(13) « Expropriations » de fonds. En clair des hold up pour financer les activités du parti.

(14) Mohammed Ben Abdelwahhab (1703-1792) – Issu de l'école hanbalite, la plus conservatrice des quatre écoles théologico-juridiques du monde arabo-musulman. Partisan d'un retour intégral aux valeurs et aux pratiques en vigueur à l'époque du Prophète et des premiers califes. Le wahhabisme est aujourd'hui l'idéologie officielle de l'Arabie saoudite. Le salafisme n'en est que la version exportée.

(15) Rappelons que l'ayatollah Khomeini était chiite tandis que les Frères musulmans sont sunnites. Faut-il s'attarder à de tels détails...

(16) Dans son livre sur *le système totalitaire (Les origines du totalitarisme - Seuil Essais - 1972)*, Hannah Arendt fonde le concept de totalitarisme sur une méthode comparative mettant en évidence des analogies entre l'URSS stalinienne et l'Allemagne nazie : une « dissolution » des classes et des partis dans « une masse atomisée et informe d'individus furieux » (pp. 33 à 37), l'encadrement de cette « masse », le rôle du mensonge et de la propagande, le « principe du chef »... Dans cette perspective, la révolution mondiale et l'expansionnisme nazi deviennent deux déclinaisons de « l'utopie totalitaire d'une domination mondiale » (p. 152), le caractère « permanent » de la révolution et la « sélection raciale » deux modalités de « l'extermination de ceux qui ne sont pas conformes » à des normes en permanence « radicalisées » (p. 120) ! Nous ne partageons pas, loin s'en faut, ces analyses, mais il faut bien convenir qu'elles sont d'un autre niveau que les élucubrations de Philippe Fabry !

frappe la poitrine : « *M'interrogeant sur l'épuisement du destin du communisme, j'ai perçu mon engagement passé comme un mélange d'idéalisme et d'aveuglement, de romantisme et d'inquiétante volonté de pureté, d'intelligence et de dogmatisme que l'on retrouve dans une partie de la jeunesse d'aujourd'hui, emportée dans l'engagement sanglant et sans issue du djihadisme. Et quelques années après, je me suis dit silencieusement : "Heureusement que nous n'avons pas pris le pouvoir"* » (17). Mais il y a plus. L'instrumentalisation de l'antisémitisme ne fait pas honneur à celui qui se veut historien : « *Dans l'après-68, je n'ai pas conservé de souvenirs particuliers de campagnes livrées par les formations trotskistes sur le sort singulier des juifs en URSS ou en Syrie, ni de débats autour de la politique de Vichy et du sort des juifs pendant cette période. Or, fait curieux, il y avait de nombreux militants d'origine ashkénaze à la tête des organisations trotskistes dans les années 1960-1970. La "lutte contre le fascisme" était fondamentale dans les rues et les lycées, mais on ne parlait pas du génocide juif, de la Shoah* » (18). À cela on peut objecter deux arguments. À cette époque, à tort ou à raison – et cela dès 1945 –, les déportés juifs étaient considérés comme des déportés parmi d'autres. Il faut attendre les années 1980, temps du « *droit à la différence* » et des « *replis identitaires* », pour que certains juifs eux-mêmes postulent une « *identité* » particulière, décrètent que la Shoah est un événement « *unique* » et « *indicible* », pour que le mot lui-même soit popularisé par le film de Claude Lanzmann... En second lieu, Stora, qui fut marxiste, ne peut ignorer que l'organisation dans laquelle il militait (19), se situait sur le terrain de la lutte des classes dont le combat contre l'antisémitisme – et contre toute autre forme de racisme – n'est qu'une déclinaison particulière. Là n'est pas,

bien évidemment, la préoccupation de Stora. Loin de toute réflexion historique et de tout bilan honnête de son parcours militant, cette projection rétrospective sur une période, d'une grille de lecture née plus tard, vise uniquement à insinuer, faute de l'asséner ouvertement, qu'un antisémitisme rampant généré par un aveuglement marxiste auquel n'auraient pas échappé les militants d'origine juive eux-mêmes, constituerait une « *prédisposition* » de plus à un « *terrorisme* » dont le djihadisme ne serait que la forme aboutie.

Nous pourrions continuer. Ce ne sont là que quelques échantillons. Les livres, les conférences, les articles, les vidéos, les interviews, postulant une identité de nature entre révolutions et djihadisme, au mieux un phénomène de convergence, se multiplient. Les sites Internet en regorgent. La peinture des auteurs est, comme on a pu le constater, très variable, les approches diffèrent, mais le *credo* est le même : le militantisme révolutionnaire, les révolutions, la volonté même de « *transformer le monde* » (20), ne peuvent, quelles que soient l'époque et les circonstances, conduire qu'au pire. Daech ne sera sans doute bientôt plus à la mode. Gageons que ces mercenaires de la plume sauront trouver une ignominie de rechange. ■

Rémy Janneau, 28 juillet 2018

(17) 68, et après. *Les héritages égarés*, Stock, 2018, pp. 43-44.

(18) *Ibid.*, p. 38.

(19) L'Organisation communiste internationaliste (OCI).

(20) *Karl Marx, XI^e thèse sur Feuerbach : « Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières, mais il s'agit de le transformer »*, Éditions sociales, Paris, 1946.

Trotsky sur la télévision poutinienne...

Présentation

Les falsifications accumulées sur Trotsky ne sont plus aujourd'hui en Russie de même nature que celles que déversaient sur lui le Kremlin et son appareil international à l'époque apparemment triomphante de Joseph Staline, mais elles sont, quoique moins nombreuses et plus proches de la caricature grotesque que de la simple diffamation, presque aussi impressionnantes. La falsification ne répond pas aujourd'hui, il est vrai, aux mêmes besoins qu'hier : hier la bureaucratie stalinienne s'acharnait à présenter aux prolétaires du monde entier Trotsky et les trotskystes comme des agents de la contre-révolution, de l'impérialisme britannique, du fascisme, du nazisme, pour isoler la IV^e Internationale des masses et la liquider. Aujourd'hui, elle a comme but de discréditer auprès des masses de Russie l'idée même de révolution, présentée comme une sorte de carnaval sanglant organisé par des personnages douteux. En ce sens, la première chaîne de la télévision russe a consacré l'an passé à Trotsky une série dont un militant russe, Nicolas Zaiatz, a rédigé une critique de vingt-deux pages dont nous extrayons ou résumons quelques passages significatifs.

Au début du siècle, on le sait, Trotsky rencontre Parvus (pseudonyme ironique, puisque Parvus en latin signifie « petit », d'Helphand), militant russe de la social-démocratie allemande, qui finira comme affairiste puis comme agent de l'impérialisme allemand pendant la Première Guerre mondiale.

Trotsky et Parvus

« Parvus propose à Trotsky de devenir le nouveau chef de la révolution, en établissant sans gêne un parallèle entre la révolution et la possession d'une femme : la révolution procurera à Trotsky la gloire et à Parvus lui-même de l'argent. » (Pour saisir toute la portée de l'allusion, rappelons, point significatif dans un pays aux traditions antisémites centenaires, que Parvus est juif.) « Trotsky accepte sans réfléchir. » Dans le dos de Parvus se tient un personnage plus que douteux, représentant de l'Allemagne impériale, à qui Parvus demande pour faire la révolution la somme fantastique (pour l'époque) d'un milliard de marks... mais les scénaristes ne lésinent pas dans ce domaine comme dans d'autres.

En réalité, lorsque la guerre éclatera, Parvus, devenu un simple agent du Kaiser, demandera aux services de ce dernier 20 millions de roubles, en recevra un, dont il donnera une partie (la plus petite) à des militants nationalistes séparatistes (ukrainiens au premier chef) tout en annonçant aux services allemands une prochaine vague de grèves dues, selon lui, à l'argent qu'il aurait versé aux sociaux-démocrates russes, mais qu'il dépensait surtout pour lui-même. Parvus, sur la première chaîne, va d'emblée très loin. Alors que doit s'ouvrir à Bruxelles, en juillet 1903, le congrès de la social-démocratie russe, « Parvus achète pour Trotsky un mandat de délégué au congrès de Bruxelles ». Pour les scénaristes, les mandats de délégués des partis révolution-

naires sont du même tabac que le mandat de député de la Douma d'aujourd'hui, que l'on peut tout simplement acheter si l'on connaît les gens adéquats.

Trotsky sanguinaire

Au congrès qui va se conclure par la scission entre bolcheviks et mencheviks (du côté desquels Trotsky va un moment se ranger), Trotsky se voit attribuer par les scénaristes une phrase totalement inventée mais qui, selon eux, rencontre un vif succès, tant les révolutionnaires sont assoiffés de sang : « *Soyez des hommes ! Fécondez la révolution ! Vive la purification par le sang !* »

La falsification peut descendre à des détails moins importants. Ainsi, à ce congrès, « *Staline, qui n'y a pas participé le moins du monde, tente de tendre la main à Trotsky, mais celui-ci passe devant lui avec Sedova, suscitant chez Staline une expression de haine.* » Voici donc d'où vient la haine de Staline pour Trotsky : ce dernier ne lui a pas serré la main !

Arrive octobre 1905, début de la grève générale et de la révolution. Les scénaristes mettent dans la bouche de Trotsky le slogan « *Tout le pouvoir aux soviets* » !... qui n'apparaîtra qu'en 1917... et pour cause ! En 1905, il n'y eut que cinquante-huit soviets, qui n'eurent pas le temps de se réunir en congrès, et le régime tsariste était alors loin de connaître la crise économique, sociale et politique qui mena à sa chute. Le slogan « *Tout le pouvoir aux soviets !* » n'apparut qu'après la chute du tsarisme.

1917, justement ! Venons-y. À un moment, « *Kerenski propose à Trotsky une alliance contre Lénine pour calmer la classe ouvrière. Trotsky, bien entendu, refuse avec sa morgue habituelle* »... parce qu'il veut être le numéro un bien entendu. Invention ridicule, mais qui vise à suggérer une fâcheuse absence de principes, effacés par l'ambition personnelle...

Le marin bolchevique Markine... un voyou

Trotsky, on s'en souvient, fait alors la connaissance du marin Markine, avec lequel il se lie vite d'amitié y compris politique ; celui-ci trouvera la mort en

combattant les Blancs à la tête d'une petite flottille rouge sur la Volga en septembre 1918, mort à laquelle, selon les scénaristes, Trotsky l'avait délibérément envoyé pour se débarrasser de lui. Mais à la télévision poutinienne, « *Markine est un criminel en haillons et un racketteur déclaré qui "protège" des commerçants dans les meilleures traditions des années 90* ». À l'époque de Boris Eltsine où des bandits et tueurs divers se remplissaient les poches en protégeant et en rackettant des mafieux ! « *Markine est aussi xénophobe mais pardonne à Trotsky sa judéité.* »

Octobre ? Un coup d'État

La révolution est elle-même, évidemment, caricaturée. « *Trotsky fixe la date de l'insurrection au 25 octobre et se moque de Zinoviev et Kamenev qui bafouillent avec indécision que Lénine l'avait fixée pour le 27.* » (En réalité, Lénine voulait que la prise du pouvoir soit réalisée la veille de l'ouverture du II^e Congrès des soviets à l'issue incertaine.) Puis « *Lénine s'indigne que Trotsky ait réalisé le coup d'État dans son dos. Trotsky lui répond avec satisfaction : "Oui, c'est un coup d'État, mais vous le qualifierez de révolution."* »

Et encore du sang !

À ces fantaisies s'ajoute la falsification pure et simple. Il faut montrer que Trotsky est assoiffé de sang. Évoquant la bataille de Svajsk où tout un régiment rouge déserta sous la conduite du commandant et du commissaire politique, alors que les Blancs étaient à deux doigts de remporter cette bataille alors décisive qui leur ouvrait la route de Moscou, et fut ensuite traduit devant un tribunal de guerre qui fit exécuter les deux commandants et un certain nombre de soldats déserteurs, les scénaristes mettent dans la bouche de Trotsky les phrases suivantes :

« *Je préviens : si un détachement décide sans ordre de reculer, le premier fusillé du détachement sera le commissaire, le second le commandant. Puis un soldat sur dix. En cas de désertion un soldat sur cinq sera fusillé. Des soldats courageux, décidés, seront placés aux*

postes de commandement. Les lâches, les profiteurs et les traîtres n'échapperont pas aux balles. »

Très brutal, n'est-ce pas ? Mais les deux phrases en gras ne figurent pas dans le texte de Trotsky. Elles ont été rajoutées par les scénaristes ou par leur conseiller. Ils font mieux un peu plus loin. Ils mettent dans la bouche de Trotsky un discours apocalyptique, en réponse à la nouvelle de l'attentat de Fanny Kaplan contre Lénine le 30 août 1918.

Ce discours s'inspire peut-être, en l'exagérant considérablement, d'une déclaration quelque peu hystérique – mais les périodes de révolution et de contre-révolution encouragent l'hyperbole ! – de Zinoviev dans *Severnaia Kommouna* du 10 septembre 1918, au lendemain de l'attentat contre Lénine et de l'assassinat d'Ouritski, le dirigeant – très modéré, il faut le souligner ! – de la Tcheka de Petrograd, où il avait affirmé :

« Sur les cent millions d'habitants que compte la Russie soviétique, nous devons en traîner avec nous quatre-vingt dix millions. Quant au reste nous n'avons rien à leur dire. Ils doivent être réduits à néant. »

Les scénaristes de la première chaîne russe, selon qui, enfin, Trotsky ordonne lui-même de fusiller Fanny Kaplan..., décision qui fut prise en réalité par Sverdlov, prêtent à Trotsky une déclaration qui relègue celle de Zinoviev au rang d'aimable pastorale ou de conversation

mondaine. Que l'on en juge !

« Nous créerons un avenir dans lequel nous n'allons pas prendre tout le monde, loin de là. Que périssent 30 %, 50 %, 70 % des gens. Les autres viendront avec nous dans le communisme (...). La férocité sera biblique (...). Nous supprimerons les tribunaux, le droit, nous fusillerons quelques groupes significatifs de couches aux sentiments hostiles envers nous, nous organiserons des camps de concentration, nous construirons la machine à écraser la contre-révolution et nous châtierons. Et pas seulement les coupables, mais aussi ceux qui sont potentiellement dangereux. L'ennemi doit le savoir : pour chaque goutte de notre sang nous ferons couler une rivière du leur. C'est la naissance d'un monde nouveau et il n'y a pas naissance sans qu'il y ait du sang, de la saleté, de la merde. »

Ce discours inventé vise évidemment à refroidir les ardeurs éventuelles de quiconque voit dans la révolution le seul moyen d'échapper à la décomposition du monde capitaliste... dans un pays où 14 % de la population vit avec un revenu mensuel d'à peine 150 euros pendant qu'une fantastique corruption nourrit les appétits d'une couche de parasites de plus en plus voraces. ■

Jean-Jacques Marie

Onfray et les cent millions de morts...

Du haut de sa petitesse et de ses succès médiatiques, Michel Onfray vient de proférer un verdict définitif... Lisant *Paris-Match* (à chacun ses plaisirs), il a découvert que les Insoumis Alexis Corbière et Raquel Garrido avaient accroché à un mur de leur appartement une photo de Lénine. Le samedi soir 2 juin, lors de l'émission *On n'est pas couché* animée par le toujours ricanant et grimaçant Laurent Ruquier, il s'est indigné : « *Lénine, communisme... etc., tout le monde est à peu près d'accord aujourd'hui : c'est 100 millions de morts, 100 millions de morts !* »

Raquel Garrido a répondu sur Twitter : « *Onfray est aussi con que ceux qui nous reprochent d'aimer Sardou. Si on m'empêche d'écouter un distique ou d'accrocher une toile chez moi, où est-on ?* » Grandiose esquive ! Onfray ne prétend pas les empêcher, elle et Corbière, d'écouter Sardou ou même un disque de Lénine. Il leur impute une complaisance coupable pour les cent millions de morts engendrés, selon lui, par Lénine et le « communisme ». Que répond-elle là-dessus ? Mystère !

D'abord, notons que pour notre philosophe, peu original en l'occurrence, Lénine, Staline, le Goulag, Khrouchtchev, Brejnev, Andropov, Mao-Zedong, Pol Pot, tout cela, c'est le « communisme ». Conclusion d'une analyse à peu près aussi fine que le tombereau d'insanités qu'il a égrenées sur Sigmund Freud, mais très à la mode.

Ensuite, « *tout le monde* », c'est qui ? Stéphane Courtois et quelques sous-historiens et plumitifs admirateurs empressés du capital. Comment Courtois a-t-il établi le chiffre de 100 millions ? En entassant sous une même colonne les victimes de la guerre civile (y compris les victimes des Blancs), de la famine, du choléra, du typhus, de la grippe espagnole, de répressions diverses au fil des ans. Mais même en ajoutant bout à bout les victimes des combats de la guerre civile et celles des répressions qui se déchaînent à partir de

1930, on reste très loin des 100 millions de notre philosophe. Comment y parvenir ? Un monument de la propagande nazie en URSS pendant la guerre en donne un exemple. Les troupes nazies abreuyaient la population des territoires envahis de faux billets de trois tchervonetz portant l'effigie de Lénine au dos duquel figurait le texte suivant :

« **Le bilan meurtrier du bolchevisme.**

Tués pendant les années de révolution et de guerre civile (1917-1923) : 2 200 000

Morts pendant les années de famine et d'épidémies (1918-1921 et 1932-33) : 14 500 000

Ont péri dans les camps de travaux forcés : 10 000 000

Liquidés par les expéditions punitives : 6 000 000

Liquidés dans les provinces frontalières et conquises : 3 277 000

Tués et mutilés pendant les années de cette guerre (1941-1944) : 18 000 000

TOTAL : 54 665 000

12 000 000 de russes ont déjà échappé à l'anéantissement bolchevique en se rendant ou en se constituant prisonniers.

Prends ce tract et sauve ta vie avant qu'il ne soit trop tard.

Laissez-passer. »

Les nazis, on le voit, font figurer dans le « *bilan meurtrier du bolchevisme* » les Soviétiques et les juifs abattus par eux-mêmes (les 18 millions de victimes de la guerre...).

Une reproduction de ce billet et du texte qui figure au dos se trouve entre les pages 96 et 97 du volume de A. Okorokov, *Osoby front, niemietskaia propaganda vostotchnom frontie v gody vtoroi mirovoi voïny* (Un front spécial - La propagande allemande sur le front de l'Est dans les années de la Seconde Guerre mondiale). ■

Jean-Jacques Marie

Courrier des lecteurs

« Car l'histoire, lorsqu'elle est racontée, comme vous avez su le faire, dans toute sa vérité et sa complexité, est réparatrice » (1)

Nommé par Manuel Valls « président de la Cité de l'immigration » en 2014, Benjamin Stora n'est pas un ingrat. Macron au pouvoir, il s'est affiché à ses côtés lors d'un récent voyage en Algérie. Sur le site de France Info, on le présente ainsi à propos d'une interview en date du 5 décembre dernier : « *L'homme qui murmure à l'oreille du Président (...)* » Diable ! Ne faudrait-il pas dire plutôt : « *L'homme que le président tient par l'oreille* » ? Que dire en effet de l'indépendance d'un « historien » qui se fait vertu de rendre hommage aux immigrés d'hier tout en s'associant avec un chef d'État qui organise la chasse aux immigrés d'aujourd'hui (rebaptisés migrants) avec une violence sans précédent depuis Vichy ?



Benjamin Stora, « *L'homme qui murmure à l'oreille du président.* » D.R.

Mais la servitude présente n'efface pas les fautes du passé. Telle Lady Macbeth, ses mains sont tachées du sang qu'il a – failli – faire verser... Et alors, il frotte : « *Plus troublant, m'interrogeant sur l'épuisement du destin du communisme, j'ai perçu mon engagement passé comme un mélange d'idéalisme et d'aveuglement, de romantisme et d'inquiétante volonté de pureté, d'intelligence et de dogmatisme que l'on retrouve dans une partie de la*

jeunesse d'aujourd'hui, emportée dans l'engagement sanglant et sans issue du djihadisme. Et quelques années après, je me suis dit silencieusement : "Heureusement que nous n'avons pas pris le pouvoir" » (in 68, et après. Les héritages égarés, pp. 43-44).

Ce reniement honteux est explicitement celui de son passage à l'OCI (2).

Il en a rajouté dans une interview à *Marianne* (30 mars-5 avril 2018), à propos de ce même livre, et citant encore l'OCI : « *L'OCI (...) croyait au mouvement ouvrier à l'ancienne. On se radicalisait du côté de la pureté et des origines et des racines révolutionnaires (...). On était dans une logique non ludique, sacrificielle. À partir de là, il y a eu en effet des tentations de violence radicalisée, secrètes, souterraines, qui se manifestaient notamment à travers les services d'ordre. Il y avait, individuellement, la tentation du terrorisme. C'est le côté sombre dont on parle peu, au profit de l'aspect libertaire, ludique, hédoniste...* »

Que l'on ait partagé ou non les positions défendues par l'OCI, dont Benjamin Stora a été un dirigeant, et quelle que soit l'appréciation que l'on porte aujourd'hui sur ce qu'a été cette organisation, l'amalgame avec le djihad et le terrorisme relève de la calomnie pure et simple. ■

Jean-Louis Roussely

(1) Extrait du discours de l'ambassadeur de France en Algérie pour B. Stora le 31 mai 2018 au Mucem (Marseille), sur le site de B. Stora.

(2) Note des CMO : l'Organisation communiste internationaliste, de 1965 à la fin des années 1980, était une organisation trotskyste membre du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale (CORQI).

Perles

« En réalité je ne suis que l'émanation du goût du peuple français pour le romanesque (...). Ce qui me rend optimiste, c'est que l'histoire que nous vivons en Europe redevient tragique. L'Europe ne sera plus protégée comme elle l'a été depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ce vieux continent de petits-bourgeois (1) se sentant à l'abri dans le confort matériel entre dans une nouvelle aventure où le tragique s'invite. »

(Emmanuel Macron, interview à la NRF de mai 2018, reproduite partiellement dans *Le Monde* du 28 avril 2018 page 21.)

(1) Note des CMO : en réalité, sous l'expression « *petit-bourgeois* », Macron-le-banquier désigne les cheminots, les infirmiers et infirmières... et tous ceux qui ont un statut arraché au lendemain de la guerre dans la lutte des classes.

